



**Mémoire de Master en « Lettres, Arts, Sciences humaines et sociales »
Mention 'sciences sociales' –
Spécialité 'recherche'
SYSTEMES TERRITORIAUX, DEVELOPPEMENT DURABLE,
AIDE À LA DECISION**

TRIER ET RECUPERER À BUENOS AIRES

Des *cartoneros* aux conteneurs – les transformations territoriales du service de gestion des ordures ménagères à l'épreuve de la sélection des déchets recyclables dans la Ville Autonome de Buenos Aires (Argentine)

MASTER 2

Marie-Noëlle CARRE



Réalisé au laboratoire BioGéo (ENS-LSH) et au Centre de Recherches et d'Analyse en Géopolitique (Paris VIII)

Mémoire soutenu le 19 juin 2008

Devant la commission d'examen constituée de :

Directeur de mémoire : Mme Marie-France PREVÔT-SCHAPIRA, professeur HDR (Paris VIII)

Directeur de mémoire : M. Paul ARNOULD, professeur HDR (ENS-LSH)

Examineur : Mme Emmanuelle BONERANDI, maître de conférences (ENS-LSH)

Année 2007/2008

Photos de la page de couverture, de gauche à droite : carriole de récupérateur urbain en train d'être chargée dans le quartier de Villa Pueyrredón; vue de la réserve écologique et du microcentro de Buenos Aires depuis le Rio de La Plata ; conteneurs dans le quartier de Saavedra (M.-N. CARRE, février-avril 2008)

TRIER ET RECUPERER À BUENOS AIRES

Des *cartoneros* aux conteneurs – les transformations territoriales du service de gestion des ordures ménagères à l'épreuve de la sélection des déchets recyclables dans la Ville Autonome de Buenos Aires (Argentine)

MASTER 2

Marie-Noëlle CARRE
- 2008 -

REMERCIEMENTS

Je remercie mes directeurs de mémoire, Mme Marie-France PREVÔT-SCHAPIRA pour ses conseils toujours précieux, sa patience et ses lectures éclairantes de Buenos Aires, et M. Paul ARNOULD pour ses suggestions toujours pertinentes, sa bonne humeur et son attention.

Les personnes qui m'ont reçue en entretien ou qui m'ont accompagnée ont fait preuve d'un dévouement et d'une amabilité exemplaires. Qu'elles en soient toutes remerciées ;

Les coopératives de récupérateurs urbains de Buenos Aires sont désormais associées aux visages de Cristina, María Julia, Teresa, Alfredo, Valentín, Jorge, Miguel et bien d'autres encore, qui me pardonneront de les avoir oubliés dans cette liste. Je les remercie tous pour leur accueil chaleureux et le dynamisme avec lequel ils m'ont enseigné leur tâche ;

La collaboration avec Victoria E. HARRIS a donné lieu à un enrichissement mutuel de nos travaux respectifs. Je la remercie aussi pour son décryptage du savoureux accent portègne.

Enfin, mes dernières pensées seront pour Ana et Michel LAFON, chez qui l'idée de ce mémoire est née grâce aux *libros cartoneros*.



M.-N. CARRE, février 2008

La Place de Mai, cœur historique de Buenos Aires

INTRODUCTION GENERALE



« Le déjet de Léonie envahirait peu à peu le monde, si sur la décharge sans fin ne pressait, au-delà de sa dernière crête, celle des autres villes, qui elles aussi rejettent loin d'elles-mêmes des montagnes de déchets. (...)Plus l'altitude grandit, plus pèse le danger d'éboulement. »

Italo CALVINO, « les villes continues », *les Villes Invisibles*¹

La controverse métropolitaine de la gestion des déchets qui accompagna l'investiture des gouverneurs de la Ville Autonome de Buenos Aires (CABA)² et de la Province de Buenos Aires³ précéda de peu la crise politique des ordures napolitaines qui fit écho à l'élection de S. Berlusconi à la présidence de l'Italie en mai 2008. Le spectre du devenir apocalyptique de la ville de Léonie réapparaît toujours avec une consistance odorante et visuelle savamment tissée par les médias lorsque l'ordure se transforme en matière à joute politique. Négociation de l'accès aux hôpitaux portègues⁴ contre l'accès aux décharges contrôlées du *Conurbano*⁵ à Buenos Aires ; promesse du contrôle militaire des décharges de Naples contre une élection réussie en Italie... le déchet se trouve souvent au cœur des tractations géographiques les plus déconcertantes, dont le citoyen moyen fait abstraction à condition que, moyennant finances, la matière au rebut disparaisse régulièrement de l'horizon du trottoir et termine son voyage à distance raisonnable: « Out of sight, [out of smell,] out of mind »⁶.

« L'avalanche » de déchets semble mieux contenue dans la Ville Autonome de Buenos Aires (CABA) qu'à Naples, qui croule littéralement sous les déchets. Pourtant, comme la plupart des grandes villes du monde, et notamment des pays en développement, la capitale argentine est confrontée au problème croissant de l'élimination de ses ordures et du débordement de ses décharges. Les 15 000 tonnes quotidiennes de Déchets Solides Urbains, produites par les 13 millions d'habitants de la métropole sont enfouies dans les *rellenos sanitarios*⁷ de la périphérie urbaine et donnent le ton aux 13 000 tonnes

¹ CALVINO I., 1974, *Les villes Invisibles*, Paris, Seuil, 188 p., p. 134

² Ciudad Autónoma de Buenos Aires (CABA): nous utiliserons cet acronyme au cours du mémoire pour désigner le territoire administratif, politique et technique de la capitale fédérale, ville autonome depuis 1996.

³ En janvier 2008 : respectivement M. MACRI, du parti Protesta Republicana (PRO) et D. SCIOLI, du parti péroniste

⁴ Adjectif désignant l'appartenance à la Ville de Buenos Aires. De *puerto*, port.

⁵ *Conurbano* : couronne urbaine de la métropole, composée de 40 *municipios* localisés en périphérie de la Ville Autonome de Buenos Aires (CABA) dans la Province de Buenos Aires, sous la juridiction de celle-ci (annexe 1).

⁶ « Hors de vue, [hors d'odeur], hors d'esprit » MELOSI M., 2005, *Garbage in the cities*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 302 p., p.17

⁷ *Relleno sanitario* : traduction littérale du *Sanitary Landfill*. Méthode d'enfouissement des déchets en décharge contrôlée (voir annexe1), utilisée aux Etats-Unis surtout entre 1937 et les années 1980. MELOSI M., 2005, *Garbage in the cities*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 302 p., p. 183.

Cette méthode est utilisée dans les grandes villes latino-américaines (Buenos Aires, Mexico, Sao Paulo, Santiago du Chili, Bogotá) alors que les plus petites disposent encore leurs déchets dans des décharges non contrôlées.

enterrées chaque jour à São Paulo (Brésil), 17 millions d'habitants, ou à la quantité équivalente produite par les 14 millions d'habitants de New York (Etats-Unis)¹.

C'est à l'image de ses inégalités socio-économiques que la métropole argentine produit ses Déchets Solides Urbains (*Residuos Sólidos Urbanos*), soit «les déchets collectés qui résultent de l'activité domestique des ménages, auxquels s'ajoutent les déchets issus des commerces, de l'artisanat, des bureaux et de l'industrie, collectés dans les mêmes conditions que ceux des ménages»². La CABA, capitale fédérale, « île du premier monde enclavée dans des banlieues dont un tiers des 9 millions d'habitants vit en dessous du seuil de pauvreté »³ concentre 25% du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, un quart des habitants de la métropole (3 millions) mais produit un tiers du total des déchets. Elle en organise depuis 1977 l'exportation quotidienne et toujours plus lointaine vers les décharges contrôlées du *conurbano*, sa couronne urbaine sous tutelle de la Province de Buenos Aires. En contrepoint typique à cette différenciation socio-spatiale, le paysage urbain de la capitale fédérale se peuple de populations marginalisées du *conurbano* venues trouver dans les déchets des plus riches de quoi faire commerce ou se nourrir. Les *cartoneros* ou *cirujas*, avec leurs carrioles de fortune, enrichissent la panoplie sémantique désignant les chiffonniers des villes des pays en développement : *pepenadores* au Mexique, *catadores* au Brésil, *zaballins* au Caire, *rag-pickers* à New Delhi⁴.

Le portrait dressé semble relativement classique. Pourtant, entre 1998 et 2003 l'Argentine est secouée par l'une des plus longues crises politique, économique et sociale de son histoire⁵. Précédée par les épisodes mexicain, en 1995, et brésilien en 1998⁶, cette crise fait basculer l'Argentine néo-libérale des années 1990, alors pays émergent et « exception » latino-américaine, dans le monde des pays en développement. Le paysage de la pauvreté urbaine décrit précédemment envahit brusquement Buenos Aires lorsque le pays connaît une augmentation sans précédent du taux de chômage (6% dans les années 1980 et 15-20% en 2001). La récupération informelle⁷ des déchets recyclables,

¹ GUTIERREZ A., « Desactivan uno de los rellenos sanitarios mas grande del mundo – New York », *Noticias CEAMSE*, 9 p.

² DORIER-APPRILL E., (dir.), 2006, *Ville et environnement*, Paris, SEDES, 511 p., p.395. Nous les appellerons aussi « ordures ménagères »/ « déchets domestiques », au sens large.

³ PREVÔT-SCHAPIRA M.-F., 2005, « Buenos Aires. Métropolisation et nouvel ordre politique », *Hérodote*, 122-152

⁴ SCHAMBER P.J., SUAREZ F.M. (comp.), *Recicloscopio – miradas sobre recuperadores urbanos de residuos de América Latina*, 2007, Buenos Aires, UNGS, UNLa, Prometeo Libros, 324 p., p.10

⁵ SCHVARZER J., 2004, « L'effondrement du Plan de Convertibilité et ses conséquences », numéro spécial « Après la débâcle » Problèmes d'Amérique Latine, 51, 57-81, p.57

⁶ La dévaluation du peso mexicain (1995) et la dévaluation du real brésilien (1998) produisent les effets respectivement connus sous le nom de Tequila et Caipirinha. Le dopage des exportations de ces deux pays du à la dévaluation fragilise l'économie argentine, sous le régime de la convertibilité du peso en dollars américains jusqu'au 10 décembre 2001 (SCHVARZER J., op.cit., note 4)

⁷ L'informalité, « part de l'activité économique échappant aux cadres normatifs, statistiques, administratifs ou fiscaux », est définie par le Bureau International du Travail (BIT) selon une analyse multicritères : « facilité d'entrée, utilisation des ressources locales, emploi d'une main d'œuvre familiale et formée sur le tas, la petite échelle des activités, et des technologies à forte intensité de travail. » (DI MEO G., article « informalité », LEVY

pratiquée massivement par les milliers de *cartoneros*, amorce un florissant commerce du recyclage des emballages de papier, de plastique et de verre. Parallèlement, les débats sur la gestion des déchets qui avaient accompagné le Sommet de la Terre de Rio (Brésil) sur le développement durable en 1992 refont brusquement surface. Les impasses techniques, environnementales et sociales des *rellenos sanitarios* localisés dans les municipios les plus défavorisés de la métropole sont révélées au grand jour par la fermeture du site de Villa Domínico en 2000¹. Les deux crises, environnementale et sociale, sont à leur paroxysme dans la Ville. La première souligne l'impasse dans laquelle se trouve un modèle de gestion des déchets centrifuge adopté trente ans plus tôt et désormais en butte à l'absence de terrains d'enfouissement dans la circonscription de la capitale fédérale, et au rejet croissant des habitants du *conurbano*. La seconde produit un paysage urbain de la misère où la marge afflue quotidiennement au centre² pour faire des interstices, des restes et des temps morts de la ville le moyen de survivre.

La cristallisation de ces deux situations fait de la Ville de Buenos Aires un observatoire géographique privilégié de la réaction des pouvoirs locaux. La modification rapide de la politique publique de gestion des déchets³, quatre ans après la débâcle de 2001 est destinée à réhabiliter la place de Buenos Aires dans le concert des villes développées⁴ et à trouver une réponse tant au problème environnemental qu'au problème social. Le *conurbano* en proie à de grandes difficultés économiques et sociales commence à peine à réagir à au thème environnemental, cinq ans après la ville-centre⁵.

Les transformations du service urbain de gestion des déchets interviennent dans un contexte de production intellectuelle effervescente sur les *cartoneros*. Elles s'inscrivent aussi dans trois grandes dynamiques retrouvées à l'échelle de l'Amérique latine, des pays développés et des villes mondiales qui permettent de nourrir une réflexion transversale sur les modifications du service sans se cantonner aux seuls changements analysés par les chercheurs en sciences sociales.

J., LUSSAULT M. (dir.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'Espace des Sociétés*, Paris, Belin, 1033 p., 509-512)

¹ Décharge contrôlée fermée en 2004.

² LUCCA DE REIS COSTAS D., 2007, « Margenes en el centro. Calle, catación y basura en el centro de Sao Paulo », SCHAMBER P.J., SUAREZ F.M. (comp), *Recicloscopio – Miradas sobre recuperadores urbanos de residuos de América Latina*, Buenos Aires, UNGS/UNLa/ Prometeo Libros, 324 p., 47-61

³ SCHAMBER P.J., SUAREZ F.M. (comp.), 2007, « Cartoneros de Buenos Aires. Una mirada general sobre su situación », *Recicloscopio – Miradas sobre recuperadores urbanos de residuos de América Latina*, Buenos Aires, UNGS/ UNLa/ Prometeo Libros, 324 p., 25-46

⁴ « El nuevo gobierno de la Ciudad puso en marcha un esquema de futuro, para "colocar a Buenos Aires en competencia con las grandes capitales del mundo". El objetivo: no perder oportunidades en el mundo globalizado, y aprovechar al máximo las bondades de la ciudad. La forma de conseguirlo, dicen, es "mejorar la calidad de vida de la gente" » (Le nouveau gouvernement de la CABA a lancé un programme pour que Buenos Aires entre en compétition avec les grandes capitales mondiales ». Quel est l'objectif ? Ne pas se laisser distancier dans un monde globalisé et profiter au maximum des opportunités offertes par la ville. Le gouvernement préconise, pour atteindre ce but, « l'amélioration de la qualité de vie des gens » »), TORRAS V., 1998, « El plan urbano ambiental », *Noticias CEAMSE*, 13, 22-26, p.22

⁵ Une Loi de Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains est promulguée en décembre 2007 dans la Province de Buenos Aires

La modification des fondements de la gestion des déchets s'effectue sous la pression de l'ONG environnementaliste GreenPeace. Elle reprend les principes de l'internalisation des déchets menée dans les villes européennes à partir des années 1970. La Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains (GIRSU), promulguée par la Loi 1854, redéfinit les compétences territoriales municipales en matière de gestion des déchets. Elles consistent à encourager la diminution de la quantité de déchets enfouis indistinctement dans les décharges contrôlées. Les producteurs de déchets sont sensibilisés à la valeur des matériaux récupérables, réutilisables, recyclables (les trois « R ») et informé de l'impact environnemental positif de leur réinsertion dans le circuit du recyclage. Concrètement, cette opération se traduit par une modification qualitative et technique du service urbain de gestion des déchets. Les usagers se transforment en producteurs-trieurs et sont acteurs du tri à la source de leurs ordures ménagères. Le réseau technique, « réseau régulé de lignes matérielles (canalisations, voies, tuyaux) servant au transport d'une réalité quelconque »¹, est lui-même modifié : la flotte de camions de collecte doit s'adapter aux conditions d'une collecte sélective effectuée grâce à un nouvel élément de mobilier urbain, le conteneur ; l'introduction d'un équipement collectif, le centre de tri, ou centre vert, produit une réorganisation partielle des routes de transport autour d'un nouveau centre de gravité.

Parallèlement à cette transformation impulsée par les pouvoirs publics de la Ville, les *cartoneros*, premiers acteurs informels de la collecte sélective et du tri sélectif par matériaux dans la CABA se constituent, minoritairement, en coopératives de récupérateurs urbains² à partir de 2001. Le mouvement connaît une renaissance soudaine et fait écho à la tradition coopérative développée au Brésil ou en Colombie à partir des années 1980. La coopérative, « forme (...) d'association ayant pour but de faire naître et d'utiliser la petite épargne, de supprimer certains intermédiaires et de s'approprier collectivement d'abord, individuellement ensuite, les bénéfices détenus en commun »³, est ici motivée par l'impératif économique : s'associer permet de vendre de plus grandes quantités de matériaux, à un meilleur prix⁴. Les coopératives se construisent de manière autonome des *territoires* de collecte sélective au porte-à-porte au sens de R. Sack : elles « produisent un processus de délimitation et d'encadrement d'une portion d'espace à des fins de contrôle sur les personnes, les ressources et les relations ». L'effort constant développé « tant pour [leur] établissement que pour [leur]

¹ OFFNER J.-M., 2003, « réseau technique », *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris Belin, 1033 p., 796-797.

² Pour plus de clarté dans le propos, nous désignerons sous le nom de récupérateurs urbains les membres des coopératives éponymes, et sous le nom de *cartoneros* les individus travaillant individuellement ou en groupes informels dans la Ville. Le terme de récupérateur urbain est employé par le gouvernement dans sa politique de formalisation des *cartoneros*, qui ne sont pas tous inscrits au Registre Unique des Récupérateurs Urbains.

³ BRELAY E., 1893, *Nouveau dictionnaire d'économie politique*

⁴ Valentín HERRERA, coordinateur de la coopérative Reciclando Sueños, entretien du 19 mars 2008

maintien »¹ s'illustre par la participation active des coopératives au processus de formalisation des *cartoneros* mené par le gouvernement de la CABA entre 2002 et fin 2007 avec la Loi 992 de reconnaissance des récupérateurs urbains. Cette participation résulte d'une « stratégie de territorialisation », permettant la validation des objectifs et des projets de développement présentés par les coopératives.

Enfin, la Ville revendique son intégration dans le concert des métropoles développées mettant en application les concepts du développement durable urbain. La ville-centre cultive son exception par rapport au *conurbano* et positionne ses projets d'aménagement urbain et de réhabilitation d'espaces en difficultés sous le signe de la mixité, de la compacité et de la citoyenneté² : dynamisation du Sud de la Ville en cours de reconversion industrielle ; nettoyage du fleuve Riachuelo, égout à ciel ouvert depuis des décennies ; gestion intégrale des déchets solides urbains ; intégration sociale des *cartoneros*.

Les recompositions territoriales du service urbain de gestion des déchets dans la Ville Autonome lancent le débat entre les trois dynamiques énoncées et se concentrent autour de la création d'un nouvel équipement, le *centre vert* ou centre de tri sélectif. Il est chargé d'espoirs diversifiés : il donne une nouvelle place au déchet dans la Ville, dans une perspective environnementale ; il se transforme en espace de travail digne pour la coopérative de récupérateurs urbains chargée de sa gestion. Les modifications induites convergent néanmoins vers un objectif commun, celui de l'incorporation de nouveaux territoires, de nouveaux usagers et de nouveaux acteurs à un service urbain investi d'une dimension qualitative : la sélection des déchets. Les nouvelles modalités de la gestion interrogent les débats actuels sur la fragmentation socio-spatiale des espaces urbains par les services en réseaux³ en mettant à l'épreuve « l'articulation de territoires techniques, administratifs et politiques ; la concertation des acteurs » ; la participation du producteur-trieur de déchets⁴.

Comment s'opère le recentrage des déchets dans la Ville de Buenos Aires et comment s'organise le nouveau service de sélection ? Quels en sont les acteurs, comment

¹ SACK R., 1986, *Human territoriality*, Cambridge, Cambridge University Press, 256 p., p. 19, cité dans JAGLIN S., 2005, *Services d'eau en Afrique Subsaharienne – la fragmentation urbaine en question*, Paris, CNRS Editions, 244 p., 12-13

² Les trois principes de la Ville Durable, énoncés dans la Charte d'Aalborg en 1994.

³ La thèse de la fragmentation urbaine par les services, développée par S. MARVIN et GRAHAM dans leur ouvrage *Splintering Urbanism* est réexaminée par S. JAGLIN pour les services d'eau en Afrique subsaharienne. A Buenos Aires, Sarah BOTTON prolonge le débat en étudiant les services d'eau, d'assainissement et de télécommunications dans les quartiers défavorisés du *conurbano* (voir bibliographie).

⁴ BARBIER R., LAREDO P., 1997, *L'internalisation des déchets. Le modèle de la Communauté Urbaine de Lille*, Paris, Economica, 103 p., p. 9

interviennent-ils dans les débats pour la maîtrise de leurs territoires ? Quels sont les objectifs poursuivis par la mise en place d'une gestion participative et durable ?

Les hypothèses de réponse à cette problématique, élaborées grâce à un travail bibliographique et sitographique puis mises à l'épreuve d'un travail de terrain de trois mois permettent d'interroger successivement les modalités de création du centre vert et la construction de ses réseaux d'approvisionnement.

Le centre vert, nouvel équipement de la sélection des déchets, accueille en permanence récupérateurs urbains et déchets recyclables dans la Ville. Conçu comme nouveau centre de gravité de la gestion des déchets, il doit devenir un pôle d'excellence technique pour être accepté comme équipement de proximité. Nous vérifierons s'il existe une relation entre ces deux éléments en analysant à différentes échelles les contraintes d'aménagement du territoire pesant sur la localisation des centres verts.

Les réseaux d'approvisionnement du centre vert en déchets recyclables, construits à la fois par les entreprises privées sous contrat de gestion avec le gouvernement de la CABA et par les coopératives, forment l'ossature matérielle d'un service local de collecte sélective des déchets et représentent des flux d'individus, de matière, de technologie. Dans les deux cas, leur fonctionnement dépend de la pratique du tri à la source par les producteurs-trieurs de déchets et de la reconnaissance du service qualitatif rendu. Ce degré de participation, indicateur de la réussite du service de sélection des déchets, sera mis à l'épreuve pour chacun des deux réseaux, dans la mesure où leur construction territoriale repose sur des échelles et des modalités techniques différentes.

Enfin, dans une troisième partie, nous reconstruirons le centre vert et son réseau d'approvisionnement en un système territorial de sélection des déchets. Dans la perspective du développement d'un modèle alternatif de sélection des déchets, nous effectuerons une typologie des systèmes territoriaux gérés par les coopératives de récupérateurs urbains, autour des trois critères du développement urbain durable. Cela nous permettra de vérifier la validité de l'hypothèse suivante : le développement du service de sélection des déchets repose essentiellement sur les projets locaux impulsés par les coopératives de récupérateurs urbains et sur leur capacité à intervenir dans une gouvernance urbaine. En décidant des modalités de la régulation, de la participation et de l'institutionnalisation des territoires qu'elles gèrent, elles se constituent en nouvel acteur collectif et influencent la croissance des systèmes territoriaux de la sélection.

I.

Les centres verts, ou les nouvelles gravitations urbaines des déchets

There is wealth in waste,
Also waste in wealth,
Save the waste of wealth,
Turning waste into wealth."

George E. Dyck¹

L'implantation d'un nouvel équipement de gestion des déchets, le centre de tri ou centre vert², accompagne l'orientation de la Ville Autonome de Buenos Aires vers une politique publique de développement urbain durable. Emmanuel TORRES indique que « La particularité d'une politique locale de durabilité et de qualité environnementale urbaine est sa nécessaire insertion dans un ensemble de contraintes s'exerçant à des niveaux territoriaux multiples »³. Le centre vert est conçu comme un outil de recentrage de la gestion des déchets à l'intérieur de la Ville. Pôle d'excellence technique, il devient un outil de la compétition urbaine de la ville-centre avec le *conurbano* métropolitain et les grandes villes développées. A l'échelle de la Ville de Buenos Aires, il représente un enjeu d'aménagement urbain conditionnant l'organisation de la gestion des déchets dans la Ville. Enfin, à l'échelle locale, le centre vert se heurte au rejet des habitants et indique à la fois les dysfonctionnements techniques et les blocages politiques de la Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains (GIRSU).

A. Le pôle d'excellence⁴ d'un marketing territorial urbain

Le site Internet du Gouvernement de la CABA souligne que la Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains (GIRSU) à Buenos Aires représente la première expérience latino-américaine à une telle échelle : 3 millions d'habitants. En se situant dans la tradition des villes novatrices en matière de développement durable, à l'image de Curitiba (Brésil), la Ville Autonome de Buenos Aires se propulse au rang des grandes villes développées. Pourtant, la territorialisation de cette politique est confrontée à des difficultés. Elle souligne les clivages économiques et sociaux d'une « grande métropole caractérisée par une coupure radicale entre la ville-centre et les périphéries »⁵.

¹MELOSI M., 2005, *Garbage in the cities. Refuse, Reform and the Environment*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 302 p., p.163

² « Centros de selección de residuos sólidos urbanos secos », Article 28, Chapitre VIII « selección y transferencia », *Ley de Gestión Integral de Residuos Sólidos Urbanos*, 2005.

³ TORRES E., 2005, « La ville durable : quelques enjeux théoriques et pratiques », MATHIEU N., GUERMOND Y., 2005, *La ville durable, du politique au scientifique*, Nancy, CEMAGREF/CIRAD/Ifremer/INRA, 57-68.

⁴ Expression de Roberto FELISETTI, ONG *Ambiente y Sociedad* (réunion de travail du 24/04/2008)

⁵ PREVÔT-SCHAPIRA M.F., 2005, « Buenos Aires, la métropole divisée. Gouvernance urbaine et défi métropolitain dans les années 1990 », *L'ordinaire latino-américain*, n°200-201, 99-108.

1. *Un centre vert pour trois principes durables*

Le centre vert, équipement collectif de la gestion des déchets, répond sur le principe aux trois préceptes du développement durable urbain. Il se situe dans le cadre d'une politique publique destinée à résoudre les conflits liés à l'enfouissement des déchets de la Ville dans les décharges débordantes du *conurbano*. Il devient aussi une solution à la présence des *cartoneros* dans la Ville, paysage que d'aucuns trouvent « inapproprié pour une ville aussi développée que Buenos Aires »¹.

Les centres verts² sont créés par la Loi de Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains n°1854 du 24 novembre 2005. Ils s'ajoutent au centre de tri construit par le gouvernement de la CABA. Les deux équipements sont «des infrastructures consacrées aux tâches de tri, d'emballage et d'entrepôt des matériaux recyclables destinés à une vente industrielle postérieure.»³.

Les cinq centres verts participent d'une densification de la ville. Leur construction doit s'effectuer sur des terrains libres gérés par l'Organisation Nationale des Biens de l'Etat (ONABE)⁴, par chacune des cinq entreprises privées de collecte des déchets sous contrat de gestion avec le gouvernement de la Ville. La gestion, partagée par celui-ci et les coopératives de récupérateurs urbains⁵ correspond à la professionnalisation et la formalisation d'une activité marginalisée, le tri sélectif des matériaux recyclables. Les coopératives de la ville incorporent environ 300 membres et représentent un faible pourcentage du total des *cartoneros* estimé à 5000 individus dans la Ville⁶. Elles se caractérisent par leur ancienneté (entre 11 et six ans) et par une participation au processus de formalisation des récupérateurs urbains (2002-2007)⁷.

La professionnalisation et l'industrialisation du tri sélectif visent à transformer le centre vert en une petite entreprise sociale et à améliorer les conditions de travail des récupérateurs urbains. Le matériel fourni (voir annexe 3) consiste essentiellement à

¹Adolfo KOUTOUDJIAN, chargé de projets à long terme de la CEAMSE, entretien du 27 février 2008

² GreenPeace, 2005, *Basura Cero : aprobar la Ley de « Basura Cero » aprobar los « Centros Verdes » en el Código de Planeamiento Urbano en procesos independientes*, p.3. Appellation aussi employée dans le contrat d'habilitation des entreprises de ramassage de déchets 06/03.

³ « Son infraestructuras que permiten tareas de selección, enfiado y acopio de materiales reciclables para posterior venta a la industria. » (www.buenosaires.gov.ar, consulté le 11 mai 2008)

⁴ Larisa LESCANO, responsable des relations publiques dans l'entreprise de ramassage de déchets AESA, entretien du 17 avril 2008

⁵ Nous parlerons uniquement des coopératives de récupérateurs urbains qui gèrent un centre vert ou doivent en gérer un dans peu de temps : coopératives El Ceibo, El Alamo, Reciclando Sueños, Del Oeste, Cooperativa Ecológica de Recuperadores del Bajo Flores (CERBAF).

⁶ Les statistiques sur les récupérateurs urbains en activité dans la CABA sont très disparates dans la mesure où leur activité informelle pose des problèmes méthodologiques d'évaluation quantitative. Le premier chiffre, estimé par l'anthropologue Francisco Suárez à 30 000 individus fait l'objet d'une contestation de la part des membres du gouvernement alors en place (LULO Jorge, entretien du 5 mars 2008). Par la suite, le Registre Unique des Récupérateurs Urbains, fondé sur l'inscription volontaire, enregistre 9000 individus en 2002, date de sa création. Il en indique 15 526 en août 2007 (www.buenosaires.gov.ar) mais la Dirección General del Reciclado (DGPRU) estime aujourd'hui ce chiffre à 5000 en indiquant la nécessité d'actualiser le Registre Unique des Récupérateurs Urbains et de pratiquer un relevé de terrain pour disposer d'une base de données complète (Esteban LIZAZO, entretien du 17 mars 2008). GreenPeace affirme, sans le prouver, que le nombre aurait augmenté (entretien GreenPeace, entretien du 6 mars 2008).

⁷ Loi 992 de reconnaissance des récupérateurs urbains et inscription au Registre des Petites et Moyennes entreprises (RePYME). Voir introduction

protéger les matériaux recyclables et les récupérateurs urbains des intempéries (aire couverte de déchargement) ; améliorer la rapidité de la sélection entre matériaux (tapis de tri) ; conditionner les matériaux conformément aux normes du marché (presse à matériaux, balance électronique). Les matériaux triés sont essentiellement¹ le papier blanc, imprimé, le carton, le verre, le plastique (bouteilles de boissons gazeuses, d'eau minérale)².

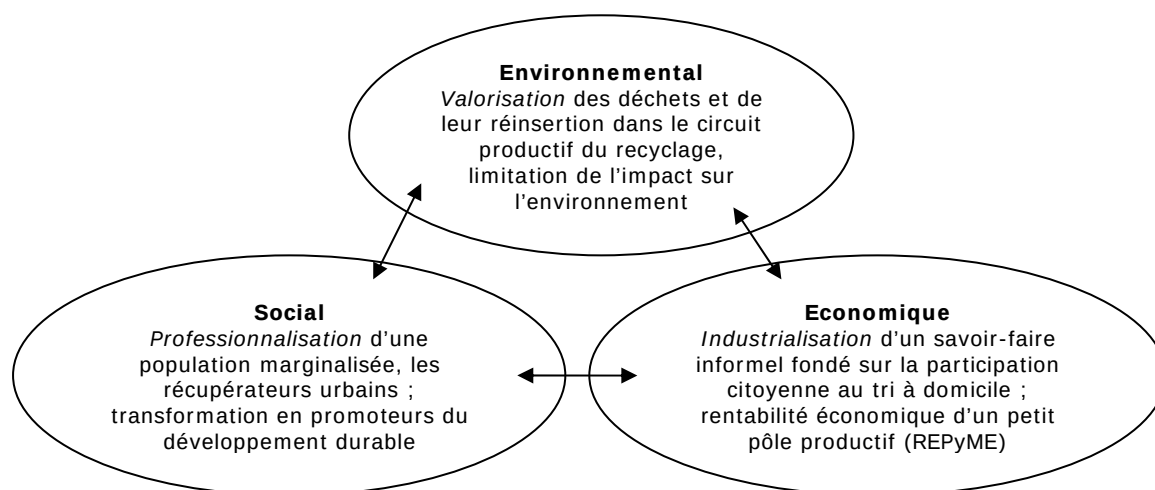


Figure 1 - les centres verts, modèles du développement durable à Buenos Aires?

Le schéma ci-dessus synthétise la place occupée par le centre vert dans les trois pôles du développement durable. Donne-t-il pour autant « l'illusion de la conciliation entre la pauvreté, le développement du libéralisme économique et la préservation des ressources renouvelables et de la biodiversité »³ ? Malgré l'utilisation du centre vert comme vitrine du développement durable de la CABA⁴, il faut replacer l'équipement dans le contexte d'une politique publique conçue à l'échelle juridique de la CABA mais composant avec des flux matériaux, économiques et sociaux qui transcendent le cycle métropolitain du déchet. Positionné comme fer de lance d'une politique de la durabilité dans la CABA, le centre vert devient-il aussi l'outil d'une accentuation des clivages économiques, politiques et sociaux avec le *conurbano* métropolitain ?

2. La synapse d'un commerce informel à l'échelle métropolitaine

L'objectif *Basura Cero*⁵ propose la suppression totale des émissions de déchets recyclables vers les décharges du *conurbano* pour 2020. Cette mesure rappelle

¹ Valentín HERRERA, président de la coopérative écologique Reciclando Sueños, entretien du 19 mars 2008

² Plastique PET : polyéthylène téréphtalate

³ MATHIEU N., GUERMOND Y., 2005, « La ville durable, un enjeu scientifique », MATHIEU N., GUERMOND Y. (edit.) *La ville durable, du politique au scientifique*, Nancy, CEMAGREF, CIRAD, Ifremer, INRA, 11-28, p.15

⁴ Le premier colloque sur les politiques de recyclage dans les grandes villes, tenu à Buenos Aires en septembre 2007, s'achève par la visite du centre de tri construit par le gouvernement de la CABA.

⁵ « Zéro déchets », ODRIOZOLA V., 2004, *Plan de Basura Cero para Buenos Aires*, Buenos Aires, 24p.

l'engagement de la CABA face au développement durable, depuis la promulgation de sa constitution de ville autonome en 1994¹. Buenos Aires prend alors la « responsabilité des Villes, [qui] en tant que collectivités locales dotées d'une capacité d'action et d'un devoir de gestion de leur territoire face au développement durable »² s'inscrivent dans la perspective d'un développement durable urbain déjà interrogé durant le Sommet de la Terre à Rio (Brésil) en 1992. Or, la responsabilité de la CABA sur ses déchets recyclables semble s'arrêter lorsque ceux-ci franchissent l'avenue General Paz, « véritable frontière politique et symbolique de la Ville »³ et qu'il y a rupture du contrôle législatif sur le déchet. S'il faut prendre en compte « un grand nombre d'acteurs dont les logiques d'action, les représentations et les champs d'évolution sont très différents »⁴, il faut aussi composer avec l'absence d'une échelle métropolitaine décisionnelle qui freine toute tentative de déploiement d'une politique publique commune. Le clivage entre les deux territoires juridictionnels, la CABA et le *conurbano*, s'accroît d'autant plus que le marché du recyclage, localisé en grande partie à l'extérieur de la CABA est exempt de loi sur la production des emballages, même au niveau national⁵. Le cloisonnement juridique et politique des territoires⁶ empêche la coordination des efforts et accentue les clivages.

Le centre vert occupe alors une position de synapse territoriale. Concentrant le produit d'une collecte sélective en voie de systématisation et de formalisation dans la CABA, il le redistribue auprès des intermédiaires informels du *conurbano* et participe à un commerce⁷ du déchet recyclable de 500 millions de pesos annuels⁸ (voir schéma suivant)

¹PREVÔT-SCHAPIRA M.F., 2007, « Buenos Aires, le développement durable à l'épreuve du « Sud » », texte pour le rapport final du programme PIDUD-CNRS, « La requalification comme instrument du développement durable dans cinq villes d'Amérique Latine. Des logiques contradictoires aux expériences et projets », 252-281, p. 262

² MATHIEU N., GUERMOND Y., 2005, « la ville durable : un enjeu scientifique », MATHIEU N., GUERMOND Y., (éd.), *La ville durable, du politique au scientifique*, Nancy, CEMAGREF, Cirad, Ifremer, INRA, 11-28, p.11.

³ PREVÔT-SCHAPIRA M.F., 2007, voir note 6 page précédente et carte 1.1

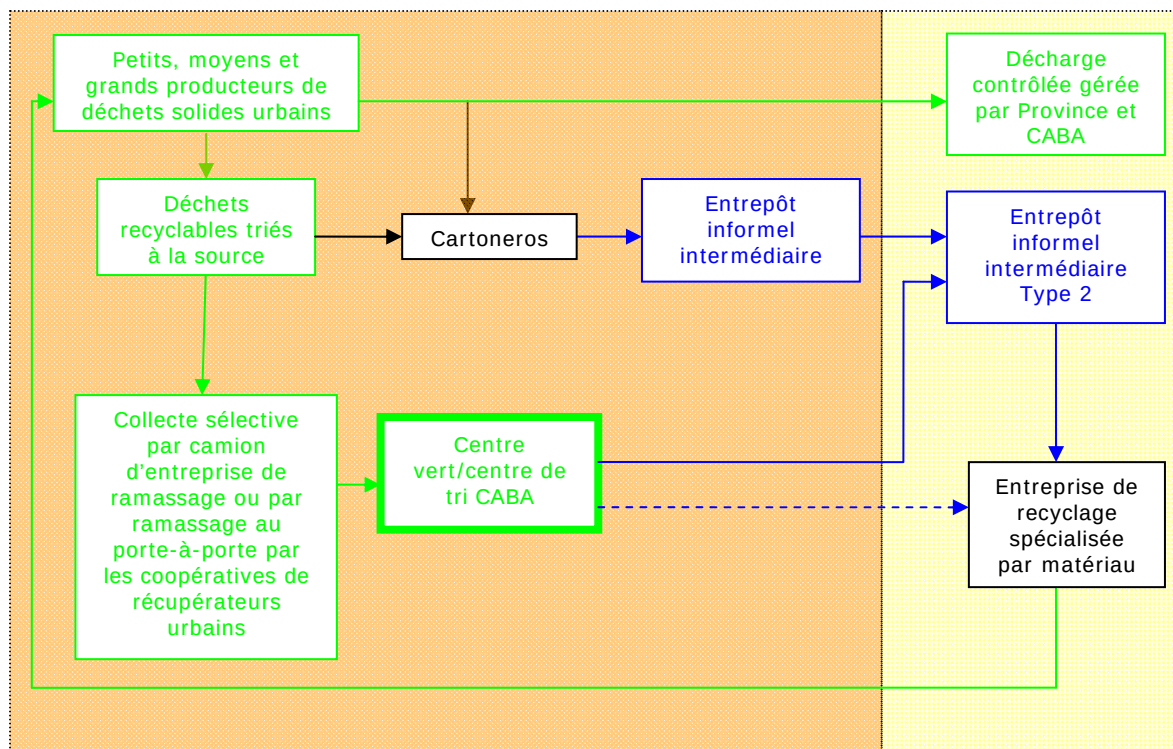
⁴ TORRES E., 2005, « La ville durable : quelques enjeux théoriques et pratiques », MATHIEU N., GUERMOND Y. (éd.), *La ville durable, du politique au scientifique*, Nancy, CEMAGREF, CIRAD, IFREMER, INRA, 57-69, p. 66

⁵ Le projet de loi de réglementation des emballages a fait l'objet d'une tentative en 2004. Suite à son échec, le Sénat national, en 2008, était en cours de discussion à ce sujet.

⁶ EMELIANOFF C., 2005, « La ville durable en quête de transversalité », in MATHIEU N., GUERMOND Y. (éd.), *La ville durable, du politique au scientifique*, Nancy, CEMAGREF, CIRAD, IFREMER, INRA, 129-142, p.132

⁷ « Todo está en el negro, pero el mercado es negro! » (« Tout se fait au noir, et même le marché est noir »), Cristina LESCANO, coordinatrice de la coopérative El Ceibo, entretien du 22 avril 2008

⁸ soit 100 millions d'euros (avril 2008, 1euro=5 pesos) « cartoneros en contacto », 2007, *Clarín*, 22 mai



Source : Políticas del Reciclado urbano, 2007 « El circuito de recuperación de materiales reciclables en la Ciudad de Buenos Aires », Primer foro y congreso de políticas del reciclado en grandes urbes, Buenos Aires, 27-29 septembre, et données personnelles.

I- Les circuits du déchet dans l'Aire Métropolitaine de Buenos Aires (AMBA)

Ville Autonome de Buenos Aires (CABA)

conurbano et autres provinces

sens du flux du déchet

sens du flux du déchet existant dans le schéma originel, non vérifié, non confirmé par les sources

II- Les circuits du déchet dans une Gestion Intégrale en cours deconsolidation

Le centre vert, synapse des circuits de collecte de la CABA et des circuits financiers informels du conurbano

Circuit intégré dans la Loi GIRSU

Circuit non intégré dans la GIRSU

Circuit du déchet produisant des flux de capitaux informels : 500 millions de pesos

Figure 2 - Une gestion intégrale aux territoires incomplets

Destinée à apaiser les tensions liées à la crise métropolitaine des décharges, la politique de Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains renforce le clivage socio-économique et la compétition entre la CABA et son *conurbano*. Les initiatives pour une gestion intégrale des déchets à l'échelle métropolitaine sont inexistantes et la CEAMSE, seul organisme disposant de cette compétence jusqu'alors, est écarté des débats¹. Une loi similaire a été votée par la Province de Buenos Aires en décembre 2007. Elle renforce les compétences territoriales des *municipios* en matière de gestion des déchets. Son application est encore incertaine à cause de son caractère extrêmement récent. Elle peut pourtant, dans l'avenir, représenter un outil de reconfiguration des rapports de force politiques liés à la gestion des ordures ménagères.

¹ CEAMSE: Coordinación Ecológica del Area Metropolitana, Sociedad del Estado. Elle gère les décharges et l'enfouissement des ordures ménagères de toute la métropole.

B. Le périple incertain des déchets recyclables dans la Ville

L'ordure, matière en putréfaction, provoque le dégoût, le malaise, le désordre. Elle est mis au ban de la société et stigmatise les individus qui la manipulent : chiffonniers, *cartoneros*. Qu'advient-il de cette répulsion lorsque les pouvoirs publics décident du retour du déchet et de ses opérateurs dans la Ville, lieu de la civilisation et du pouvoir ?

1. La crise d'un modèle « que la recojan y arrojen fuera de la ciudad »¹

L'organisation industrielle de l'expulsion des déchets date de la politique planificatrice mise en œuvre en 1976, lors de la dernière dictature militaire (1976-1983). L'entreprise publique de la CEAMSE² est créée pour contrôler l'acheminement et l'enfouissement des ordures dans les décharges contrôlées périphériques à la Ville. L'ordonnance Cacciatore, promulguée en 1976 condamne la pratique du chiffonnage (*cirujeo*) et parachève le contrôle et le maintien de l'ordre dans la Ville : « L'ordure, la crasse sont des indicateurs péjorants et négatifs, signalétiques de relâchements »³.

Suite à la crise des décharges contrôlées du *conurbano* qui débute en 2000 avec le site de Villa Domínico, les déchets de la Ville Autonome sont acheminés vers l'unique décharge contrôlée de Norte III (voir carte 1.1). Elle est située dans la localité tristement célèbre⁴ de J. L. Suárez, dans les périphéries pauvres et mal desservies du nord de la ville. D'un côté de la décharge contrôlée se trouve le terrain militaire de Campo de Mayo, de l'autre les bidonvilles et leurs maisonnettes en adobe, construites au bord de l'autoroute, sur des collines de déchets dangereux refusés par la CEAMSE⁵. La recherche de sites de décharge plus lointains pose le problème du coût du transport des déchets, évalué à 60-70% du coût total de la gestion⁶. Et chaque décision d'implantation d'une nouvelle décharge se heurte au rejet des populations. Les pouvoirs publics prennent donc en charge « l'idée que les déchets de la Ville n'ont pas de place à l'extérieur »⁷. Ils proposent une revalorisation des matériaux recyclables dans la Ville de Buenos Aires en utilisant le savoir-faire des récupérateurs urbains pour faire fonctionner les centres verts.

¹ « Qu'ils les ramassent et les jettent dehors », extrait Recommandation du XVIIIe siècle du Cabildo de Buenos Aires (Gouverneur) à propos des déchets, SUAREZ F., 2004, « Gestión metropolitana de residuos, el desafío de una doble inclusión », Fundación Metropolitana, « El Ciclo de los residuos urbanos », *Gran Ciudad*, 81p., p.36

² Voir note 1 page précédente. L'entreprise « Cinturón Ecológico Area Metropolitana de Estado » est créée le 6/5/1977 et gérée conjointement par la Province de Buenos Aires et la Municipalité de Buenos Aires, puis la Ville Autonome, depuis cette date. PAIVA V., 2006, « De los huecos al relleno sanitario, breve historia de la gestión de residuos en Buenos Aires », *Revista Científica de UCES*, X, 1, 112-134, p.128.

³ GOUHIER J., 2003, « De la décharge au territoire de qualité », in BERTRAND J.R., (dir.), *De la décharge à la déchetterie*, 17-57, pp. 30 et 44

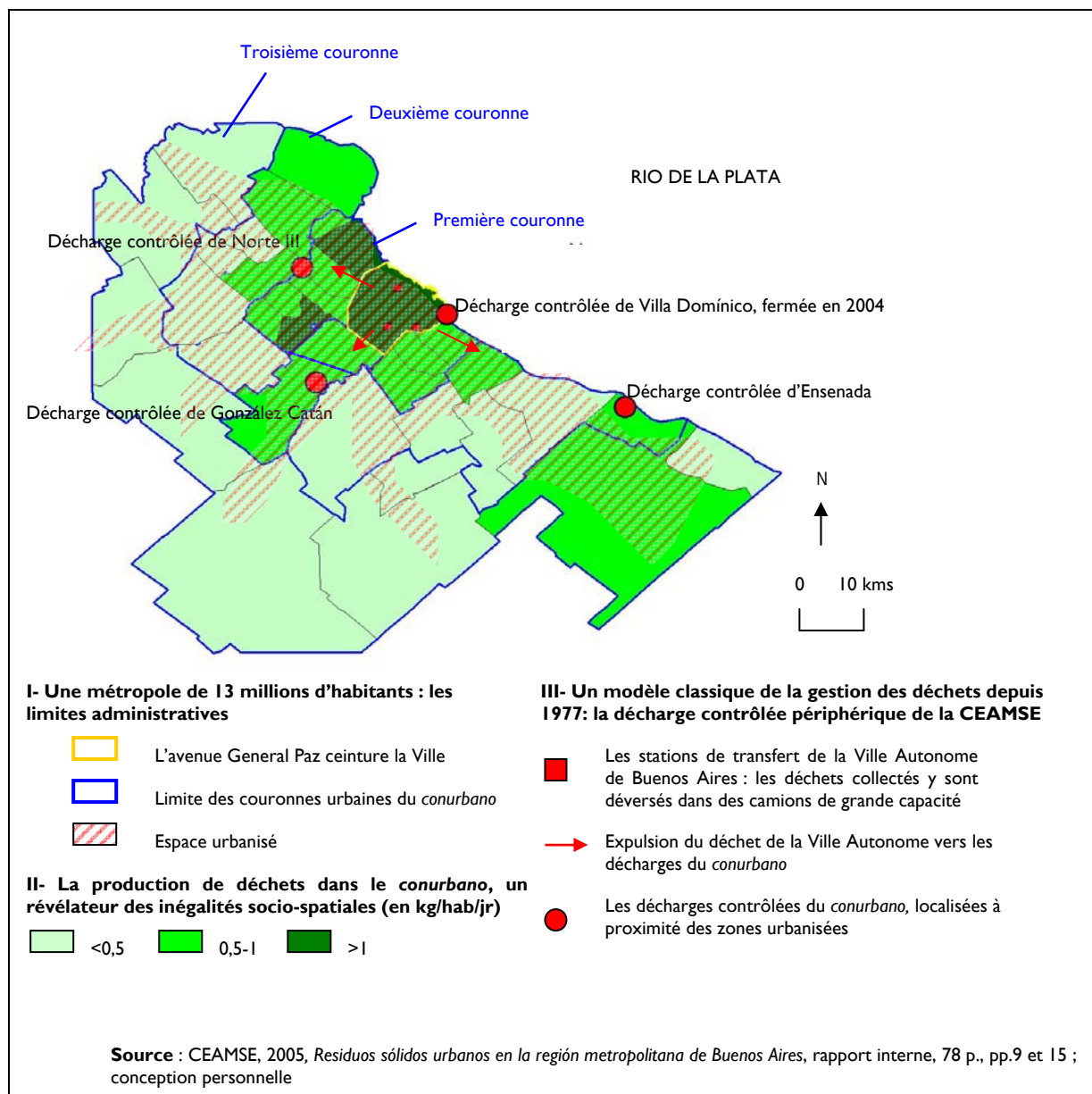
⁴ Durant la dernière dictature militaire, des prisonniers sont fusillés dans les dépotoirs de J. L. Suárez.

⁵ Les techniciens de la décharge contrôlée de Norte III, les camions transportant des déchets dangereux refusés par la CEAMSE traversent l'autoroute et vont déverser leur chargement au pied des *villas* de José León Suárez.

⁶ CASSANO Daniel, 1998, *Residuos sólidos urbanos, cuestiones institucionales y normativas*, cité dans Fundación Metropolitana, 2004, « el ciclo de los residuos », *La Gran Ciudad* 81p., p. 28

⁷ SUAREZ F., 2004, « Gestión metropolitana de los residuos, el desafío de una doble inclusión », Fundación Metropolitana, « edición especial el ciclo de los residuos urbanos », *Gran ciudad*, Buenos Aires, 81p., p.36

carte 1 - le modèle métropolitain de la gestion des déchets à Buenos Aires¹



2. Quelles politiques d'aménagement pour le centre vert ?

Il n'existe pas de véritable politique d'aménagement du territoire pour les centres verts. Ce vide relatif est-il du au contexte d'« urgence »² sociale que la création des centres verts est censée apaiser ? Le doit-on à la nouvelle DGPRU, pour qui « le nom du centre vert n'indique pas ce qu'il devrait être »³ et dont le lieu reste à imaginer ?

Le contrat 6/03 indique que « les cinq centres verts souhaités, un pour chaque zone [de collecte de déchets] (...) seront localisés dans des quartiers distincts de la Ville

¹ Un fonds de carte de la métropole avec les noms des *municipios* est disponible en annexe 1.

² FELISETTI R., 2008, *Planta Bajo Flores*, épreuve, 78 p., p.25

³ Esteban LIZAZO, responsable de la Dirección General de las Políticas del Reciclado (DGPRU), entretien du 19 mars 2008

de Buenos Aires”¹. La dispersion spatiale “équilibrée” suggère que les centres verts, nouveaux relais pour les camions de ramassage, contribuent à une rationalisation de l’organisation des routes de collecte et à une diminution des trajets, auparavant effectués systématiquement jusqu’aux trois stations de transfert (carte1.1.). Le recentrage technique serait effectué à l’échelle de chacune des zones de collecte de déchets.

Ensuite, l’ONG GreenPeace, dans la perspective de la contention et de la formalisation du travail des récupérateurs urbains, préconise une localisation à proximité des zones de résidence ou des points de rupture de charge de ceux-ci (gares, *villas*). Cependant, la Dirección General de Políticas del Reciclado Urbano (DGPRU) indique aussi que le centre vert est “un lieu central dans une politique publique de récupération et de promotion de l’industrie du recyclage” et que les habitants [ne] doivent [pas] parcourir de longues distances pour y apporter leurs matériaux recyclables”². Le Plan Urbain et Environnemental de la Ville ne tranche pas le débat car, si le tri a été intégré dans le cadre des activités, les centres verts pâtissent des aléas d’un Plan qui, “en l’absence de sanction législative n’a toujours pas en 2007 force de loi”³.

3. *La localisation des centres verts reproduit-elle les inégalités urbaines?*

Les cartes suivantes⁴ indiquent que c’est la localisation à proximité des points de rupture de charge des récupérateurs urbains qui domine. Elle s’accompagne d’une localisation prédominante dans le Sud où le Niveau Socio-économique et la densité de population sont très faibles. La manipulation du déchet, en mal d’intégration à la Ville, vient rejoindre les paysages de l’exclusion urbaine. Les friches industrielles désolées donnent la réplique à l’architecture biscornue et labyrinthique des rouges *villas*, et les routes, semées de nid-de-poule et de tas d’ordures, longent d’immenses espaces verts à moitié abandonnés. La localisation des centres verts participe-t-elle de l’accroissement d’une fracture économique et sociale entre le Nord et le Sud? Ou faut-il y voir un nouveau projet de requalification du sud fondée sur un développement plus équitable et participatif⁵?

¹ “Los cinco centros verdes que se requieren uno por cada zona (...) ubicados en distintos barrios de la Ciudad de Buenos Aires” - annexe IV *Pliego de base y condiciones particulares y generales para la licitación pública nacional e internacional para contratar la prestación de servicio público de higiene urbana para cinco zonas de la ciudad de Buenos Aires* 6/03

² DGPRU, 2005, « centros verdes », GreenPeace, *Basura Cero : aprobar la Ley de « Basura Cero » y aprobar los « centros verdes » en el Código de Planeamiento Urbano en procesos independientes*, 8 p., p.7 ; FELISETTI R., 2008, *Planta Bajo Flores*, épreuve, 78 p., 25-27

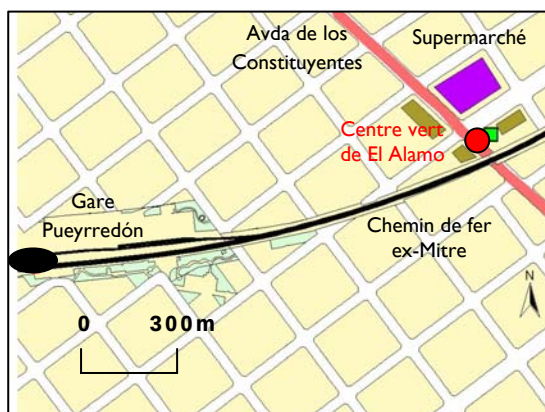
³ PREVÔT-SCHAPIRA M.F., 2007, « Buenos Aires à l’épreuve du Sud », Texte pour le rapport final du programme PIDUD-CNRS «La requalification comme instrument du développement durable dans cinq villes d’Amérique Latine. Des logiques contradictoires aux expériences et projets », 252-281

⁴ Nous utilisons pour l’ensemble du mémoire la représentation du poids de déchets recyclables produit par quartier, sauf mention du contraire. Pour des questions méthodologiques, il s’agit de la représentation la plus claire. Les cartes de l’usage des Sols, de la densité et du Niveau Socio-économique sont représentées à titre de comparaison et elles figurent également en annexe 4 et 5.

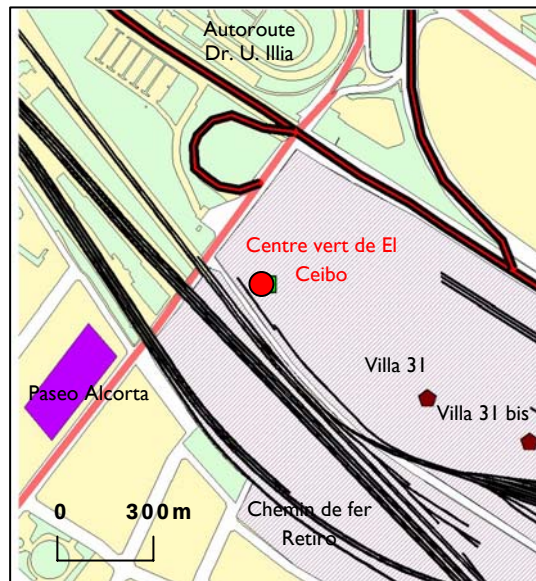
⁵ PREVÔT –SCHAPIRA M.F., voir note 3. p.268

Illustration située sur la double page suivante

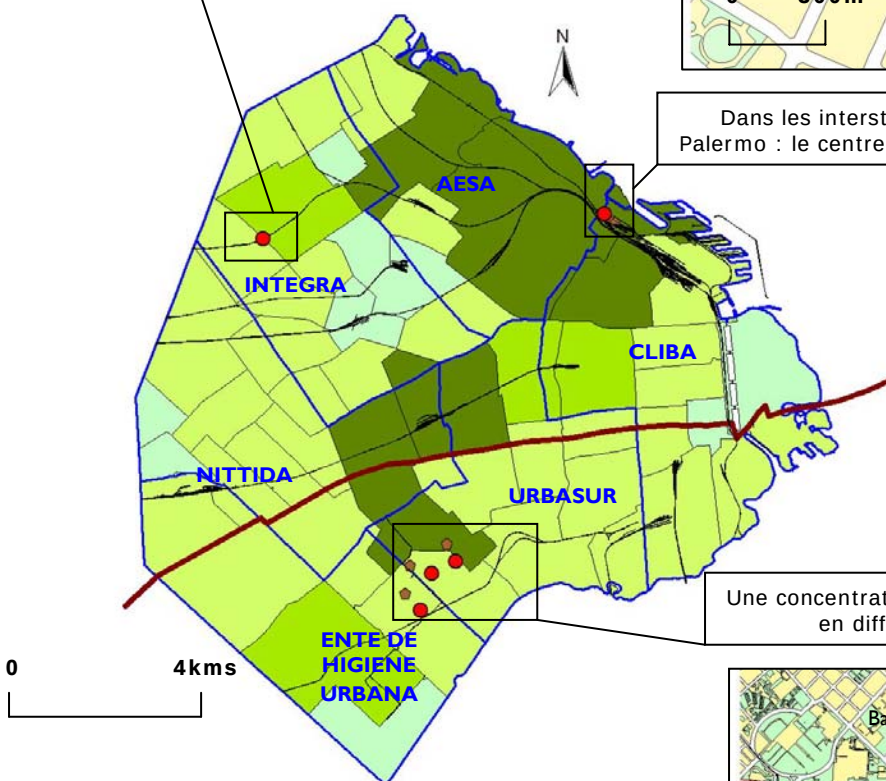
carte 2 - Les centres verts aux marges sociales, spatiales et économiques de la Ville



L'ouverture d'un centre vert dans un quartier de classe moyenne Pour El Alamo

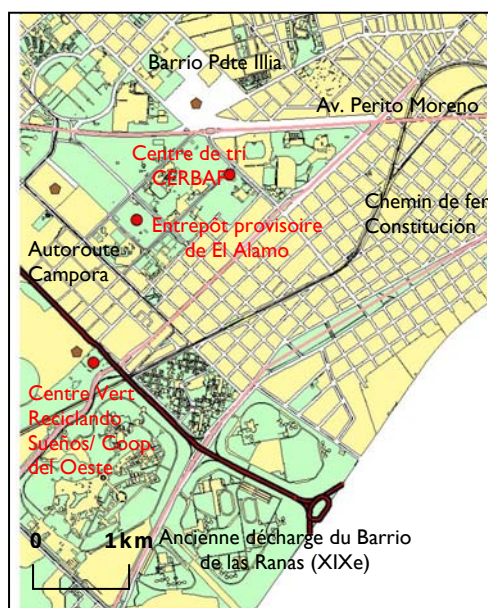


Dans les interstices nord du quartier aisé de Palermo : le centre vert en construction de El Ceibo

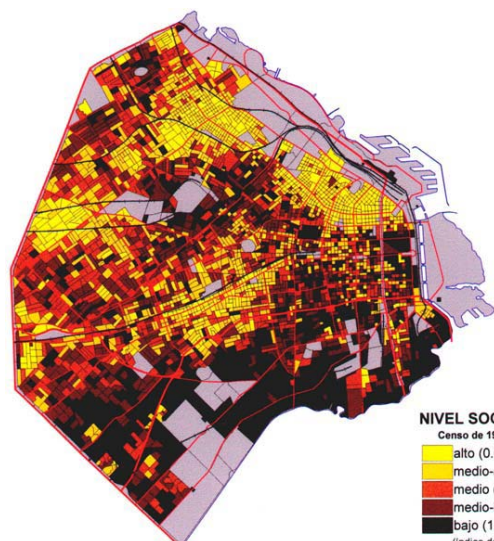


Une concentration de centres verts dans le Sud en difficulté socio-économique

- Le centre vert, équipement collectif en périphérie de la ville
- La production de déchets recyclables par quartier, indicateur d'une différenciation socio-économique de la Ville (en Tn/jour)
 - <5
 - 5<x<15
 - 15<x<25
 - >25
- Zones de collectes attribuées aux entreprises privées sous contrat de gestion avec la Ville Autonome de Buenos Aires
- Les villas de emergencia, signe de difficultés économiques et sociales des lieux d'implantation des centres verts
- Ligne de délimitation du Sud de la Ville en cours de requalification
- Infrastructures routières périphériques aux centres verts
- Les infrastructures ferroviaires, espaces de localisation interstitielle
- Centres commerciaux



Source: FIUBA/CEAMSE, 2006, *Estudio de Calidad de los residuos urbanos Resumen ejecutivo*, 88 p., p.29-30 ; Système d'information géographique de l'USIG, relevés de terrains février-avril 2008 – Conception et réalisation personnelle

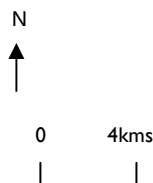


Le niveau socio-habitationnel dans Buenos Aires - principal indicateur du niveau socio-économique de la population (NSE)¹

NIVEL SOCIOHABITACIONAL
Censo de 1991 - nivel de radio censal

alto (0.00 a 1.00)
medio-alto (1.00 a 1.09)
medio (1.09 a 1.16)
medio-bajo (1.16 a 1.24)
bajo (1.24 a 3.00)

(índice de personas por cuarto)



¹La légende renvoie à cinq catégories de Niveaux Socio-Economiques (NSE) : élevé, moyen/élevé, moyen, moyen/faible, faible (celui-ci tient compte des villas). Le critère choisi par la Commission du Plan Urbano Ambiental est celui du nombre de personnes par pièce d'un logement.

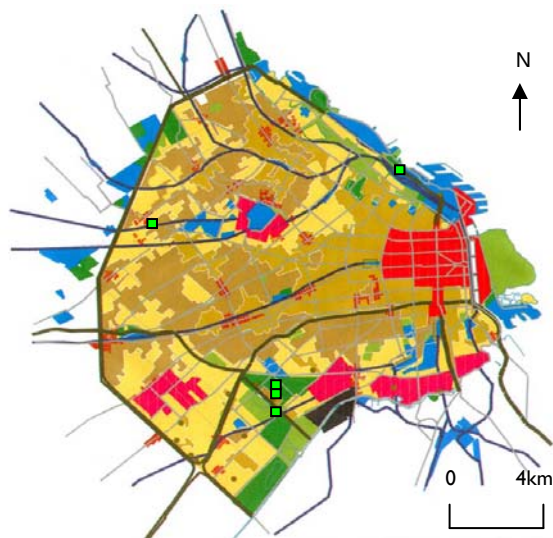
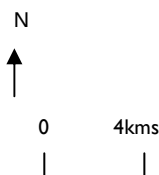


La densité de population dans la CABA - une distribution différenciée du centre vers la périphérie

DENSIDADES
Censo de 1991 - nivel de radio censal

0.00 a 261.00
261.00 a 376.00
376.00 a 587.50
587.50 a 958.03
958.03 y más

(habs. por hectárea)



Le plan d'occupation des sols - les centres verts localisés dans les espaces verts, dans les espaces interstitiels des voies ferrées

Traducción légende	
Occupation des sols actuelle (2006)	
Centres verts	
Occupation résidentielle	
	Densité de population faible
	Densité de population moyenne
	Densité de population forte
	Habitat précaire (Villas)
Activités tertiaires	
	Centre-ville (microcentro)
	Centres commerciaux, services
Equipements	
	Espaces verts publics
	Equipements récréatifs, sportifs
	Grands équipements : gares, port
Industrie	
	Zones industrielles - services
	Tissu urbain mixte
Transports	
	Réseau routier et ferroviaire

Source des documents : Plan urbano ambiental GCBA, FIUBA/CEAMSE, 2006, Estudio de Calidad de los residuos urbanos Resumen ejecutivo, 88 p., p.29-30

Le centre vert semble être conçu pour apporter une réponse conjoncturelle aux crises sociales et environnementales. Il ne fait pas l'objet d'un véritable aménagement urbain pensé à long terme. Dans ces conditions, comment se déroule l'implantation de l'équipement à l'échelle locale ?

C. Chroniques conflictuelles d'un centre vert dans le quartier

1. 1-Le rejet d'un équipement collectif au symbolisme négatif

Le journal *Clarín* indique en août 2007 que la décision de l'implantation des centres verts et de leur localisation « est restée secrète pendant des mois, par peur des réactions de rejet de la part des habitants »¹. La population locale n'est pas favorable, de manière générale à l'apparition d'un centre vert dans le quartier. Les modifications de localisation du centre vert prévu pour la coopérative El Alamo en sont emblématiques. Prévu pour être implanté dans le quartier résidentiel de classes moyennes de Saavedra, le centre vert s'est heurté au rejet des populations locales. L'aménagement d'un autre entrepôt du quartier de Villa Pueyrredón par l'entreprise de collecte de déchets Integra était en cours en avril 2008. Les arguments invoqués par les habitants lors du premier rejet à Saavedra reposaient sur des questions foncières et sur la peur des nuisances qu'allait apporter l'équipement : tapage nocturne, apparition de nuisibles (rats, blattes). Il s'agissait de prévenir une décote immobilière, au moment où Buenos Aires connaît une croissance exponentielle du secteur de la construction. Ces éléments renvoient à la trame anthropologique qui fait du déchet une « offense contre l'ordre », une « anomalie » qu'il convient « d'écarter vigoureusement »². La figure du récupérateur urbain ajoute à la perception du désordre un argument supplémentaire. En témoigne ce jugement d'une habitante de Saavedra : « ils sont irresponsables (...). Heureusement qu'on n'a pas construit cet endroit où ils allaient trier. »³. Pourtant, peut-on après R. BARBIER, analyser cette réaction NIMBY (*not in my backyard*) comme une « nouvelle modalité de formation et d'expression d'un jugement public sur les techniques »⁴ dans un contexte de « multiplication des conflits autour des équipements collectifs »⁵? Dans la balance de la localisation de l'équipement du centre vert, la perception de la désorganisation, de

¹ « Lo mantuvieron en secreto durante meses por temor a reacciones adversas de los vecinos. », 2007, « Abrirán nuevos centros de reciclado », *Clarín*, 16 août

² DOUGLAS M. citée in BARBIER R., 2005, « l'implantation conflictuelle des équipements collectifs. Réflexion à partir de la gestion des déchets », TERREAUX J.P (coord.), *Economie des Equipements pour l'eau et l'environnement*, Antony, Cemagref Editions, 15 p., p. 4

³ « son irresponsables y el asentamiento debajo de la avenida del General Paz, no es respetuoso, ocupan un espacio público. Por suerte no pusieron este lugar donde iban a hacer la separación ! », habitante de Saavedra, enquête du 5 avril 2008.

⁴ LE DORLOT E., 2004, « les déchets ménagers : pour une recherche interdisciplinaire », *Strates* [en ligne], n°11, <http://strates.revues.org/document410.html>.

⁵ BARBIER R., 2005, « l'implantation conflictuelle des équipements collectifs. Réflexion à partir de la gestion des déchets », TERREAUX J.P (coord.), *Economie des Equipements pour l'eau et l'environnement*, Antony, Cemagref Editions, 15 p., p. 2

l'informalité, de la marginalité et de la saleté pèse davantage que l'impact positif sur l'environnement, thème pourtant plébiscité par les populations locales. La prise de risque est jugée trop important par rapport à l'intérêt général¹.



Figure 3 - Le centre vert de la coopérative El Alamo à Villa Pueyrredón

Le centre vert, marque discrète dans le paysage urbain, est toujours fermé. Situé dans une zone résidentielle (carte 2), il est en butte aux oppositions des habitants du quartier. *Auteur : Marie-Noëlle CARRE, mars 2008*

2. Les dysfonctionnements du centre vert

La question posée par R.FELISETTI « comment faire pour que le centre vert soit un lieu d'excellence, pour convaincre les habitants ? » prend ici tout son sens. La légitimité de l'équipement à l'échelle locale repose sur la reconnaissance de sa performance technique. L'amélioration du travail des récupérateurs urbains représente donc un enjeu majeur. Les documents programmatiques sur les centres verts valorisent l'idée que le centre vert est un lieu « propre » parce qu'il ne reçoit que la fraction recyclable sèche des ordures ménagères². La création d'un espace normalisé pose pourtant de véritables problèmes techniques. Le centre vert de Villa Soldati, géré par les coopératives Reciclando Sueños et del Oeste cumule les difficultés : inauguré en décembre 2007, il n'est pas encore équipé d'un tapis de tri sélectif manuel et la presse à matériaux, livrée en février, ne fonctionne pas en avril 2008. L'accumulation impressionnante de bouteilles de plastique PET témoigne de l'impossibilité de vendre le matériau non pressé ni conditionné. R. FELISETTI souligne, au centre de tri du Gouvernement de la CABA, l'inadaptation du matériel aux normes du marché. La presse

¹ « La légitimité du modèle classique d'implantation des équipements reposait sur la double référence à l'intérêt général et à la rationalité des choix. » BARBIER R., 2005, « l'implantation conflictuelle des équipements collectifs. Réflexion à partir de la gestion des déchets », TERREAUX J.P (coord.), *Economie des Equipements pour l'eau et l'environnement*, Antony, Cemagref Editions, 15 p., p. 1

² « Un Centro Verde por lo tanto es "limpio" ya que no se trabaja con la fracción "húmeda de la basura, como pueden ser los restos de comida y donde los rechazos de los materiales debían ser evacuados de forma convencional por las empresas concesionadas para la recolección de residuos de la ciudad", FELISETTI R., 2008, *Planta Bajo Flores*, épreuve, 78 p. p.26

qui équipait originellement le centre pouvait produire des balles de matériaux compressés de 300 kilogrammes et non 400, poids standard sur le marché¹. L'approvisionnement quantitatif et qualitatif en déchets recyclables sera étudié dans la seconde partie. Il faut toutefois indiquer que les quantités de déchets recyclables apportées par les entreprises de collecte sont très faibles et de médiocre qualité.

3. *Un accompagnement insuffisant des pouvoirs publics ?*

Les campagnes de sensibilisation et le rôle de l'action publique représentent deux enjeux majeurs de l'acceptation du centre vert. Pourtant, après N. MATHIEU et Y. GUERMOND, on constate que « les services techniques urbains continuent (...) de confondre la « participation démocratique aux décisions » avec la politique de communication » : des réunions et expositions sont organisées pour que la population « comprenne » bien les projets qu'ils ont l'intention de réaliser. »². Les enquêtes quantitatives des quartiers de Palermo et de Saavedra³ montrent que, si les habitants participent à des programmes de collecte sélective à domicile (comme avec la coopérative El Ceibo), ils ne connectent cette réalité avec celle du centre vert que lorsqu'ils sont « directement concernés dans leurs intérêts immédiats »⁴ et font preuve, la plupart du temps d'une ignorance du terme. Les campagnes de sensibilisation organisées par les entreprises de ramassage et avec le gouvernement ciblent localement les principaux intéressés : il n'y a pas de campagne de diffusion sur le centre vert à l'échelle de la CABA. La fragmentation des initiatives se combine donc à une fragmentation spatiale, pour un résultat peu efficace : la population s'estime peu informée et rejette l'équipement.

Les acteurs interrogés invoquent souvent l'incrédulité face à l'action gouvernementale. Les récupérateurs urbains et les Organisations Non Gouvernementales considèrent que les promesses d'équipement formulées par le gouvernement sont uniquement rhétoriques. Les populations locales se méfient de toute initiative gouvernementale, surtout lorsqu'elle touche à des sujets aussi polémiques que le déchet et les récupérateurs urbains. Les conflits politiques ajoutent un facteur supplémentaire de blocage. Le passage à droite du gouvernement de la CABA invite les membres du gouvernement en place à renvoyer la faute des dysfonctionnements techniques sur les méthodes trop hâtives utilisées par le gouvernement précédent. Il provoque auprès des membres du gouvernement précédent un scepticisme accru face à l'accomplissement de

¹ FELISETTI R., 2008, *Planta Bajo Flores*, épreuve, 78 p., p.26

² MATHIEU N., GUERMOND Y., 2005, « La ville durable, un enjeu scientifique », MATHIEU N., GUERMOND Y. (edit.) *La ville durable, du politique au scientifique*, Nancy, CEMAGREF, CIRAD, Ifremer, INRA, 11-28, p. 22

³ Enquêtes effectuées par Victoria E. HARRIS

⁴ voir note 1, page précédente

la Loi 1854¹. La fragmentation politique face à un projet à long terme, dépassant par son ampleur la durée des mandats de quatre ans, questionne la transformation de la politique de Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains en un objectif transcendant les clivages politiques pour un véritable aménagement urbain de la sélection des déchets.

La création de pôles d'excellence de la gestion des déchets dans la Ville représente encore un pari incertain pour le gouvernement de la CABA. Si certains centres verts font office de vitrine du développement durable urbain, leur implantation dans le quotidien de la ville intégrée fait bien souvent surgir des images apocalyptiques auprès de la population concernée. L'improbabilité d'un aménagement urbain destiné à intégrer la valorisation des déchets et ses acteurs dans la Ville tient essentiellement à la signification de l'équipement collectif. Au lieu de transiter, le déchet comme le récupérateur urbain s'installent. Les stratégies électorales prennent souvent le dessus sur les politiques publiques de très long terme, comme c'est le cas pour la Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains. L'intégration urbaine de la sélection des déchets et des récupérateurs est-elle compromise pour autant ? La localisation interstitielle et périphérique des centres verts ne peut présager de l'inefficacité de la collecte sélective dans la Ville. Connecté avec les réseaux créés tant par les entreprises de ramassage des déchets que par les coopératives de récupérateurs urbains, il devient un nouveau pôle du service urbain de la sélection des déchets dans la Ville.

¹ Esteban LIZAZO, responsable de la Dirección de Políticas del Reciclado Urbano (DGPRU), entretien du 19 mars 2008

II.

Réseaux de collecte sélective et rivalités territoriales

« Esa actividad, el « delivery », no había existido antes, era nueva (...). Fiel a su nombre, el neoliberalismo había aportado una nueva libertad al mundo. Las nuevas condiciones económicas, la concentración de la riqueza, la desocupación, creaban hábitos distintos dentro de los hábitos viejos. Los cirujas tampoco habían existido antes, y alguien habría podido hacer un paralelo entre el pasaje de un obrero a cartonero y el de un señor de clase media a repartidor de pizzas. »

Cesar AIRA, *Las Noches de Flores*¹

La collecte sélective des déchets repose sur trois éléments fondamentaux : l'existence d'un gisement de déchets recyclables, la création de réseaux techniques de desserte, la participation d'un nouvel acteur, le producteur-trieur de déchets. A Buenos Aires, comme dans de nombreux pays en développement, la collecte sélective des déchets est chronologiquement antérieure à la pratique du tri à la source par les habitants. Interdite depuis 1977, elle est autorisée à partir de 2003. En 2007, les entreprises de collecte des déchets sous contrat de gestion de service avec la Ville la prennent en charge à l'échelle de la Ville de Buenos Aires, suite à la loi de Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains de 2005. Cette modification pose plusieurs questions. Tout d'abord, le déchet prend une nouvelle valeur à partir de la crise de 2001. L'intérêt des *cartoneros* pour les déchets recyclables transforme la matière au rebut en ressource économique². Quelles sont les modalités spatiales de cette transformation ? Ensuite, comment s'articulent la collecte sélective artisanale informelle et la collecte industrialisée en cours de construction ? Dans la compétition pour le contrôle territorial de la ressource, les acteurs préexistants doivent démontrer que leur activité représente un service urbain efficace garantissant la participation du producteur-trieur de déchets.

A. L'exception rudologique de la ville-centre

Les caractéristiques quantitatives et qualitatives³ de la production de déchets de la Ville de Buenos Aires soulignent le décalage socio-économique de la capitale fédérale avec le reste de la métropole argentine. La crise économique de 1998-2002 provoque une croissance de l'activité de récupération informelle exploitant ces différentiels socio-économiques spatiaux.

1. « la poubelle, miroir social »⁴ - les quantités de la poubelle portègne :

La production de déchets de la CABA représente 4200 tonnes quotidiennes, soit le tiers de la production métropolitaine totale des déchets enfouis. Elle se caractérise par

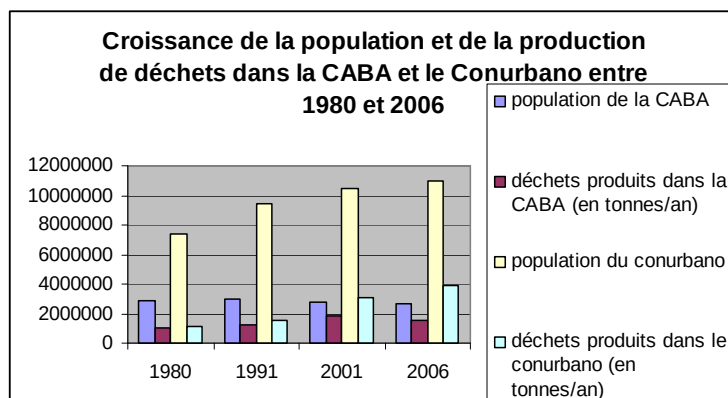
¹ AIRA C., 2004, *Las noches de Flores*, Barcelona, Random House Mondadori, 140 p., p.50-51

² RAFFESTIN C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, LITEC, Coll. Géographie Economique et Sociale

³ La méthode utilisée pour étudier les déchets et les interpréter est celle de la *basurología*, issue des travaux de 1975 de l'archéologue étatsunien, William RATHJE de l'Université d'Arizona, auteur du *Garbage Project*. Proche de celle élaborée par J. GOUHIER en 1972, il s'agit de l'outil utilisé par la Faculté d'Ingénierie Sanitaire de l'Université de Buenos Aires. Nous nous servons du rapport FIUBA/CEAMSE, 2006, *Estudio de calidad de residuos sólidos urbanos – informe invierno 2006*, 88 p. et du rapport CEAMSE, 2005, *Residuos Sólidos en la Región Metropolitana de Buenos Aires*, 78 p., pour l'ensemble des analyses quantitatives proposées.

⁴ GOUHIER J., 1987, *La poubelle, miroir social : un regard nouveau sur les modes de vie*, GEDEG, Université du Maine

une production individuelle proche de celle des pays européens¹. La production moyenne de déchets par habitant atteint 1,4kg par habitant et par jour en 2001, contre une moyenne comprise entre 0,5 et 1 kg/hab/jour dans le *conurbano*². Le graphique 1 indique que, si la population de la CABA est stable depuis 1980, en revanche sa production de déchets a augmenté. Après une diminution entre 2001 et 2003, elle se trouve actuellement dans une phase ascendante³.



Source : CEAMSE, 2005, *Residuos sólidos urbanos en la región metropolitana de Buenos Aires*, 78 p., p.11
 FIUBA/CEAMSE, 2006, *Estudio de calidad de residuos sólidos urbanos – informe invierno 2006*, 88 p.

Figure 4 - La prépondérance des déchets portègnes dans les décharges métropolitaines

Le document indique que si la population de la Ville de Buenos Aires est restée stable depuis 1980, en revanche sa production d'ordures a fortement augmenté pour atteindre un pic en 2001. Elle diminue entre 2002 et 2006 en raison de la crise économique argentine.

Le poids de déchet moyen par personne et par jour est passé de 0,693 kg/hab/jour en 1972 à 1kg/hab/jour en 2006 (voir carte 2.1.). Cette croissance n'est pas homogène dans la Ville. Sa distribution spatiale est le produit de trois facteurs : le niveau socio-économique des ménages, la densité de la population et des activités sur une aire donnée, l'occupation des sols⁴. La différenciation spatiale de la production de déchets peut être observée sur la carte suivante : on distingue le Sud, où la production de déchets peut descendre jusqu'à 0,479 kg/hab/jour à Nueva Pompeya⁵ ; le *microcentro* sans cesse effervescent où immeubles de bureaux et d'habitation se mêlent aux luxueux shoppings et restaurants ; l'élégant quartier résidentiel de Recoleta habité par les grandes familles bourgeoises de Buenos Aires ; le quartier neuf et « branché » de Puerto

¹ « un à deux kilos par personne et par jour en France », DORIER-APPRILL E., 2006, *Ville et environnement*, Paris, SEDES, p.396

² CEAMSE, 2005, *Residuos Sólidos en la Región Metropolitana de Buenos Aires*, 14 -15(carte 1premier chapitre)

³ L'étude FIUBA/CEAMSE de 2001 a été effectuée en hiver, entre décembre 2000 et février 2001. La crise économique pendant l'année 2001 et atteint son paroxysme en décembre. Le rapport FIUBA de 2006 indique que la lente reprise économique a partir de 2003 a été suivie par une augmentation de la production de déchets qui, en 2006, n'a toujours pas récupéré son niveau d'avant 2001 malgré une augmentation de 20% entre 2001 et 2006, YOUNG G., « Los porteños tiran más plásticos y papeles pero menos comida », *Clarín*, 6 mai 2007, d'où une diminution sur le graphique.

⁴ Ces cartes figurent dans le premier chapitre, carte 1.2., et sur l'annexe 4.

⁵ « Este dato cobra vitalidad cuando se lo cruza con los índices de pobreza del INDEC, que reflejan que el núcleo más duro de la pobreza es el único que aún no se recuperó de la crisis » (cette information prend tout son sens lorsqu'on la compare avec les indices de pauvreté de l'INDEC qui montrent que le noyau le plus pauvre de la société n'a pas encore dépassé la crise », YOUNG G., 2007, « los porteños tiran más plásticos y papeles pero menos comida », *Clarín*, 6 mai.

Madero ; l'enclave aisée de Belgrano dans les zones résidentielles de classes moyennes à l'Ouest.

La croissance économique de l'Argentine des années 1990 est à l'origine de l'augmentation quantitative des déchets dans la capitale, avec l'apparition de nouveaux modes de consommation : livraison à domicile de glaces de pizzas et d'*empanadas*¹; consommation de produits surgelés, préparés.

2. « Dime qué tiras y te diré quien eres »² *qualités de la poubelle portègne:*

J. GOUHIER indique que « quatre classes générales de déchets (...) signalent l'accès au seuil supérieur de consommation : les déchets animaux, les déchets cellulotiques, les déchets de verre, les déchets plastiques. »³. A Buenos Aires, on constate un fort accroissement de la quantité de cartons d'emballage. Elle serait due à l'achat de matériel électronique et technologique de haute qualité : ordinateurs, téléviseurs, imprimantes. L'apparition de bouteilles de plastique PET, non comptabilisées en 1972 apparaissent sur l'étude de 1991 et occupent 14,4% des déchets. Elles consacrent une ère de la consommation des boissons gazeuses où le plastique remplace le verre. La part de ce dernier, malgré cette modification, augmente légèrement. Contrairement au Brésil ou au Canada grands recycleurs d'aluminium, cette matière est moindre dans les déchets ménagers portègnes⁴ dans la mesure où les boissons sont très rarement conditionnées en cannettes. La part des déchets alimentaires diminue et ne représente plus que 33,39% de la composition des déchets en 2001 contre 63.45% en 1972⁵.

Nous rassemblerons les nouveaux matériaux énoncés précédemment sous le terme de «déchets recyclables ». La part de ces déchets recyclables est estimée à entre 30 et 60% de l'ensemble des déchets que la Ville de Buenos Aires a envoyé en décharge en 2007. La comparaison des deux cartes suivantes indique que plus la production de déchets par personne et par jour est élevée, plus la production de déchets recyclables par quartier est importante. L'hypothèse de la distribution pondérale des déchets recyclables, fonction d'un niveau supérieur de consommation caractérisé par l'augmentation de la part des emballages, est ici vérifiée.

¹ Empanada : petit chausson fourré à la viande, au fromage, aux légumes. Il s'agit d'un plat typique argentin.

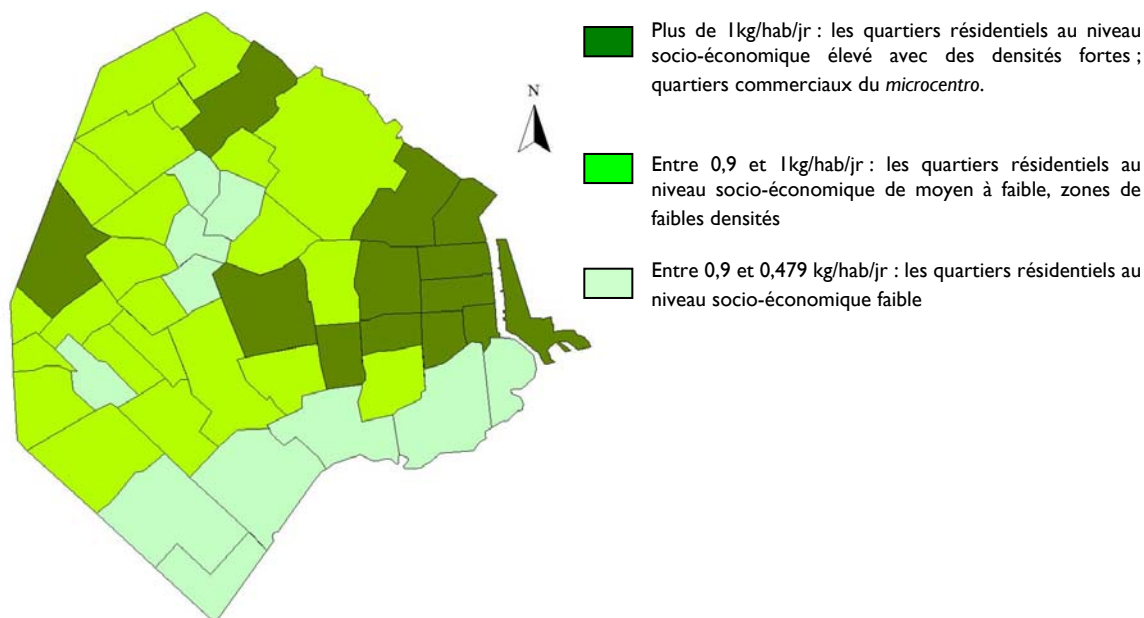
² « Dis-moi ce que tu jettes et je te dirai qui tu es », d'après PAVON H., « dime qué tirás y te diré quién eres », *Clarín*, 14 janvier 2001

³ GOUHIER J., 2006, « de la décharge au territoire de qualité... », in BERTRAND J.R., *De la décharge à la déchetterie* p. 36

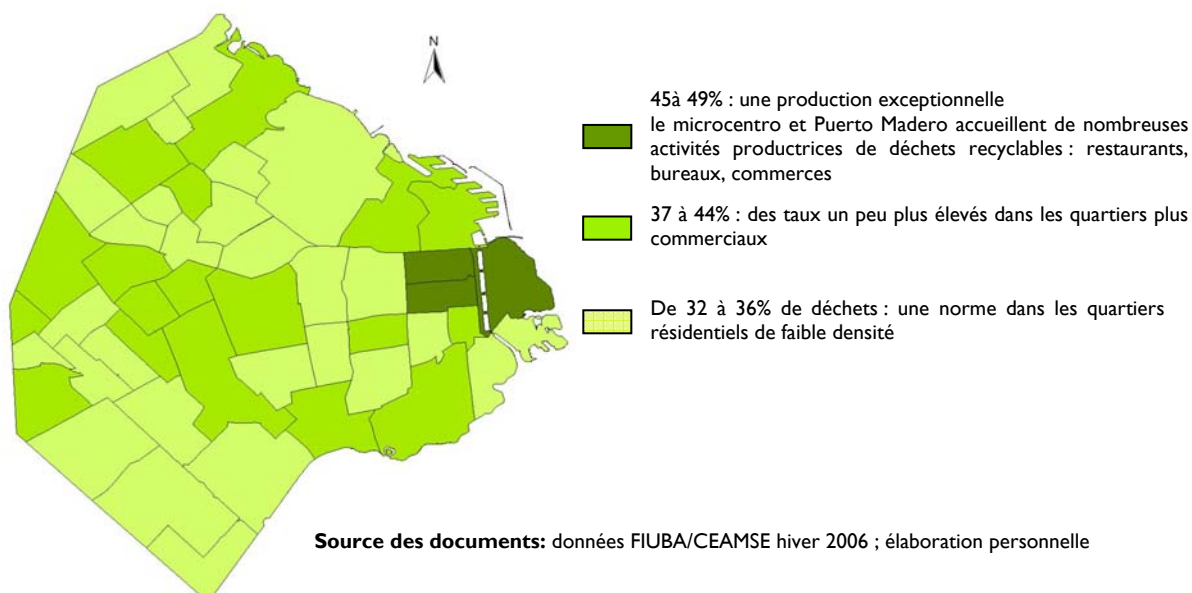
⁴ De LUCCA REIS COSTA D., 2007, « Margenes en el centro. Calle, catación y basura en el centro de Sao Paulo », in SCHAMBER P.J., SUAREZ F.M. (comp.), *Recicloscopio – Mirada sobre recuperadores urbanos de residuos América Latina*, Buenos Aires, Prometeo, UNLa, UNGS, pp.47-61, p. 60

⁵ FIUBA/CEAMSE, 2006, *Estudio de calidad de Residuos Sólidos Urbanos – Informe2006*, 88 pages, p. 71.

carte 3 – La production de déchets en poids par personne et par jour, indicateur des inégalités socio-économiques



carte 4 – la forte prépondérance du microcentro dans la production de déchets recyclables



Il faut noter l'exception de Villa Pueyrredon, à l'Ouest, dont la production de déchets par personne et par jour s'apparente à celle des espaces les plus denses et les plus aisés alors qu'il s'agit d'un quartier résidentiel de classes moyennes. On remarque aussi que le grand quartier de Palermo, dont le niveau de vie est pourtant très élevé est représenté comme producteur moyen ou faible de déchets et de déchets recyclables. Ceci est dû à son caractère résidentiel, avec de nombreuses maisons individuelles. (Annexe 2 pour le nom des quartiers)

3. Les cartoneros, les déchets recyclables et la crise économique

La crise économique de 1998 à 2002 a-t-elle catalysé la propulsion des « nouvelles propriétés »¹ économiques et spatiales du déchet recyclable sur la scène publique? La collecte sélective des déchets pour leur valorisation soulève une réflexion théorique à la CEAMSE dans les années 1990. Elle fait l'objet d'expériences-pilote, lorsque la production des ordures ménagères se modifie et que l'enfouissement de quantités importantes de déchets se décomposant plus lentement compromet l'avenir des décharges existantes. Le colloque de l'ISWA² cristallise les interrogations autour de la rentabilité de l'activité. Elle est fondée sur un investissement important en équipement et en campagnes de communication auprès des habitants. Le coût engendré semble rédhibitoire pour l'Argentine, surtout par rapport aux expériences de référence menées aux Etats-Unis. Les montants investis par les *municipios* et la Ville pour l'enfouissement sont inférieurs à la norme internationale et ne peuvent assurer le financement d'une telle modification : 10 dollars par tonne en 1993, contre 40 dollars³ aux Etats-Unis.

La collecte sélective des déchets devient pourtant la solution de survie pour des milliers de familles au moment de la crise économique de 1998 à 2003. Les sociologues et les anthropologues argentins et internationaux ont largement étudié le phénomène entre 2002 et 2003⁴. Nous en retracerons les lignes principales. Produits d'une exclusion sociale due à la crise économique argentine⁵, les *cartoneros* viennent souvent du secteur industriel, frappé par des faillites et des fermetures d'usine⁶. Le déchet recyclable, vendu dans des entrepôts informels, acquiert une valeur économique, surtout après la dévaluation où le prix du carton est multiplié par 1000, celui du cuivre par 3⁷. Le choix des territoires de la collecte répond au principe de la productivité spatio-temporelle. Il s'agit d'un rapport entre la quantité de déchets recyclables ramassés, le nombre de *cuadras*⁸ arpentées avec un chargement quotidien proche de cent kilos entassé dans un sac à sable et posé en équilibre précaire sur une carriole de fortune, et le temps passé à cette activité pratiquée entre la sortie des bureaux et le dernier passage des camions de collecte dans la nuit. Ainsi, 14% du total des déchets sont récupérés dans les quartiers de Nuñez, Belgrano, Palermo, Caballito, où se déroule un « boom immobilier » des classes moyennes et aisées depuis les années 90, et dans le *microcentro* où la

¹ RAFFESTIN C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, LITEC, Coll. Géographie Economique et Sociale, 250 p., p.205

² ISWA: International Solid Waste Association

³ CEAMSE, 1992-1993, « Una prueba piloto reciclaje » *Noticias CEAMSE*, 2 p.

⁴ L'ouvrage *Recicloscopio* dirigé par P. SCHAMBER et F. SUAREZ effectue une synthèse de ces travaux. On peut y ajouter les noms de D. GORBAN et G. ADISSI.

⁵ Pour les statistiques sur les *cartoneros*, voir note 6 p. 18, premier chapitre.

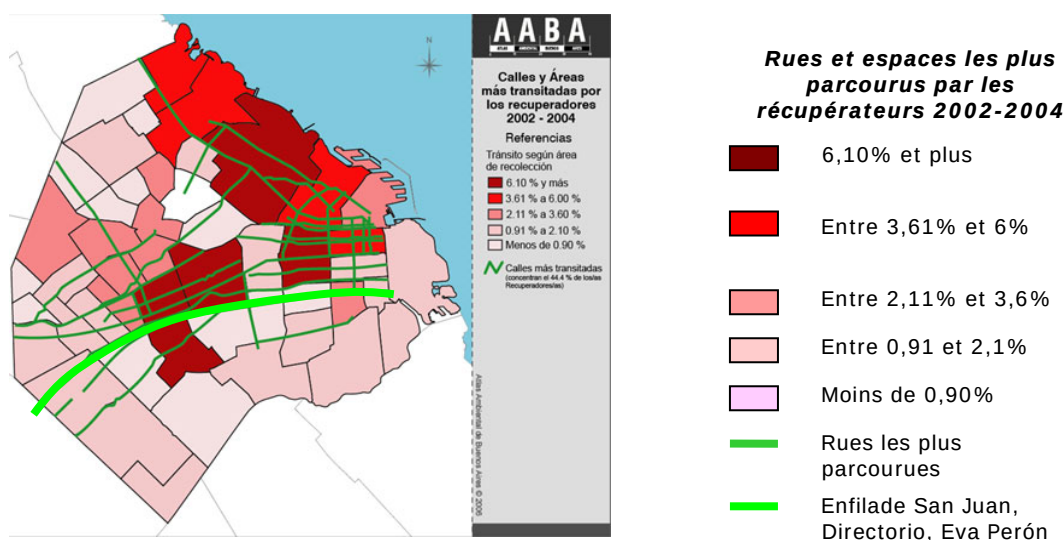
⁶ « De 1994 à 2001 (...), le taux de chômage s'établit à 14% sans jamais descendre en dessous de 12%.(...) L'ampleur du chômage est renforcée par l'étiement du temps passé à la recherche d'un emploi et marque une nouvelle étape dans l'histoire du pays. » SCHVARZER J., 2004, « L'effondrement du Plan de Convertibilité et ses conséquences », in PREVÔT-SCHAPIRA M.F. (dir.), « Argentine après la débâcle », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°51, hiver 2003-2004, pp.57-81, p.63

⁷ SUAREZ F. in LESTRANGE I., 2006, « Cartoneros de Buenos Aires – Abril 2006 », *Clarín*, 30 avril

⁸ La *cuadra* est l'unité de mesure des distances urbaines employée dans le vocabulaire courant. Il s'agit d'un pâté de maisons.

concentration de bureaux, de banques, d'hôtels et de commerces est importante. Au sud, de part et d'autre de l'enfilade des avenues San Juan, Directorio et Eva Perón, à peine 8% des déchets sont récupérés dans les quartiers de Villa Soldati, Villa Lugano et Nueva Pompeya, pauvres et moins densément peuplés. La « polarisation spatiale » socio-économique de la Ville est renforcée par un clivage distinguant d'une part un bassin de collecte (le nord), et d'autre part un espace de résidence et de revente (*villas de emergencia*, entrepôts) avec sa prolongation dans le *conurbano*. Les signes de conflits entre individus sont extrêmement rares. Pourtant, les sommes brassées, résultant de la vente informelle des déchets à des intermédiaires ou aux entreprises de recyclage, de l'ordre de 500 millions de pesos par an, soulèvent l'hypothèse d'une géopolitique occulte de la collecte sélective des déchets¹.

carte 5- Les cartoneros, contrepoints géographiques à la richesse urbaine



Source : Atlas Ambiental de Buenos Aires, www.buenosaires.aaba.gov.ar, consultation novembre 2007

La comparaison entre cette carte et les cartes 1 et 2 indique que les *cartoneros* parcourent les rues des quartiers les plus producteurs de déchets et notamment de déchets recyclables.

A partir de 2005, la collecte sélective, en voie de formalisation depuis 2002 est récupérée par le gouvernement urbain de la Ville. Le matériau recyclable devient le faire-valoir politique d'une initiative audacieuse et controversée : avoir diminué de 50% en 2012 la quantité de déchets recyclables enfouis en décharge. Le transfert de la collecte sélective sur un acteur institutionnalisé, l'entreprise de ramassage de déchets, produit un réajustement des territoires de la collecte et engendre des tensions territoriales pour le contrôle des déchets recyclables.

¹ Marcelo VENSENTINI, ex-ministre de l'Environnement de 2006 à 2007 indique que certaines entreprises de recyclage affrèteraient elles-mêmes des camions destinés au transport informel de *cartoneros* et de leur chargement, s'assurant ainsi une entrée régulière de matériaux à moindre coût, et le contrôle des zones fructueuses de la ville. Entretien du 13 mars 2008.

B. Les entremêlements réticulaires de la collecte sélective

Le transfert de la collecte sélective sur les grandes entreprises de ramassage de déchets sous contrat avec le gouvernement ajoute un nouveau service à ceux qu'elles fournissent déjà à la Ville. Fondé sur « l'idéal théorique de l'universalité standardisée »¹, la construction de ce service consiste à régir sur les nouveaux territoires du déchet recyclable, occupés originellement par les *cartoneros*. Nous verrons comment s'effectue « l'articulation des territoires » de collecte pour une « modernisation »² de la gestion des déchets en montrant que l'intégration ou l'exclusion de acteurs participe à une politique de contrôle territorial d'une ressource et d'un certain ordre urbain.

1. L'industrialisation de la collecte sélective des déchets

Le service de collecte des déchets de la Ville fonctionne sur le modèle de la délégation de gestion de service depuis 1977³. La Ville fait l'objet de redécoupages successifs en plusieurs zones remises en gestion à de grandes firmes privées ou publiques⁴. La politique néo-libérale menée par C. Menem au cours des années 1990 se traduit par une vague de privatisation des services urbains qui touche aussi la gestion des déchets et provoque un amenuisement de la zone gérée par le service public (CEAMSE puis EHU⁵) désormais limitée aux quartiers pauvres du Sud⁶. Cinq entreprises privées, CLIBA, AESA, INTEGRA, NITIDA et URBASUR, issues de grands groupes industriels d'envergure nationale et internationale, obtiennent pour 6 ans la gestion du reste de la CABA, en 2003, sur la base du contrat 6/03 (voir carte page 13). Elles sont rémunérées par la redistribution du produit de l'impôt ABL⁷ pour le service de collecte et de transport des déchets⁸. Le forfait est calculé en fonction du nombre de *cuadras* à entretenir⁹. En 2005, le contrat est augmenté de la collecte sélective et de l'acheminement des déchets recyclables jusqu'aux centres verts. La collecte, auparavant informelle, est régulée et standardisée. Un équipement nouveau, le conteneur, est diffusé dans les rues et les producteurs de déchets sont divisés en deux catégories:

¹ JAGLIN S., 2005, *Services d'eau en Afrique Subsaharienne – la fragmentation urbaine en question*, Paris, CNRS Editions, Collection Espaces et Milieux, 244 p., p.60

² BARBIER R., LAREDO P., 1997, *L'internalisation des déchets. Le modèle de la Communauté Urbaine de Lille*, Paris, Economica, 103 p., p.9

³ « Ces services, toujours organisés ou régulés par les instances publiques, sont souvent confiés en délégation de gestion à des entreprises privées », OFFNER J.M., article « réseau technique », in LEVY M., LUSSAULT M., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, 796-797

⁴ LORRAIN D., 2002, « Gig@city », Flux, n°47, janvier-Mars, pp.7-19, page 16

⁵ Ente de Higiene Urbana, créé en 2000 par la Loi 462.

⁶ La zone d'EHU représente le dernier bastion du syndicat corporatiste de la gestion des déchets dans la Ville de Buenos Aires. Réduite aux quartiers du sud de la Ville les plus démunis, mal gérée, cette « part du pauvre » est laissée à l'un des groupes de pressions les plus puissants au sein du gouvernement. Elle devient le prétexte à son insertion dans une gouvernance urbaine.

⁷ ABL : Alumbrido, Barrido, Limpieza, (éclairage public, balayage, nettoyage : ce dernier terme intègre la collecte des déchets). Il s'agit de l'équivalent de la taxe d'habitation.

⁸ Gérées par la CEAMSE, les stations de transfert permettent de remplir des camions de route avec les déchets de la CABA pour les acheminer vers les décharges du *conurbano*.

⁹ Avant 2003, les entreprises de ramassage étaient payées au poids de déchets ramassés. La collecte sélective informelle des *cartoneros* y soustrayait environ 400 tonnes quotidiennes, ce qui provoquait des conflits d'usage.

-*producteurs exceptionnels* (résolutions 150 et 808) : immeubles de plus de 19 étages, bâtiments publics, hôtels de quatre et cinq étoiles, Corporation Puerto Madero¹, commerces de plus de 10 employés;

-*producteurs individuels* : petits commerces, ménages, bâtiments de moins de 19 étages.

Les producteurs exceptionnels reçoivent, à leur demande, des conteneurs pour séparer les déchets ainsi qu'un service personnalisé de collecte. Les producteurs individuels doivent déposer leurs déchets triés dans les conteneurs.



Figure 5 Conteneurs de déchets dans le quartier résidentiel de Saavedra

D'une capacité de 1000 litres, équipés d'un couvercle orange pour les déchets recyclables et gris pour les déchets non recyclables, les conteneurs sont diffusés à raison de deux paires par *cuadra* dans les quartiers résidentiels à faible densité de population de chacune des zones de collecte des déchets, soit 6000 *cuadras*, 28% de la CABA. Auteur : M.-N. CARRE, avril 2008

L'introduction de l'équipement dans la Ville organise la séparation entre les deux types de déchets et permet l'industrialisation de leur collecte. Par la construction d'un territoire organisé et normalisé du déchet, les entreprises de ramassage s'assurent le contrôle d'une ressource à collecter et transporter, honorent le contrat avec le gouvernement, perçoivent le forfait correspondant au service. Tout court-circuitage ou désordre du déchet recyclable est perçu comme une rivalité territoriale mettant en danger la réussite d'une politique de Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains. Il s'agit de contrôler les territoires arpentés par les récupérateurs urbains.

2. *La collecte artisanale au porte-à-porte des récupérateurs urbains*

Les circuits de collecte sélective au porte-à-porte organisés par les coopératives de récupérateurs urbains sont localisés dans les quartiers non conteneurisés. Ils ont une fonction complémentaire sans contrevenir à la généralisation d'une collecte sélective industrialisée. D'autre part, si la collecte reste informelle², les coopératives sont

¹ Puerto Madero, quartier neuf et aisé se doit de donner l'exemple au reste de la CABA. (Alberto TERMINE, responsable de la Dirección de Higiene Urbana, entretien du 27 mars 2008).

² Cristina LESCANO indique que la coopérative El Ceibo ne paye pas encore de charges sociales (24/04/2008)

reconnues depuis 2002¹. Les réseaux de collecte sélective au porte-à-porte s'appuient sur la base territoriale de quartiers à forte production de déchets recyclables. Les infrastructures de collecte, légères et piétonnes, permettent de desservir un réseau de producteurs-trieurs de déchets volontaires, et les revenus sont issus de la vente des matériaux recyclables. Les coopératives fonctionnent sur le même principe que les *cartoneros* mais s'inscrivent dans une perspective de professionnalisation². Cette organisation s'apparente à celle que décrit R. DEL GAUDIO SOARES pour la coopérative de *catadores* Coopamare³, au Brésil. Equipés d'une carriole et d'un signe de reconnaissance, les récupérateurs urbains passent à heure fixe à domicile et réceptionnent leurs déchets recyclables. Ceux-ci sont ensuite rassemblés et envoyés au centre vert. Les coopératives ont aussi des accords avec de grands producteurs de déchets, auxquels ils envoient une camionnette. Il s'agit d'un outil de développement local fondé sur la participation des habitants.

3. *La dérangement interception cartonera*

Les tentatives d'organisation territoriale des *cartoneros* travaillant seul ou en famille font échec au sein du gouvernement⁴. Avec le retour de la croissance économique, la solidarité développée par les habitants face aux *cartoneros* s'estompe. L'arrivée quotidienne de camions emplis d'hommes et de carrioles dans les rues du *microcentro* inquiète ; le trot fatigué des haridelles résonne dans les quartiers du sud dès cinq heures de l'après-midi et annonce le passage d'une remorque chargée de quelques adolescents drogués en quête de poubelles prolifiques ; les commerçants protestent devant les amoncellements d'ordures marquant le campement éphémère et régulier de familles se livrant à la sélection. La territorialisation de « l'ordre » et du « désordre » deviennent les maîtres mots utilisés par le gouvernement. Ils dressent un tableau des espaces publics où les *cartoneros* n'ont pas droit de cité⁵. Les moyens adoptés pour limiter leur activité oscillent entre contention et dissuasion. L'entreprise CLIBA dispose dans les rues du *microcentro* des conteneurs destinés à recevoir les déchets non utilisés des poubelles inspectées par les *cartoneros*⁶. Les conditions inhumaines et dangereuses du travail des *cartoneros* conduit la nouvelle équipe de la Direction Générale pour les Politiques du Recyclage Urbain (DGPRU) à créer un programme de réinsertion dans d'autres activités⁷.

¹ Loi n°992 de reconnaissance des récupérateurs urbains, d'instauration d'un Registre Unique et de favorisation de la forme coopérative (Registro de Cooperativas Pequeñas y Medias Empresas (RePYME) créé à cet effet).

² « Empezamos en el 97 con la idea de dejar de revolver las bolsas de basura », Cristina LESCANO, coordinatrice de la coopérative El Ceibo, entretien du 22 avril 2008

³ DEL GAUDIO SOARES R. B., 2004, *L'institutionnalisation de l'informel : regards sur la coopération et les stratégies de survie des chiffonniers dans trois villes brésiliennes*, Paris I, thèse de doctorat en sociologie

⁴ Jorge LULO, ex-membre du programme Recuperadores Urbanos de 2004 à 2006, entretien du 5 mars 2008

⁵ Le 21 février 2008, un groupe de *cartoneros* qui avait établi ses quartiers provisoires dans le parc de Barrancas de Belgrano suite à la fermeture du Train Blanc a subi une expulsion musclée.

⁶ Gabriela ANANIA, responsable des relations publiques de CLIBA, entretien du 10 avril 2008.

⁷ Esteban LIZAZO, responsable de la Dirección General del Reciclado Urbano, entretien du 19 mars 2008

Le contrôle des circuits de collecte sélective informelle dans la ville devient en effet stratégique lorsque les conteneurs de déchets recyclables deviennent le réceptacle des matériaux collectés à la fois par les *cartoneros* et les entreprises de ramassage. La Direction de l'Hygiène Urbaine étudie actuellement un nouveau modèle de couvercle de conteneur. Verrouillé et percé de petites ouvertures laissant passer une bouteille ou un journal, il serait destiné à limiter le mélange des déchets par le producteur individuel de déchets mais aussi à éviter que les *cartoneros* puissent se servir dans les conteneurs destinés aux centres verts. Ce contrôle territorial rappelle l'ordonnance Cacciatore de 1976 contre le chiffonnage et souligne la compétition des intérêts liés aux déchets.

Les stratégies de contrôle de la place du déchet dessinent une géopolitique du service urbain où les entreprises de collecte des déchets prennent l'avantage. Il faudra analyser plus tard les conditions de l'extension du service de collecte sélective dans toute la ville, notamment dans les zones les plus défavorisées. Déjà pénalisée par les déficiences du service d'EHU, l'aménagement de la zone 5 soulève la question de la discrimination socio-spatiale¹, à mettre en rapport avec les théories sur la fragmentation socio-spatiale par les réseaux. Il faudra analyser si c'est aussi le cas pour la collecte sélective. Cette hypothèse reste pour le moment prématurée². A présent, il est nécessaire d'inverser le raisonnement. En effet, la création d'un service de collecte sélective s'appuie sur une nouvelle variable qualitative, la « transformation de l'utilisateur en un nouvel acteur –« le producteur-trieur de déchets »³. Garant de la qualité des matériaux recyclables distribués dans les centres verts, le tri à la source nécessite un effort jusqu'alors motivé par une solidarité avec les *cartoneros* ou les *botelleros*⁴. Pour que la collecte sélective accède au statut de service urbain, il faut que ce tri soit motivé par la conscience de sa place dans un processus de protection environnementale bénéfique à tous et soit accompagné de campagnes d'information à long terme. Les *cartoneros* ont une efficacité environnementale mais n'ont pas vocation explicite à devenir un service. Nous présenterons les stratégies adoptées par les deux acteurs identifiés pour nous demander quelle est la bonne échelle d'action pour le tri sélectif.

¹ « Ordenan al Gobierno porteño poner cestos de basura en el sur », *Clarín*, 19 mars 2008, page 43

² « estamos proyectando contenerizar 66% de la zona 5 para este año », Alberto TERMINE, responsable de la Dirección de General de Limpieza, entretien du 27 mars 2008

³ BARBIER R., LAREDO P., 1996, *L'internalisation des déchets. Le modèle de la Communauté urbaine de Lille*, economica, 103 pages, p.9

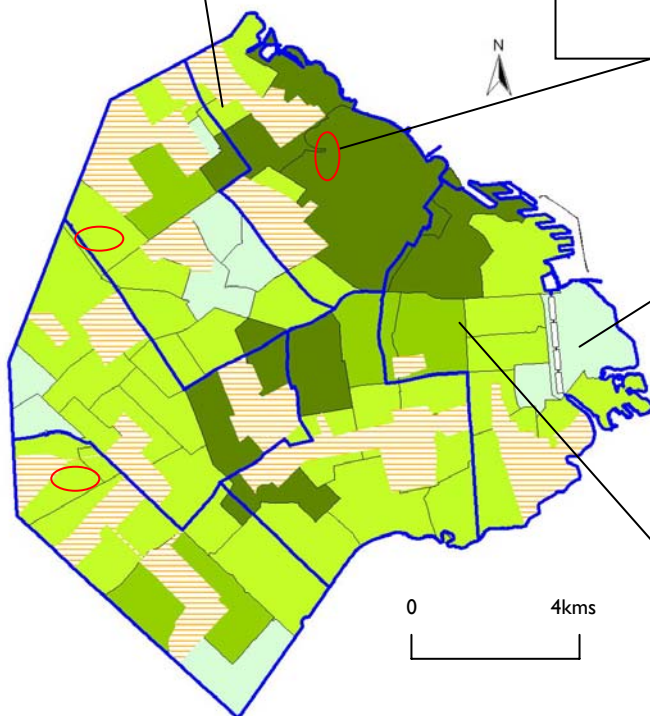
⁴ Certaines figures de la récupération, comme le « botellero », récupérateur des bouteilles de verre monté sur sa charrette à cheval, est encore très présent dans le paysage sonore et visuel portègne.



La semi automatisation des camions de collecte sélective des conteneurs (quartier résidentiel de Saavedra)



Maria Julia, de la coopérative El Ceibo, en tournée de collecte au porte-à-porte à Palermo



Des points d'apport volontaire pour les déchets recyclables dans des lieux du tourisme international. Ici, la réserve écologique



Les cartoneros, symboles d'un « désordre » urbain ?

I- Les réseaux de collecte sélective à deux échelles différentes

- L'extension des réseaux de collecte des déchets dans les zones de délégation de gestion aux entreprises privées
- La localisation des conteneurs, dans des zones de faible densité et de production moyenne de déchets recyclables
- Les réseaux de collecte au porte à porte dans les quartiers

II- La production pondérale journalière de déchets recyclables, une inadéquation de la conteneurisation

- Plus de 25 tonnes de déchets recyclables par jour : les zones les plus productrices sont peu conteneurisées, sauf quelques zones de faible densité : nord Belgrano, sud Flores et Caballito
- De 15 à 25 tonnes par jour : les espaces péri-centraux et à haute densité de population et activités
- De 5 à 15 tonnes par jour : les espaces résidentiels moins densément peuplés, composés maisons individuelles accueillent les premiers conteneurs
- Moins de 5 tonnes par jour : les quartiers les plus défavorisés ou les moins peuplés

Source : données FIUBA/CEAMSE hiver 2006 ; photo et élaboration personnelles

C. Faire trier les déchets – l'information et la participation dans la Ville

Le tri à la source par le producteur-trieur représente souvent le gage de la réussite de la gestion intégrée des déchets¹. Dans le cas de la CABA, cette réussite devient immédiatement un enjeu politique, voire électoral pour le gouvernement en place : la qualité des déchets recyclables arrivant au centre vert en devient l'outil d'évaluation médiatique. A cet effet, les deux acteurs identifiés mènent des campagnes d'information à la population selon des modalités et des échelles spatio-temporelles différentes. En partant du constat de la différenciation de la qualité des déchets recyclables apportés dans les centres verts, nous comparerons les deux modèles d'information en nous demandant comment il contribuent à la légitimation d'un nouveau service urbain.

1. Le constat d'un approvisionnement différencié

L'approvisionnement du centre vert varie fortement selon son origine. Les camions de collecte sélective des entreprises privées déversent un poids total quotidien des déchets n'excédant pas deux tonnes dans des centres verts équipés pour recevoir au minimum 10 tonnes de déchets recyclables par jour. Ces deux tonnes sont constituées pour moitié de déchets non recyclables². Le produit de la collecte sélective au porte-à-porte effectuée par les récupérateurs urbains de la coopérative, quant à lui, est supérieur en qualité et en quantité. La coopérative El Ceibo vend dix tonnes de carton et cinq de papier blanc par semaine³, issues essentiellement de la collecte au porte-à-porte. Nous présenterons tout d'abord les difficultés d'ajustement technique et de sensibilisation des producteurs-trieurs de déchets à l'échelle de la CABA, avant d'indiquer comment les coopératives de récupérateurs urbains procèdent à l'échelle du quartier.

2. Les défaillances d'un service urbain industrialisé

L'implantation d'une conscience du tri auprès de la population prend, sans exception, plusieurs années. En France, l'idée est lancée en 1975, renforcée en 1990 et, en 2008, le tri à la source rentre encore difficilement dans les pratiques⁴. Dans la CABA, la formation de la population à une pratique de tri à la source interroge la nature de l'information fournie, l'application de la loi 1854, l'adéquation du mobilier urbain au tri à la source.

La politique d'information sur le tri à la source se déroule, comme pour les centres verts, au cas par cas, dans les zones conteneurisées ou auprès de chaque producteur extraordinaire. Il n'existe pas de campagne d'information publique à l'échelle de la Ville à

¹ BARBIER R., LAREDO P., 1997, *L'internalisation des déchets. Le modèle de la Communauté Urbaine de Lille*, Paris, Economica, 103 p.

² Valentín HERRERA, coordinateur de la coopérative Reciclando Sueños, entretien du 19 mars 2008

³ Cristina LESCANO, coordinatrice de la coopérative El Ceibo, entretien du 22 avril 2008

⁴ N'KOUNKOU U., 2000, *Gestion territoriale des ordures ménagères franciliennes*, Le Mans, Thèse de géographie, 355 p.

part quelques spots publicitaires dans le métro et à la télévision, et ces panneaux, rares et sibyllins, disposés près d'un passage à niveau peu fréquenté ou sous le pont obscur d'une autoroute.



Figure 6: une campagne d'information publique elliptique

Le programme indique que Buenos Aires recycle, ce qui n'est pas le cas (voir chapitre 1). Le tri à la source (*Separemos para reciclar*) n'est mentionné qu'en tout petit en haut.

Selon A. TERMINE et J. P. PICCARDO¹, il n'y a pas de campagne d'information à l'échelle de la ville parce que seuls 28% des *cuadras* sont équipés de conteneurs. Les campagnes se déroulent donc à domicile et dans les écoles. Elles sont effectuées par les entreprises de collecte de déchets et le gouvernement de la CABA, avec, à l'appui, la diffusion d'une documentation détaillée². La durée des campagnes est assez fragmentée et dure, au plus, quelques mois³. Le tri à la source des producteurs extraordinaires est réglementé par la Résolution 50 et son contrôle revient aux membres de la Direction d'Hygiène Urbaine. Il est très controversé dans la mesure où appliquer les amendes à des acteurs économiques importants de la CABA consiste aussi à payer le « coût politique »⁴ de cette décision. Des bilans paraissent périodiquement dans la presse, mais le constat des entreprises de collecte reste le même : les producteurs extraordinaires pratiquent le tri à la source dans un tiers des cas. Le quartier de Puerto Madero, le plus « moderne », ne fait pas exception⁵. La corruption⁶ semble freiner considérablement la généralisation du tri par ces producteurs.

¹ Respectivement responsable de la Dirección de Higiene Urbana et ministre de l'Environnement et des espaces publics du gouvernement de la CABA

² La documentation est reproduite en annexe 5

³ « Estamos tratando de preparar una campaña de concientización que va a durar todo el año para que la gente se meta en la cabeza que tienen que separar. », Alberto TERMINE, responsable de la Dirección de Higiene Urbana, entretien du 27 mars 2008 (« nous sommes en train de préparer une campagne de sensibilisation qui durera toute l'année, pour que les gens se mettent dans la tête qu'il faut qu'ils séparent »). Elle n'était pas encore en place en avril 2008 et aucune trace dans les journaux en mai.

⁴ Carina QUISPE, Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN), entretien du 13 février 2008

⁵ NOVILLO P., 2008, « En Puerto Madero no cumplen la ley que los obliga a separar los residuos », *Clarín*, 17 mars

⁶ Cristina LESCANO indique que lorsque les camions de collecte des producteurs extraordinaires sont chargés de déchets recyclables de bonne qualité, les éboueurs effectuent un « détour » par un entrepôt informel de vente de matériaux recyclables avant d'amener la cargaison au centre vert. Jorge LULO et Valentín HERRERA

Seuls 30% des producteurs individuels de déchets utilisent correctement les deux conteneurs, selon la cellule de recherches de la Direction Générale pour les politiques du Recyclage Urbain (DGPRU). Les ONGs dénoncent l'inefficacité des campagnes d'information. Les enquêtes auprès de la population, des entreprises de collecte et du gouvernement montrent que l'objectif de l'amélioration de la propreté des espaces publics est atteint mais que celui de la séparation des déchets représente encore un objectif difficile¹. D'autre part, si l'extension de ce type de conteneurs ne pose pas de problème dans les zones de faible densité, il fait l'objet d'une révision pour les zones centrales. Sur le modèle de Barcelone, il s'agirait de disposer des conteneurs de 3000L dans les rues ou de fournir individuellement un conteneur plus petit.

Ce tableau rapide rejoint celui des ajustements de matériel et de signalétique évoqué par R. BARBIER et P. LAREDO² au cours de l'expérience lilloise. Face aux difficultés rencontrées par les entreprises de collecte, les coopératives de récupérateurs urbains proposent le modèle d'une expérience participative locale réussie.

3. *Le réseau artisanal, ou la collecte et l'information sur mesure*

Les campagnes d'information sur le tri à source menées par les coopératives de récupérateurs reposent sur un enjeu économique : plus les habitants participent, plus de déchets recyclables sont collectés et plus les revenus de la coopérative augmentent. Il s'agit d'assurer un réseau suffisamment dense pour que la coopérative fonctionne. L'argument utilisé est celui de la responsabilité environnementale. Les campagnes d'information sont organisées directement par certains récupérateurs urbains de la coopérative reconvertis en « promoteurs environnementaux » et aidés de quelques ONGs (AVINA, GreenPeace). Les récupérateurs urbains qui réceptionnent les déchets auprès des participants volontaires du quartier consolident ensuite la sensibilisation à chaque passage, en inspectant les matériaux remis. Les habitants de Palermo parlent à loisir de leurs « *cartoneros VIP* », les récupérateurs urbains de la coopérative El Ceibo, dont ils estiment que le service de collecte au porte-à-porte est très efficace³. Avec un brin de provocation, on pourrait se demander si ce ne sont pas plutôt les habitants de Palermo qui disposent d'un « service de collecte sélective VIP ». Personnalisé et organisé à l'échelle du quartier, le service est pourtant perçu de manière ambiguë. Les habitants qui participent le font majoritairement pour contribuer au développement socio-économique de la coopérative (36%), et ensuite parce qu'ils se sentent responsables de leurs déchets (16%). Cependant, y'a-t-il une véritable conscience de la création d'un nouveau service?

soulèvent aussi cette hypothèse. Elle indique aussi que l'inspection des camions de collecte coïncide toujours avec l'arrivée de chargements de bonne qualité.

¹ On note une méconnaissance générale des termes de la gestion intégrale des déchets : recyclage, centre vert.

² BARBIER, LAREDO, l'internalisation des déchets dans la communauté urbaine de Lille

³ Toutes les enquêtes sur El Ceibo ont été effectuées par Victoria HARRIS, membre de l'ONG Espacios Verdes et mastérante à l'Université du Salvador.

Les coopératives utilisent cet argument pour négocier leur entrée dans les prochains contrats de gestion des déchets (2009) et bénéficier d'un forfait lié au service fourni.

Les méthodes de sensibilisation employées par les entreprises privées de collecte et par les coopératives de récupérateurs urbains donnent des résultats très différenciés sur les déchets recyclables traités dans les centres verts. La collecte sélective représente toujours une contrainte, consentie lorsque son inapplication se solde par une amende pour les producteurs extraordinaires de déchets, peu pratiquée par les producteurs individuels qui utilisent les conteneurs comme le moyen de disposer d'une rue plus propre, pratiquée par les utilisateurs de réseaux de collecte sélective au porte-à-porte dans leur quartier dans une perspective d'aide sociale.

Les réseaux coopératifs de collecte sélective construits à l'échelle du quartier témoignent par leur réussite de leur intégration territoriale locale. Les conditions de leur extension et de leur maintien dans la ville lorsque la CABA aura été complètement conteneurisée sont encore indéfinies. Les négociations menées par les coopératives de récupérateurs urbains font état de leur capacité à gérer le devenir de leurs territoires d'activité et à se poser en nouveaux acteurs de la gouvernance urbaine¹. Le modèle de développement réticulaire proposé, durable par ses moyens employés, les individus impliqués et la forme d'économie engagée, devient, par sa réussite, un concurrent potentiel des entreprises de collecte. La souplesse et l'efficacité de ce modèle existent aussi parce que la collecte sélective est informelle, repose sur le volontariat des producteurs-trieurs et n'est que très localisée. D'autre part, l'extension d'un tel modèle dans toute la ville est remis en cause, ne serait-ce que par la très faible proportion de récupérateurs urbains coopérés. Le développement de ce modèle dans la CABA mérite d'être examiné, notamment dans le cadre théorique de la décentralisation accrue des pouvoirs administratifs et gestionnaires. Les avis sont partagés² et la question précoce : le projet de décentralisation existe depuis 1994³ et c'est seulement en 2008 que les budgets participatifs des nouvelles *Comunas* sont votés mais rien n'empêche d'imaginer que, dans une perspective de rationalisation des coûts, la gestion des déchets soit transférée à chacune de ces nouvelles circonscriptions administratives.

¹ PREVÔT-SCHAPIRA M.-F., 2005, « Buenos Aires, la métropole divisée. Gouvernance urbaine et défi métropolitain dans les années 1990 », *L'ordinaire latino-américain*, 200-201, 99-108, p.109

² Fernando BOFFI, du CGP13 est dubitatif ; Ester COCAÑA, du CGP 14 envisage cette transformation possible (entretiens du 7 mars 2008 et du 16 avril 2008)

³ D'après A.E. Brailovsky, ex-médiateur environnemental de la CABA, le climat participatif enthousiaste qui avait accompagné l'autonomisation de la Municipalité de Buenos Aires en 1994 est retombé au moment de la crise de 2001 : « pasó una cosa que tiene importancia que es que cuando el reclamo ciudadano fue que se vayan todos, la respuesta de los políticos fue quedarse todos. Hubo un enorme miedo a todo lo que puede hacer el reclamo ciudadano y un rechazo cada vez mayor a la participación » ("lorsque les citoyens ont demandé qu'ils s'en aillent tous, les responsables politiques sont tous restés. La peur du pouvoir de la demande citoyenne a provoqué un rejet de plus en plus grand face à la participation"), entretien du 12 février 2008

III.

Concordances territoriales

Coopératives et systèmes de sélection des déchets à Buenos Aires

« Fetidez, mosquerío y ratas poblaban también el futuro instalado, más visibles donde el estado semiservicial no destacaba robots recolectores : la solución que en Lamarta encontraban los vecinos de cada área era tirar la basura en otras. Para frenar la guerra que se incubaba la tropa de Verdey reunió a las facciones, organizó un sábado de limpieza (...).»

Marcelo COHEN, *Impureza*¹

Le centre vert, les réseaux de collecte sélective et le tri à la source peuvent être construits en un système, soit la « mise en relation d'un ensemble d'éléments coexistants » créant une «totalité organisée distincte de son environnement »². Quel dénominateur commun choisir pour l'étudier? J. Lévy et M. Lussault³ indiquent que « les acteurs – individuels et collectifs- (...) sont des opérateurs actifs de l'émergence et de la dynamique du système (...) ». Dans le cas des centres verts, les acteurs principaux intervenant sur chacune des parties du système sont le Gouvernement de la Ville Autonome par la Loi de Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains ; les entreprises de collecte de déchets par la construction des centres verts, la collecte sélective et l'information aux producteurs-trieurs ; les coopératives de récupérateurs urbains qui agissent sur leurs propres réseaux de collecte sélective au porte-à-porte et gèrent le centre vert. Si les conditions initiales sont données par le lieu de construction du centre vert qui dépend du gouvernement et l'approvisionnement en déchets recyclables qui dépend des entreprises de collecte, ce sont les coopératives de récupérateurs urbains qui impulsent la dynamique du système territorial grâce à leurs réseaux de construction, de diffusions, de négociation. Leur « empowerment »⁴ s'organise autour de la reconnaissance et de l'intégration du service fourni dans les contrats de gestion des déchets⁵. Ce constat soulève deux questions sur la participation à la gouvernance urbaine des coopératives. Disposent-elles toutes de projets de développement local des systèmes territoriaux de sélection des déchets similaires et quel est leur positionnement dans la politique publique de Gestion Intégrale des déchets Solides Urbains ? Que peut apporter une analyse géographique de ces projets au débat international actuel sur le rôle des coopératives d'habitants et de récupérateurs urbains ? La tradition latino-américaine de la coopérative dans laquelle s'inscrivent les coopératives de récupérateurs urbains portègues date des années 1980⁶. Après une crise du mouvement coopératif argentin dans les années 1990, celui-ci connaît un regain depuis la période de très forte

¹ COHEN M., 2007, *Impureza*, Norma, 103 p., p.86

² THIBAUT S., article « système », LEVY J., LUSSAULT M., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, 1033 p., p. 884.

³ LEVY J., LUSSAULT M., article « système spatial », LEVY J., LUSSAULT M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, 1033 pages, p.890.

⁴ « L'empowerment vise à renverser les rapports classiques de domination entre l'Etat et la société civile par le biais de transfert de ressources politiques et de capacité d'organisation », JOUVE B., 2006, « L'empowerment entre mythes et réalités, entre espoir et désenchantement », *Géographie, économie, société*, 8, 1, 5-15, p. 5

⁵ Présentée au cours de la seconde partie (C-3)

⁶ La coopérative Recuperar, à Medellín (Colombie) compte plus de 1000 membres et s'est développée à partir de 1983, lors de la fermeture de la décharge non contrôlée de la ville, avec l'aide de l'ONG Fundación Social. Coopamare, l'une des 13 coopératives de récupérateurs urbains de Rio de Janeiro (Brésil) représente le meilleur exemple brésilien de développement économique et social (MEDINA M., 2002, *Scavengers cooperatives in Asia and America latina*, Colegio de México, 42 p.)

contestation sociale qui caractérisa la crise économique de 2001. Nous dresserons une typologie des systèmes territoriaux de sélection des déchets connus à partir des trois critères du développement urbain durable de la Charte d'Aalborg (1994) dont le gouvernement de la CABA se réclame. Ils nous permettront de questionner de nouveau l'intégration urbaine de la sélection des déchets comme service, cette fois-ci à l'échelle de tout le système territorial et de nous demander dans quelle mesure les coopératives revendiquent les trois principes énoncés pour défendre leur droit à la gouvernance des territoires qu'elles contrôlent au cours des débats d'acteurs spécialisés.

La **compacité** est destinée à limiter l'étalement incontrôlé des aires urbaines et sur l'environnement voisin. Il s'agit de l'évaluer selon la proximité et la densité des composantes des systèmes territoriaux de sélection des déchets : centre vert, aires de collecte sélective auprès des producteurs extraordinaires et individuels équipées et desservies par les entreprises privées de ramassage affectées au centre vert, aires de collecte sélective au porte-à-porte de la coopérative en charge du centre vert, lieu de résidence de ses membres.

La **mixité** renvoie à l'amointrissement de la fragmentation socio-spatiale des grandes villes. Ici, il s'agit la professionnalisation du travail de sélection, sa transformation en service et la production d'une adhésion des producteurs-trieurs de déchets. Nous verrons que la mixité socio-économique et spatiale produite dépend étroitement du principe de développement du système territorial mené par la coopérative.

Enfin, en analysant la **citoyenneté**, nous nous référerons plus largement, en partant à chaque fois de la coopérative, à son degré d'intégration comme acteur collectif défendant le devenir de son territoire d'action dans les débats sur la gestion des déchets. Nous indiquerons ce degré par la quantité, l'intensité, la diversité et les échelles du réseau d'acteurs au centre duquel se place la coopérative en reprenant à cet effet les cinq catégories énoncées par R. BRUNET¹ dans son système d'acteurs en y ajoutant les médias. Selon ces principes, nous avons relevé trois modèles d'intégration urbaine de ces systèmes territoriaux: le modèle intégré; le modèle excentré ; le modèle enclavé.

A. - « De l'exclusion à l'intégration »² à Palermo pour El Ceibo³

Le système territorial de sélection des déchets de la coopérative El Ceibo⁴ est un cas d'école de développement local durable. Laboratoire du développement d'une petite entreprise sociale de quartier, elle trouve un écho dans les grandes coopératives de

¹ BRUNET R., DOLLFUS O., 1990, *Géographie Universelle « Mondes Nouveaux »*, Paris, BELIN-RECLUS, 551 p., p.47

² « de la exclusión a la integración », Cristina LESCANO coordinatrice de la coopérative El Ceibo, emploie sans cesse cette expression lorsqu'elle parle des principes sociaux de fonctionnement de la coopérative.

³ Pour davantage de clarté, nous appellerons les systèmes territoriaux de sélection des déchets par le nom de la coopérative qui gère la collecte sélective au porte-à-porte et le centre vert associé.

⁴ Le modèle de développement de la coopérative El Alamo ressemble très fortement à celui de El Ceibo malgré de plus importantes difficultés techniques. Nous choisissons d'y faire uniquement de brèves références.

récupérateurs urbains très structurées de Recuperar à Medellín (Colombie) et Coopamare à Rio (Brésil).

1. *Un service compact dans un quartier aisé*

Le système territorial de sélection des déchets géré par la coopérative El Ceibo se caractérise par une densité importante de ses activités. Le centre vert construit par l'entreprise de collecte de déchets CLIBA¹ se trouve entre les quartiers aisés de Palermo et Recoleta, entre les deux zones de collecte de déchets des entreprises privées CLIBA et AESA². Ces deux dernières y acheminent les camions de collecte sélective des déchets recyclables des producteurs extraordinaires. Le centre vert représente une plate-forme stratégiquement située et consacrée, à terme, à l'accueil et au traitement de tous les déchets recyclables de la zone la plus productrice de la CABA. Il se situe dans une zone interstitielle de l'espace urbain, à la limite des grands parcs verdoyants des Bosques de Palermo et aux abords de l'enfilade de *villas* qui suit la ligne de chemin de fer de Retiro pour déboucher sur la gare éponyme : Villa 31, Villa 31 bis, Villa Retiro. Il est situé à 4 kilomètres de la zone de collecte sélective au porte-à-porte menée par les récupérateurs urbains de la coopérative. Là, les cafetiers ambulants, les rues arborées, les petits restaurants et les boutiques de mode animent un quartier résidentiel tranquille. Définie par un contrat de l'an 2000 avec le gouvernement de la CABA, la zone de collecte couvre la petite superficie de 117 *cuadras* mais s'appuie sur un réseau dense de 2200 producteurs-trieurs. Enfin, les 53 membres de la coopérative sont des habitants du quartier depuis le début des années 1990³.

2. *Les « cartoneros VIP » de Palermo*

La coopérative El Ceibo mène un projet de « trabajo barrial », de travail dans le quartier, fondé sur la professionnalisation de la collecte sélective de tous les déchets domestiques. Elle se décline en trois points. La coopérative El Ceibo dispose d'une base administrative d'accueil pour les récupérateurs urbains et les visiteurs au cœur de ses territoires de collecte. Il s'agit d'une maison récupérée, servant tout à la fois de quartier général meublé de bric et de broc, d'entrepôt pour les carrioles et les sacs, de lieu de détente où l'on sirote un *mate* entre deux tournées. Les membres de la coopérative disposent d'une tâche spécifique: récupérateur urbain, promoteur environnemental, trieur sélectif à l'entrepôt, et sont identifiables par les habitants du quartier grâce à un uniforme orange. Les tournées de collecte sont régularisées : lundi, jeudi, samedi, de 9h00 à 13h00. Enfin,

¹ Le premier entrepôt dont disposait la coopérative El Ceibo a été incendié en 2006. En attendant la fin de la construction du centre vert (Juillet 2008), le tri sélectif par déchets est pratiqué dans un entrepôt contigu.

² Le centre vert de El Ceibo se situe à quelques rues de la base des camions de collecte des entreprises CLIBA et AESA (Gabriela ANANIA, entretien du 15 avril 2008)

³ La section « Habitat » de la coopérative El Ceibo s'occupe de légaliser le squat de maisons abandonnées dans le quartier de Palermo. A la fin des années 1970, sous la dictature militaire (1976-1983), l'intendant municipal O. Cacciatore développe le projet d'une autoroute intra-CABA dont le tracé traverse Palermo. Les maisons expropriées restèrent vacantes après l'abandon du projet, et furent récupérées à partir de 1989 par les plus démunis. Quelques membres de El Ceibo travaillant à l'entrepôt de tri sélectif vit aussi dans les Villas 31-31 bis.

le partage du produit de la vente informelle des déchets¹ s'effectue selon la tâche et le nombre d'heures travaillées². La professionnalisation des récupérateurs urbains garantit une adhésion de la population locale au système et engendre une forte participation, indispensable pour la coopérative³. L'objectif de El Ceibo est d'accroître cette intégration par la densification et l'extension des territoires de collecte sélective à Palermo, en conservant un centre de tri éloigné des espaces résidentiels⁴. Le récupérateur urbain passe, le centre vert ne s'arrête pas...



Figure 7 - de la collecte à Palermo au tri au bord de l'autoroute

Le quartier aisé résidentiel de Palermo (1) est situé à 4 kms de l'entrepôt (3) où la coopérative El Ceibo sépare le produit de la collecte au porte-à-porte, par matériaux. On remarque l'isolement, et l'autoroute voisine (3).

3. *La coopérative El Ceibo, présente dans tous les débats d'acteurs*

Le réseau d'acteurs gravitant autour de la coopérative est très diversifié et repose sur le dynamisme de sa coordinatrice Cristina LESCANO. Par une intégration à tous les échelons, et une diffusion très large à l'échelle internationale de l'expérience de la coopérative, il s'agit de bénéficier d'un soutien maximal du projet de « récupération des déchets, des individus et des logements » qui brasse l'ensemble des concepts du développement durable et met El Ceibo en position de négocier la reconnaissance d'une prestation de service⁵ menée à l'échelle du quartier auprès du gouvernement de la CABA et au cours des réunions collectives sur la gestion des déchets.⁶

¹ Voir chapitre 2

² Chaque récupérateur urbain gagne l'équivalent de 400 pesos par mois (soit 80 euros, au 30 avril 2008)

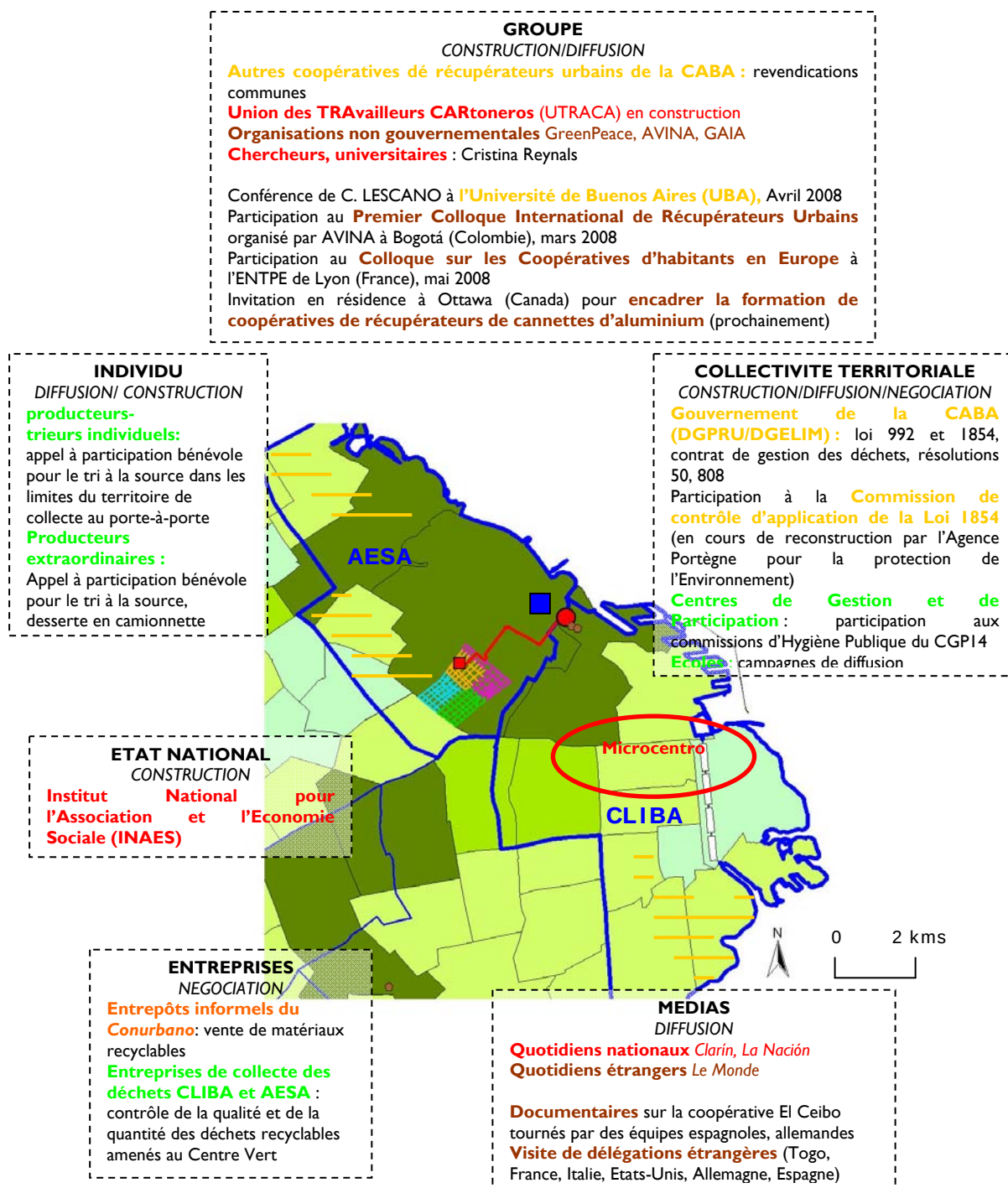
³ CLIBA mentionne que sur 669 producteurs extraordinaires potentiels, seul le tiers est desservi. Integra indique que les circuits de collecte sélective des conteneurs de la rue ne produisent que 500 kilos par jour, une quantité dérisoire par rapport à la production de déchets recyclables de sa zone (voir cartes chapitre 2)

⁴ Le centre vert construit pour la coopérative El Alamo par l'entreprise de déchets Integra dans le quartier de classes moyennes de Villa Pueyrredon a déjà fait l'objet d'un déplacement pour cause d'opposition locale.

⁵ La coopérative Recuperar, à Medellín (Colombie) a été certifiée ISO 9002, en 2000. Il s'agit d'une norme concernant la prestation d'un service de qualité (MONTROYA A., TOBON F., 2002, « From waste collectors to entrepreneurs with ISO 9000 », in *ISO Management Systems*, Janvier-Février, pp.42-44)

⁶ Première réunion de l'Agence pour la Protection Environnementale créée en décembre 2007 (24 avril 2008)

carte 7 – El Ceibo . Un travail dans le quartier pour une renommée mondiale



I- La localisation stratégique du système territorial de sélection des déchets de la coopérative El Ceibo

- Le centre vert de la coopérative El Ceibo, dans un espace intersticiel du chemin de fer Retiro, au nord de Palermo
- Les locaux des entreprises de collecte de déchets AESA et CLIBA, à quelques rues du Centre Vert
- Zones de collecte des déchets AESA et CLIBA
- Zones conteneurisées,
- Le chemin de fer Retiro et sa gare, où transitent plusieurs millions de travailleurs venus du conurbano
- Le microcentro, lieu de concentration d'hôtels, de banques, de commerces, de bureaux

La production de déchets recyclables par quartier (Tn/jr)



II- Un système territorial compact à l'échelle du quartier, pour une intégration sociale et économique des récupérateurs urbains

- La base de la coopérative, au centre de Palermo
- Le territoire de collecte au porte-à-porte de El Ceibo divisé en zones de travail, pour la rationalisation et la professionnalisation des récupérateurs urbains
- Le trajet effectué en camionnette
- Les villas de emergencia 31/31bis, lieu de résidence de quelques récupérateurs urbains de la coopérative

III-La coopérative El Ceibo intégrée dans un réseau d'acteurs complexe et multiscale

CONSTRUCTION rapport de l'acteur avec le projet de la coopérative

Producteurs-tri-ers acteur à l'échelle infra-CABA

Gouvernement acteur à l'échelle municipale

Entrepôts acteur à l'échelle métropolitaine

Quotidiens acteur à l'échelle nationale

Documentaires acteur/événement à l'échelle internationale

B. Reciclando Sueños¹ ancrage au Sud, cap sur l'Europe

Le système territorial construit par les coopératives Reciclando Sueños et Del Oeste se caractérise par une fragmentation spatiale et un éloignement du centre-ville, auxquels s'ajoute la médiocrité des déchets apportés par les entreprises de collecte. Pourtant, les deux coopératives réutilisent ces conditions *a priori* désavantageuses pour construire un projet de développement original, spécialisé et exportateur de matériaux. La collecte spécialisée des métaux rappelle la formalisation des récupérateurs de ferraille que mène l'ONG Casa de la Paz au Chili avec l'entreprise sidérurgique Gerdau AZA depuis 2007².

1. Les éparpillements du système dans le Sud

Le système territorial de sélection de Reciclando Sueños et Coop. del Oeste est confronté à une fragmentation spatiale. Le centre vert, géré par les deux coopératives depuis décembre 2007, se situe à Villa Soldati, où la population pauvre produit peu de déchets recyclables, et se situe à distance de la zone de collecte de Nittida³. Le petit centre vert est situé presque sous le pont d'une autoroute, au bord d'un chemin de terre, et, sans la présence du *premetro* situé à quelques centaines de mètres, on pourrait presque croire que la Ville a déjà cédé la place à la Pampa⁴. Les zones de collecte au porte-à-porte mis en œuvre à Liniers et à Samoré (Villa Lugano) sont situées à plusieurs kilomètres (2 à 8), parcourus à pied. Les circuits des récupérateurs urbains collectant les métaux s'étendent sur plusieurs quartiers. La majorité des membres de Reciclando Sueños (47) vit à Villa Fátima à laquelle est adossée le centre vert (voir figure suivante). La fragmentation spatiale du système est accrue par l'absence de transport motorisé⁵, ce qui rend difficile l'articulation des territoires de la sélection des déchets. Pourtant, la réutilisation de la spécialisation industrielle du sud par les coopératives invite à s'interroger sur le rôle de ce système territorial comme nouveau pôle de dynamisation⁶.

2. Une professionnalisation et une intégration dans le monde du fer

La coopérative Reciclando Sueños s'appuie sur des activités entraînant une intégration socio-spatiale de deux ordres. Un programme de collecte sélective au porte-à-porte est mené selon les mêmes modalités que El Ceibo dans les quartiers résidentiels de classe

¹ Il existe deux coopératives portant le même nom, Reciclando Sueños. L'une est située dans le municipio de la Matanza, partido Alzo Bonzi, et l'autre, celle que nous analysons, se trouve à Villa Soldati, dans la CABA.

² Casa de la Paz, 2007, « Recolectores : un eslabón del reciclaje », *Acuerdos*, pp.12-14

³ Il s'agit de parcourir une dizaine de kilomètres pour les camions qui effectuent la collecte sélective dans cette zone et se rendent jusqu'au centre vert.

⁴ Le *premetro* est une sorte de tramway. Il relie les périphéries de la Ville de Buenos Aires au métro dont les lignes convergent vers le *microcentro*.

⁵ Contrairement aux coopératives El Ceibo et El Alamo, Reciclando Sueños et Cooperativa Del Oeste ne disposent pas de camionnette.

⁶ Si les acteurs interrogés ne mentionnent pas les projets de réhabilitation du Sud par la Corporación Sur (PREVOT-SCHAPIRA M.F., 2007), la coopérative Reciclando Sueños indique qu'elle mène le projet de collecte sélective au porte-à-porte à Samoré avec le programme *El Sur Recicla*.

moyenne de Samoré¹ et Liniers, avec le même succès auprès des habitants concernés². Samoré est un quartier d'immeubles situé au bord de l'immense Parque Avellaneda, espace vert désolé en cours de réhabilitation. La coopérative Reciclando Sueños effectue une autre collecte sélective, spécialisée, débouchant sur l'exportation. Il s'agit de récupérer la ferraille auprès de petits ateliers métallurgiques. La spécialisation industrielle du sud de la Ville est utilisée par la coopérative pour s'insérer dans le monde professionnel de l'exportation et obtenir des prix plus avantageux³. Vingt tonnes de matériaux sont exportées chaque mois depuis avril 2007 à l'aciérie Interrecicla de Bilbao (Espagne). Cette mixité renvoie aux enjeux de l'intégration d'une petite entreprise sociale non plus mais dans un réseau d'acteurs spécialisé⁴.



Figure 8 - Un centre vert du Sud, adossé à Villa Fátima (3), spécialisé dans l'export de ferraille (2)

3. Trois échelles d'acteurs pour un système exportateur et spécialisé

Le réseau d'acteurs constitué par la coopérative est fortement intégré. Le niveau national est renforcé, et les partenariats internationaux se situent dans la sphère industrielle et commerciale formelle. Le projet actuel, mené en partenariat avec l'INTI indique la vocation à la spécialisation de la coopérative. Il s'agit de monter un partenariat avec une autre coopérative, Porteros, qui effectue la collecte sélective auprès des producteurs extraordinaires et dessert 60 immeubles dans la CABA⁵. L'efficacité des services coopératifs questionne une fois de plus leur reconnaissance financière dans la gestion des déchets de la Ville.

¹ Soutenu par le programme du gouvernement El Sur Recicla, VARELA E., 2007, « Cartoneros for export », *Página/12*, 11 mai.

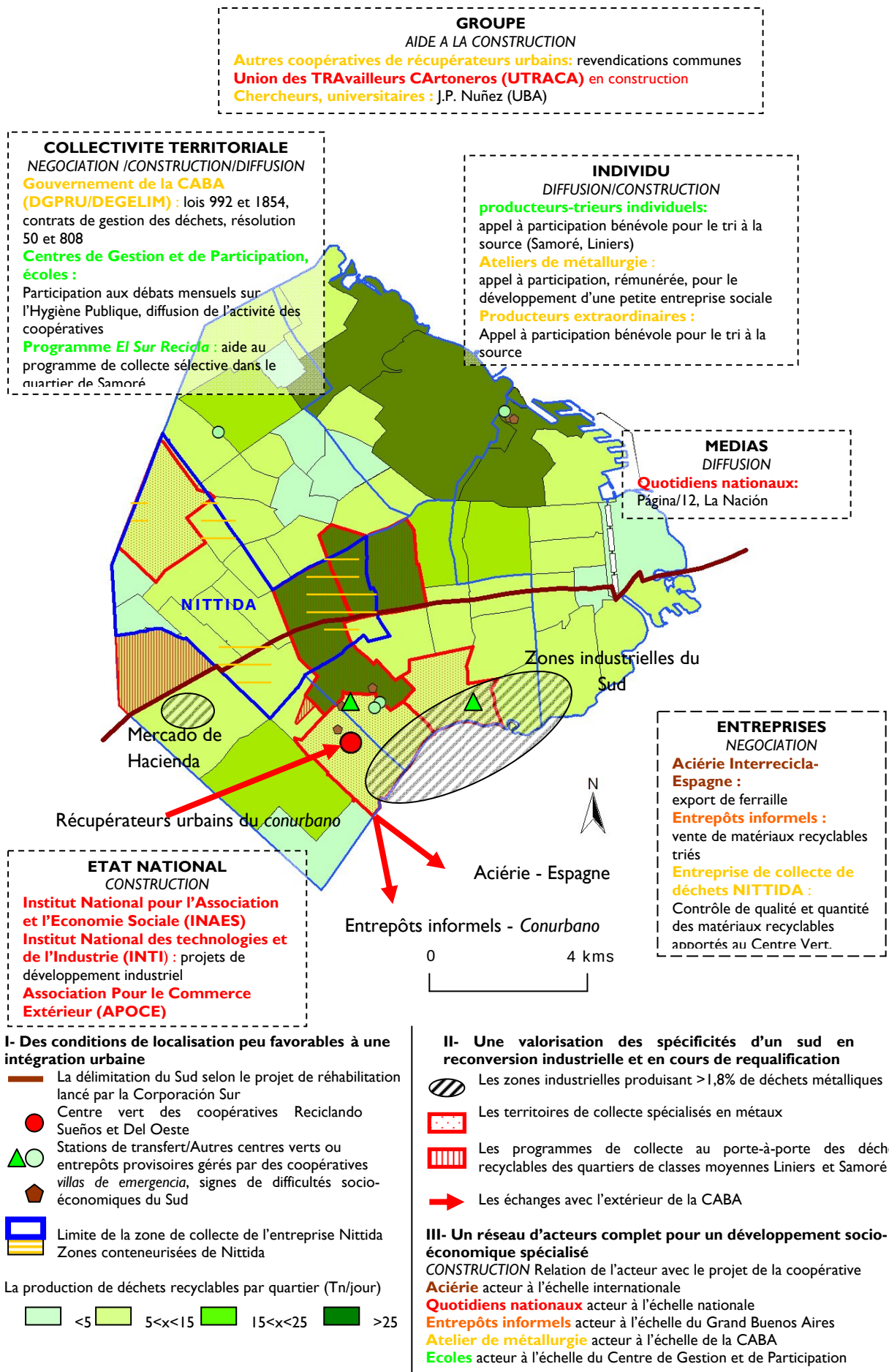
² Valentin HERRERA, coordinateur de la coopérative Reciclando Sueños/ Jorge OLMEDO, coordinateur de la coopérative Del Oeste, entretien du 19 mars 2008

³ 100 euros par tonne de fer. Le problème principal de l'insertion dans le commerce informel reste la taxe d'exportation qui engloutit 40% de la recette (VARELA E., 2007, « Cartoneros for export », *Página/12*, 11 mai)

⁴ « No nos atendían, no sé si porque íbamos vestidos así. Entonces fuimos con 20 compañeros y nos quedamos hasta que nos recibió Eduardo Echegaray (el titular de la Aduana)” (« On ne s'occupait pas de nous, je ne sais pas si c'est parce que nous étions habillés comme ça. Alors, avec 20 collègues, nous y sommes allés et nous sommes restés jusqu'à ce qu'Eduardo Echegaray (le directeur de la Douane) nous reçoive »), VARELA E., 2007, « Cartoneros for export », *Página/12*, 11 mai.

⁵ NUNEZ J.P., 2007, *Programa piloto de recolección diferenciada de residuos sólidos urbanos (RSU) en la Ciudad de Buenos Aires*, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, Facultad de ciencias económicas, 35p.

carte 8- Reciclando Sueños/coop. del Oeste - un modèle exportateur et spécialisé



C. Le centre de tri-forteresse de la CERBAF au Sud

La Coopérative Ecologique de Récupérateurs du Bajo Flores (CERBAF) ne dispose pas d'un système territorial de sélection des déchets complet. Elle n'a pas de projet de développement et elle est exclue des débats sur la gestion des déchets.

1. Un système territorial incomplet et fragmenté

Le centre de tri de la CERBAF perpétue la tradition de localisation des équipements de gestion des déchets au sud. Il est construit sur le site d'une usine d'incinération des déchets désaffectée¹, à quelques rues de la station de transfert de Flores et non loin du site de l'ancienne décharge du *Barrio de las Ranas*, au bord du Riachuelo. Le stade San Lorenzo ajoute au lugubre paysage sa silhouette austère. La qualité de la chaussée se dégrade, annonçant l'arrivée dans le Bajo Flores, ce quartier coupé en deux où l'immense *villa* du Barrio Pdte Illia répond aux maisons et petits immeubles de classes moyennes situé quelques *cuadras* plus au nord. Le centre de tri est approvisionné par les entreprises Urbasur et Integra. Bien équipé², il est confronté au manque de personnel à l'inverse des autres coopératives: seuls 11 membres sur 29 sont en activité.

2. Forteresse du Sud, forteresse du tri ?

Le terme de « forteresse » provient de l'aspect du centre vert, équipé de murs élevés et de barbelés destinés à empêcher les incursions importunes et aussi de l'isolement social du centre. En 2006, La coopérative effectuait une fructueuse collecte sélective au porte-à-porte à Parque Chacabuco, abandonné au moment de l'ouverture du centre de tri. L'approvisionnement ne repose que sur le médiocre chargement des camions de collecte sélective des matériaux recyclables, ce qui isole le centre vert des quartiers voisins producteurs de déchets recyclables. Plusieurs acteurs insistent sur le caractère « trop »³ familial de la coopérative, et sur le caciquisme⁴ que ferait régner son coordinateur.

3. Un réseau d'acteurs quasi-inexistant

Bien que le centre de tri qu'elle gère soit la vitrine de la politique publique de tri sélectif menée par le gouvernement de la CABA⁵, la CERBAF est tenue à l'écart des revendications par les autres coopératives de la Ville. Les projets syndicalistes du coordinateur et son acquisition au parti vert Iniciativa Verde⁶ seraient à l'origine d'un laxisme et d'une attitude attentiste, fortement contestée par les autres coopératives.

¹ L'incinération des ordures est interdite au moment de la dictature militaire en 1977.

² Il peut accueillir jusqu'à 120 tonnes de déchets recyclables par jour.

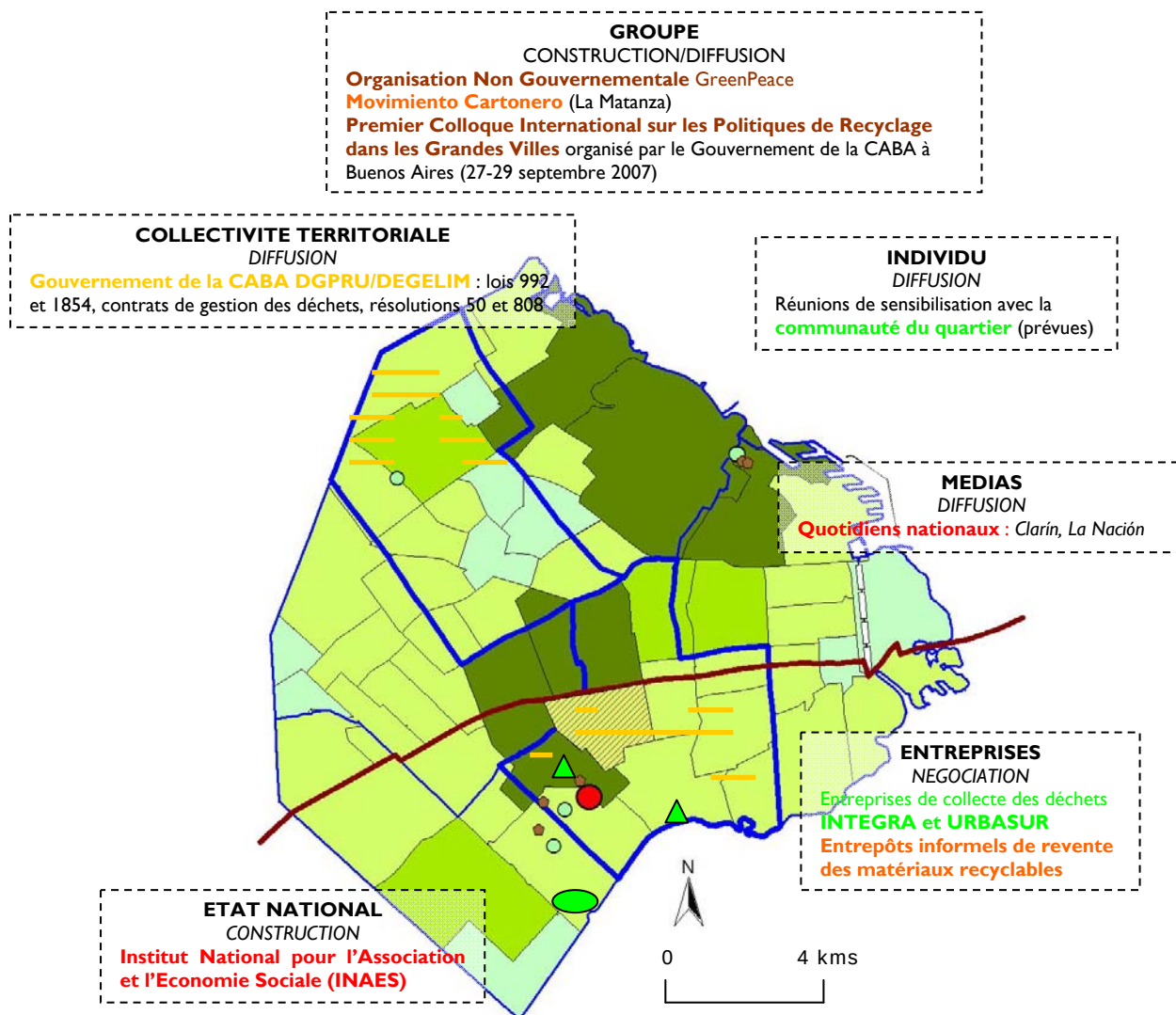
³ FELISETTI R., *Planta Bajo Flores*, épreuve, 88 pages

⁴ Mode de gestion politique despotique.

⁵ La CERBAF est la seule coopérative de la Ville qui participe au Colloque international sur les Politiques de Recyclage dans les Grandes Villes. Celui-ci s'achève sur une visite du centre de tri de la CERBAF.

⁶ Cristina LESCANO indique que le coordinateur se consacre à d'autres activités que la gestion de la coopérative et qu'il ne paye pas correctement les membres de CERBAF mais que, pour les raisons politiques indiquées, les protestations des autres coopératives restent à l'état de lettre-morte (Cristina LESCANO, entretien du 22 avril 2008)

carte 96 - la forteresse du Sud - le modèle enclavé de la CERBAF



I- Un centre de tri dans la tradition de localisation des équipements de gestion des déchets au Sud de la CABA

- Ligne de délimitation du Sud de la CABA définie par la Corporación Sur
- Centre de tri géré par la CERBAF et construit sur le site d'une usine d'incinération désaffectée
○ Autres centres verts ou entrepôts temporaires
- ▲ Stations de transfert des déchets de la CEAMSE
- Ancienne décharge du Barrio de Las Ranas (XIXe siècle), aujourd'hui stade Julio A. Roca
● Les villas miseria, lieu de résidence des récupérateurs urbains du centre de tri
● La production de déchets recyclables par quartier (Tn/jr)
- <5 ■ 5<x<15 ■ 15<x<25 ■ >25

II- Un système territorial de sélection enclavé, peu intégré dans un réseau d'acteurs

- Les deux zones de collecte des entreprises Urbasur et Integra
- Les zones conteneurisées
- Le projet de collecte sélective au porte-à-porte mis en place par la coopérative CERBAF en 2006 dans le quartier de Parque Chacabuco, abandonné en 2007

CONSTRUCTION Relation de l'acteur avec le projet de la coopérative

GreenPeace acteur à l'échelle internationale

Entrepôts informels acteur à l'échelle du Grand Buenos Aires

Quotidiens nationaux acteur à l'échelle nationale

DGPRU/DEGELIM acteur à l'échelle de la CABA

Communauté du quartier acteur à l'échelle infra-CABA

Les projets de développement déterminent le type d'insertion de la coopérative dans un débat d'acteurs sur la gestion des déchets. Les conditions initiales de développement des systèmes territoriaux de sélection sont donc à relire avec prudence, à la lueur de l'action et du réseau d'acteurs de chaque coopérative. La construction de territoires de sélection efficaces, dans les deux premiers cas, fondés sur un équipement léger et une relation personnalisée avec les producteurs-trieurs balisant les zones de collecte sélective rend *a priori* possible la substitution enthousiaste d'un développement local et durable du modèle coopératif de gestion des déchets au modèle industrialisé en proie à des difficultés lorsqu'il s'agit de mettre en place un programme qualitatif de collecte sélective. Cependant, l'approche géographique, dont nous questionnons la pertinence dans le cadre du débats sur le rôle des coopératives comme nouveaux acteurs du développement durable, permet de nuancer le modèle progressiste de l'ascension sociale¹ des récupérateurs urbains par le développement local, et de proposer une vision « désenchantée » de ce dernier, à la suite de B. JOUVE. Pour celui-ci, la question du développement économique représente l'élément « structurant de la vie politique et sociale locale »² et organise la négociation menée par « les élus locaux avec les intérêts économiques locaux »³. Les coopératives de récupérateurs urbains représentent un symbole d'intégration sociale fort dans la CABA. Pourtant, les systèmes territoriaux analysés ne représentent pour le moment qu'une partie minime des territoires à gérer et des enjeux économiques de l'ensemble du système de gestion des déchets. Par rapport à leurs homologues brésiliennes et colombiennes liées par un contrat de gestion avec un voire plusieurs gouvernements urbains, et offrant à leurs membres des salaires une fois et demie à deux fois supérieurs au salaire minimal⁴, les coopératives portègnes font figure de débutantes dans la gouvernance urbaine et les conditions de vie de leurs membres sont encore précaires⁵. La prochaine négociation des contrats de gestion des déchets en 2009 soulèvera donc deux enjeux : la reconnaissance des coopératives de récupérateurs urbains comme prestataires de service de gestion des déchets dans la CABA et la modification économique, sociale et scalaire des systèmes territoriaux de sélection des déchets.

¹ REYNALS C., 2002, « De cartoneros a recuperadores urbanos », colloque *Respuestas de la sociedad civil a la emergencia social: Brasil y Argentina comparten experiencias*, Sao Paulo (Brésil), 4 novembre, 37 p. / MONTOYA A., TOBON F., 2002, "From Waste collectors to entrepreneurs with ISO 9000", *ISO Management Systems*, pp.42-44

² JOUVE B., 2003, *La gouvernance urbaine en questions*, Paris, Elsevier, Coll. SEPT, 124 p., p.78

³ JOUVE B., 2003, voir note précédente, p.79

⁴ Les membres de la coopérative Recuperar à Medellin (Colombie) gagnent une fois et demie le salaire minimum colombien. Les récupérateurs urbains de la coopérative Coopamare, à Rio, gagnent deux fois le salaire minimum brésilien, soit 400 dollars par mois (MEDINA M., 2002, *Scavengers cooperatives in Asia and Latin America*, 42 p., p.26)

⁵ Les récupérateurs urbains de la coopérative El Ceibo gagnent environ 400 pesos par mois, soit environ 100 dollars (1 dollar = 4 pesos argentins, en mars 2008) : moins de trois fois le salaire minimum argentin fixé à 300 dollars. Par ailleurs, les coopératives n'ont pas un taux d'emploi de 100% de leurs membres.

CONCLUSION GENERALE

« ¿Quién te mintió primer mundo Buenos Aires,
que te atraviesan los carritos como antes?! »
C. Cereti, C. Buono, *Tango « Carritos Cartoneros »*¹

A la moitié de la première année de gestion de l'équipe de M. Macri² au gouvernement de la Ville Autonome de Buenos Aires, le programme de gestion intégrale des déchets solides urbains s'est déjà soldé par la démission du sous-secrétaire de l'Hygiène Publique, Gustavo GRASSO, en avril 2008 et la presse a constaté l'inefficacité de la politique de conteneurisation de la Ville, l'inapplication de la résolution 50 dans le quartier de Puerto Madero³, les vicissitudes de la Loi Basura Cero⁴ et l'expulsion musclée des *cartoneros* des Barrancas de Belgrano.

Ce constat pourrait conduire à la conclusion hâtive d'une inefficacité de la politique publique de réorganisation de la gestion des déchets et d'un durcissement des positions gouvernementales où la perspective rationnelle et rentable prendrait le pas sur l'intégration sociale et la participation citoyenne. L'analyse des recompositions territoriales réelles du service urbain de gestion des déchets autour du critère qualitatif de la sélection permet de relativiser ce jugement rapide produit par le climat de tension régnant autour de la Gestion Intégrale des Déchets Solides Urbains. Le gouvernement de la CABA doit faire ses preuves sur une politique publique ambitieuse de diminution de l'enfouissement des déchets et d'encadrement des *cartoneros*⁵. Il est placé sous la surveillance accrue des ONGs et des associations civiles, inquiètes face à la première gestion menée par une équipe de droite depuis l'autonomisation de la Ville en 1994.

Le succès de l'organisation d'un service local de collecte sélective par les coopératives de récupérateurs urbains interroge la légitimité des entreprises de collecte dont l'opération de conteneurisation se solde pour le moment par l'échec. Confiner les récupérateurs urbains dans les centres verts pour réserver la collecte ordonnée et industrialisée des déchets recyclables aux seules entreprises de ramassage de déchets semble être une option encore fort improbable.

Dans l'introduction, nous nous demandions comment s'opérait le recentrage de la gestion des déchets et comment s'organisait le nouveau service de sélection, quels en étaient les acteurs et leur intervention pour la maîtrise des territoires, comment leurs objectifs s'articulaient avec la mise en place d'une gestion durable et participative. La décomposition des nouveaux systèmes territoriaux de gestion sélective des déchets a permis de montrer que les projets des coopératives de récupérateurs urbains représentaient un facteur de différenciation du développement de ces systèmes

¹ CERETI C., BUONO C., *Tango « Carritos Cartoneros »*, <http://blog.argentine-news.com/>

² En juin 2008

³ NOVILLO P., 2008, « En Puerto Madero no cumplen la ley que los obliga a separar los residuos », *Clarín*, 17 mars

⁴ VIDELA E., 2008, « El largo y sinuoso camino hacia la Ley Basura Cero », *Página/12*, 3 juin

⁵ Esteban LIZAZO, responsable de la Dirección General de Políticas del Reciclado Urbano (DGPRU), entretien du 19 mars 2008

territoriaux. En revendiquant la reconnaissance de leur activité, les coopératives revendiquent la prise en compte du nouveau service urbain alternatif et efficace qu'elles rendent à la communauté en valorisant les potentialités du ou des quartiers où elles opèrent.

La réflexion doit pourtant être prolongée au-delà du seul couple formé par le développement local (aux frontières souvent floues) et les coopératives. Tout d'abord, les géométries variables des formes de développement présentées remet en question la pertinence de la seule échelle du quartier. Par ailleurs, la comparaison avec les coopératives de Colombie ou du Brésil permet de relativiser encore cet élément. Recuperar, à Medellín, (Colombie) comporte 1000 membres qui récupèrent les déchets recyclables dans plusieurs villes. La spécificité des systèmes territoriaux créés par les coopératives ne se rapporte donc pas uniquement à l'échelle de leur construction. Elle interroge plus largement la création de « territoires de qualité »¹ de la gestion des déchets. Utilisée par J. GOUHIER pour caractériser la collecte sélective et la valorisation des déchets dans les espaces ruraux, cette notion est à replacer dans un contexte de certification et de valorisation des territoires : tourisme vert, produits de terroir. La certification de la coopérative de récupérateurs urbains Recuperar (Colombie), en 2002, au titre de la norme ISO 9000 qui reconnaît la production d'un service de qualité² et la satisfaction de ses usagers offre matière à réflexion sur ce sujet. Les contrats de gestion que le gouvernement passe en 2003 avec les entreprises de collecte de déchets (aussi certifiées au titre d'ISO 9000) opère un saut qualitatif, où la propreté et la sélection des déchets sont rémunérées. Dans le cas des coopératives de récupérateurs urbains de la Ville, la reconnaissance du service environnemental fourni au titre de cette norme déplacerait quelque peu l'idéal du service standardisé dans lequel la redistribution des capitaux permet en principe à tous les habitants d'avoir accès à un service de qualité égale. Les coopératives n'opèrent pour le moment, en 2008, que sur des fragments du territoire de la Ville. La création de « territoires de qualité » par les coopératives peut-elle contribuer à accentuer la fragmentation socio-spatiale et environnementale de la Ville ?

MARVIN et S. GRAHAM³ identifient le « by-pass » (contournement) comme la stratégie adoptée par les utilisateurs insatisfaits d'un service universel défaillant et qui consiste à avoir recours à un service privé plus efficace mais plus onéreux. Cette pratique conduit à une fragmentation socio-spatiale par les réseaux, où les espaces les plus aisés disposent de services plus efficaces, et où les espaces les plus pauvres sont aussi confrontés aux dysfonctionnement d'un service urbain public défaillant. Dans le cas des coopératives il y

¹ GOUHIER J., 2000, « De la décharge au territoire de qualité », BERTRAND J.-R. (dir.), 2003, *De la décharge à la déchetterie, question de géographie des déchets*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 170 p., 18-57

² MONTOYA A., TOBON F., 2002, « From Waste Collectors to entrepreneurs with ISO9000 », *Management systems*, january-february, 42-44

³ GRAHAM S., 2001, *Splintering Urbanism: networked infrastructures, technological mobilities and the urban condition*, London, Routledge, 479 p.

a création d'un service de collecte sélective plus efficace surimposé à celui des entreprises de collecte de déchets. La population locale dispose d'un service de qualité « malgré elle » puisque le service s'est implanté à l'initiative des coopératives et que les habitants ne doivent pas faire face à des coûts supplémentaires. Néanmoins, les coopératives exploitent le différentiel socio-économique de la ville et choisissent de s'implanter ou de desservir les quartiers les plus aisés afin de pouvoir subvenir aux moyens de leurs membres. El Ceibo opère à Palermo plutôt qu'à la Villa 31 ; Reciclando Sueños et Coop. Del Oeste collectent à Samoré et Liniers plutôt qu'à Villa Fátima ; El Alamo agit dans les quartiers de classe moyenne du nord-ouest de la Ville plutôt que dans les *municipios* défavorisés du *conurbano* dont proviennent ses membres (Zarate). La création de « territoires de qualité » se fait donc dans les espaces urbains où les plus favorisés d'un point de vue économique, social et environnemental. L'intégration des coopératives aux contrats de gestion des déchets de 2009 semble primordiale pour la suite de l'évolution des systèmes territoriaux présentés. Quelles en seront les modalités ? Y'aura-t-il extension du service coopératif à l'ensemble de la Ville, comme c'est le cas en Colombie, avec une intégration majeure des *cartoneros* non regroupés ? Au contraire, le divorce entre le Nord et le Sud de la Ville sera-t-il accentué par la mise en place différenciée de la collecte sélective ?

Il faut par ailleurs mettre en regard le développement de la collecte sélective dans la Ville Autonome avec celle qui se déroule dans le *conurbano*, depuis décembre 2007. Les *municipios* acquièrent les mêmes compétences de gestion sélective des déchets que la Ville Autonome. Les échelles de comparaison semblent fort disparates. Les *municipios* doivent composer avec des circonscriptions confrontées à des problèmes de pauvreté plus importants, d'autres formes d'urbanisme et des budgets beaucoup moins conséquents que ceux de la Ville de Buenos Aires. Pourtant, les expériences pilotes menées de façon très fragmentée témoignent d'un relatif succès dans des *municipios* aux caractéristiques très variées. A Escobar, charmante petite ville situées aux abords du delta du Parana, les descendants des Trentinois (Italie) ont créé en partenariat avec l'Institut National pour la Technologie et l'Industrie (INTI) une entreprise de conditionnement de plastique PET et créent actuellement un programme de collecte sélective au porte-à-porte avec la municipalité. A La Matanza, *municipio* le plus peuplé et le plus pauvre du *conurbano*, la coopérative Reciclando Sueños (II) se consacre aussi à cette activité. Par ailleurs, les exemples chiliens de mise en place de la collecte sélective dans les *municipios* du *conurbano* de Santiago du Chili (Chili) à Peñalolén, notamment, indiquent que le choix de la coopérative offre une alternative économique plus intéressante que celui de l'enterrement indifférencié des déchets¹.

¹ CASA DE LA PAZ, 2007, "Recolectores, un eslabón del reciclaje", *Acuerdos*, 35, 12-13

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

- ADISSI G., 2004, "El fenómeno "cartoneros" en los medios gráficos porteños, la construcción de un nuevo sujeto/objeto historico", 8 p.
- AGUITON C., 2002, "2001, nuevas preguntas, nuevos problemas", OSAL, janvier, 4 p.
- AIRA C., 2001, *La Villa*, Buenos Aires, Emecé – Cruz del Sur, 196 p.
- AIRA C., 2004, *Las noches de Flores*, Barcelona, Random House Mondadori, 140 p.
- ANGOTTI T., 2002, "City planning and environmental justice in New York City: waste, race and place", in *Mundo Urbano*, avril-mai, 15 [1], 11 p.
- AZPIAZU D., 2004, « Les privatisations en Argentine », *Problèmes d'Amérique Latine*, été, 53, 105-131
- BARBIER R., LAREDO P., 1997, *L'internalisation des déchets. Le modèle de la Communauté Urbaine de Lille*, Paris, Economica, 103 p.
- BARBIER R., 2001, « Du ramassage des déchets à la maîtrise des ordures », *Annales des Mines*, juin, 31-39.
- BARBIER R., 2002, « La fabrique de l'usager. Le cas de la collecte sélective des déchets », « Usagers et régulation des réseaux », *Flux*, 48/49, 35-46.
- BARBIER R., 2005, « L'implantation conflictuelle des équipements collectifs. Réflexion à partir de la gestion des déchets », TERREAUX J.-P. (coord.), *Economie des équipements pour l'eau et l'environnement*, Antony, Cemagref Editions, 129-144.
- BARLES S., 1999, *La ville délétère, médecins et ingénieurs dans l'espace urbain*, Paris, Ed. Champ-Vallon, coll. Milieux, 384 p.
- BARNIER V., TUCOULET C. (dir), 1999, « Ville et environnement. De l'écologie urbaine à la ville durable », *Problèmes politiques et sociaux*, 829, 88 p.
- BEAUCIRE F., 1993, "Ecologie urbaine:l'éternel retour?", *Natures Sciences Sociétés*, 1, 83-84.
- BEAUNE J.C. (dir.), 1999, *Le déchet, le rebut, le rien*, Champ Vallon, Seyssel, 232 p.
- BERDOULAY V., SOUBEYRAN O., 1996, *Débat public et développement durable, Expériences nord-américaines*, Paris, éd. Villes et Territoires, Paris-La Défense, 149 p.
- BERTOLINI G., BRAKEZ M., 1997, "Le déchet indicateur social: le cas des ordures ménagères à Agadir (Maroc)", *Géographie et Cultures*, 24, 91-109
- BERTRAND J.-R. (dir.), 2003, *De la décharge à la déchetterie, question de géographie des déchets*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 170 p.
- BONNAFE J., GITELMAN N., PIREZ P., 1998, "Privatizaciones de los servicios urbanos y sus consecuencias políticas. Los casos de la electricidad y el del gas en Buenos Aires", Seminario *El Nuevo Mundo y lo Urbano*, 23-24 novembre 1998, *Mundo Urbano*, n°12 [4], 14 p.
- BORELLO J. A., 1998, "Buenos Aires metropolitana: politica y gestion de la ciudad", *EURE (Santiago)*, vol. 24, 71, 108-109

BOURDE G., 1974, *Urbanisation et immigration en Amérique Latine, Buenos Aires XIX-XXe siècle*, Paris, Montaigne/Aubier, 288 p.

BOTTON S., 2005, *Privatisation des services urbains et desserte des quartiers défavorisés : une responsabilité sociale en partage. Le cas des services d'eau et d'assainissement, d'électricité et de télécommunications dans les quartiers « carenciados » de l'agglomération de Buenos Aires (Argentine) de 1991 à 2004*, thèse Université de Marne La Vallée, 529 p.

BRELAY E., 1893, *Nouveau dictionnaire d'économie politique*

BRODHAG C., GONDRAN N., DELCHET K., 2004, « Du concept à la mise en œuvre du développement durable », *VertigO, la revue des sciences de l'environnement*, vol. 5, 2.

BRUNET N., 2002, « L'engagement de Curitiba : un lien à rétablir pour Montréal », *VertigO, la revue en sciences de l'environnement*, vol. 3, 3, 7 p.

CALVINO Italo, 1974, *Les villes invisibles*, Paris, Seuil, 188 p.

CARENZO S., ROIG A., 2007, "El conflicto de valorización de los residuos sólidos urbanos en el área metropolitana de Buenos Aires", *Governance: towards a conceptual framework – International Symposium*, Suisse, 28 p.

CASA DE LA PAZ, 2007, "Recolectores, un eslabón del reciclaje", *Acuerdos*, 35, 12-13, 12-14

CATENAZZI A.C., 2000, « Las prácticas de la gestión urbana local frente a la privatización de los servicios de agua y saneamiento. Un estudio de casos en municipios del Área Metropolitana de Buenos Aires. 1992 – 1997", *Mundo Urbano*, avril, n° 0 [1], 2 p.

CEAMSE, 2005, *Residuos sólidos urbanos en la región metropolitana de Buenos Aires*, 78p.

CEAMSE, 1992-1993, « Una prueba piloto reciclaje » *Noticias CEAMSE*, 2 p.

CICOLELLA P., 2000, « Grandes inversiones y dinámicas metropolitanas : Buenos Aires, ciudad global o ciudad dual del siglo XXI ? », *Mundo Urbano*, n°5 [2], 9 p.

CICOLELLA P., MIGNAQUI I., SZAJNSBERG D., 2006, "Metropolis in Transition: Buenos Aires between economic growth and social disintegration", *Metropolis in Transition – 42d ISOCaRP congress*, 23 p.

COHEN M., 2007, *Impureza*, Norma, 103 p.

Coordinación Ecológica Area Metropolitana Sociedad del Estado/Facultad de Ingeniería de la Universidad de Buenos Aires, 2006, *Estudio de calidad de los residuos sólidos urbanos*, Buenos Aires, Instituto de Ingeniería – Universidad de Buenos Aires, 88 p.

CORBIN A., 1982, *Le miasme et la jonquille, l'odorat et l'imaginaire XVIIIe-XIXe siècle*, Paris, Flammarion, 336 p.

CORRAGGIO J.L., 2004, "Las políticas publicas participativas ¿obstáculo o requisito para el Desarrollo Local?", in *Mundo Urbano*, 23 [3], 10 p.

COUTARD O., 2002, "Premium network spaces: a comment", *International Journal of Urban and Regional Research*, 26.1, 166-174

COUTARD O., HANLEY R., ZIMMERMAN R., 2005, *Sustaining urban networks. The social diffusion of large technical systems*, London, Routledge, 239 p.

D'ACQUINO P., 2002, "le territoire entre espace et pouvoir: pour une planification sociale ascendante", *L'Espace Géographique*, 1, 3-23

DAGOGNET F., 1997, *Des détritrus, des déchets, de l'abject. Une philosophie écologique*, Plessis-Robinson, Institut SynthéLabo, Coll., Les Empêcheurs de Penser en Rond, 230 p.

DE GOUVELLO B., 2001, « La réorganisation des services d'eau et d'assainissement en Argentine à l'heure néolibérale », « Dérégulation, état des lieux », *Flux*, n°44/45, 36-45.

DE SILGUY C., 1989, *La saga des ordures. Du Moyen-Âge à nos jours*, Paris, l'Instant, 191 p.

DI PACE M., CROJETHOVITCH A., 2000, "La sustentabilidad ecológica en la gestión de residuos sólidos urbanos. Area Metropolitana de Buenos Aires", *Mundo Urbano*, 4, 24 p.

Dirección General de las Políticas del Reciclado Urbano (DGPRU), 2006, *Circuito del reciclado en la ciudad autónoma de Buenos Aires-Informe 2006*, 24 p.

DGPRU, 2007, Primer Congreso y Foro Internacional de Políticas del reciclado, Buenos Aires, 27-29 septembre 2007

DOMMANGET P. (dir.), 1998, *Le recyclage des matériaux*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 126 p.

DORIER-APPRILL E. (dir.), 2006, *Ville et environnement*, Paris, SEDES, 511 p.

DUPUY G., 1985, *Systèmes, réseaux, territoires*, Paris, Presses de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, 168 p.

DUPUY G., 1988, *Les réseaux territoriaux*, Caen, Paradigme, Coll. Transports et communications 290 p.

El Ceibo Trabajo Barrial, 2003, *Jovenes cartoneros se capacitan como promotores ambientales/Adolescentes que quieren dejar de trabajar para estudiar/La experiencia de la cooperativa del Ceibo*, 4 p.

ELISSALDE B., RHEIN C., 2004, « La fragmentation sociale et urbaine en débat », dossier « La ville « fragmentée ? », *L'Information Géographique*, 68, 115-126

EMELIANOFF C., 2000, « Ville globale, ville durable : deux représentations antinomiques de l'espace-temps en milieu urbain ? », *Les temps de l'environnement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, pp.275-284.

ENTPE, 2008, *Conférence internationale: Les coopératives d'habitants en Europe, une troisième voie pour le logement populaire*, Vaulx-en-Velin, 30 mai 2008

FELISETTI R., 2007, *Planta Bajo Flores*, épreuve, 78 p.

FIUBA/CEAMSE, 2006, *Estudio de calidad de residuos sólidos urbanos – informe invierno 2006*, 88 p.

Fundación Metropolitana, 2004, "El ciclo de los residuos urbanos", *La Gran Ciudad*, 81 p.

GAUDIO SOARES R. del, 2004, *L'institutionnalisation de l'informel, Regards sur la coopération et les stratégies de survie des chiffonniers dans trois villes brésiliennes*, Lille, thèse de sociologie, 307 p.

GORBAN D., 2004, "Reflexiones alrededor de los procesos de cambio social en Argentina, el caso de los cartoneros", *Revista e-l@tina*, vol. 2, 8, 3-15.

GORBAN D., 2006, "Trabajo y cotidianeidad. El barrio como espacio de trabajo de los cartoneros del Tren Blanco" in *Trabajo y Sociedad – Indagacion sobre el empleo, la cultura y las practicas politicas en sociedades segmentadas*, 7, 8

GOUHIER J., 1987, *La poubelle, miroir social : un regard nouveau sur les modes de vie*, GEDEG, Université du Maine

GOUHIER J., 2000, *Manuel de Rudologie*, Presses Universitaires de Rouen et du Havre

GOUHIER J., 2003, « Au-delà du déchet, le territoire de qualité », BERTRAND J.-R. (dir.), *De la décharge à la déchetterie, question de géographie des déchets*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 17-57

GRAHAM S., 2000, "Constructing premium network spaces: reflections on infrastructure networks and contemporary urban development", *International Journal of Urban and Regional Research*, 24.1, 183-200.

GRAHAM S., MARVIN S. 2001, *Splintering Urbanism: networked infrastructures, technological mobilities and the urban condition*, London, Routledge, 479 p.

GRIMBERG E., BLAUTH P. (dir.), 1998, « Coleta seletiva, reciclando materiais, reciclando valores, *Pólis*, 31, 97 p.

GUERMOND Y., 2005, « Repenser l'urbanisme pour le développement durable », *Natures Sciences Sociétés*, 4.

HARPET C., 2003, *Du déchet, Philosophie des immondices*, Paris, L'Harmattan, 603 p.

HERARD D., RAIMBAU C., 2006, *Argentine rebelle, un laboratoire de contre-pouvoirs*, Paris, Alternatives, 142 p.

HOLZ J.M., 2004, « La ville durable, une nouvelle utopie. Vers une géographie du développement durable », *Historiens et Géographes*, 387, 109-113.

HUGGINS J. A., 2007, « Collecting Garbage in New Delhi », *The International Herald Tribune*, 26 septembre.

JAGLIN S., 2003, « Services d'eau et construction métropolitaine au Cap (Afrique du Sud) : les difficultés de l'intégration urbaine », *Revue Française d'Administration Publique*, 103, 14 p.

JAGLIN S., 2005, *Services d'eau en Afrique Subsaharienne – la fragmentation urbaine en question*, Paris, CNRS Editions, Collection Espaces et Milieux, 244 p.

JOLLIVET M. (dir.), 2001, *Le développement durable, de l'utopie au concept : de nouveaux chantiers pour la recherche*, Paris, éd. Elsevier, coll. NSS, 288 p.

JOUBE B., 2003, *La gouvernance urbaine en questions*, Paris, Elsevier, coll. SEPT, 124 p.

JOUVE B., 2006, « L'empowerment entre mythes et réalités, entre espoir et désenchantement », *Géographie, économie, société*, 8, 1, 5-15

LANZETTA M., 1998, "Gestión metropolitana de residuos industriales peligrosos en Buenos Aires Análisis del proceso de construcción social del llamado efecto NIMBY a partir de un estudio de caso", Seminario *El Nuevo Milenio y lo Urbano*, 23-24 septembre 1998, *Mundo Urbano*, 10 [2], 17 p.

LE BOZEC A., 1994, *Le service d'élimination des ordures ménagères. Organisation, coûts, gestion*, Paris, CEMAGREF éditions - L'Harmattan, 460 p.

LE DORLOT E., 2004 «Les déchets ménagers : pour une recherche interdisciplinaire», *Strates*, 11, 10 p.

LE GALES P., 1995, « Du gouvernement des villes à la nouvelle gouvernance urbaine », *Revue Française de science politique*, vol. 45, 1, 57-95.

Legislatura de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires, 2002, *Ley n°992*, 12 décembre.

Legislatura de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires, 2005, *Resolución 50*, 17 avril.

Legislatura de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires, 2005, *Ley n°1854 de gestión integral de los residuos sólidos urbanos*, 24 novembre.

Legislatura de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires, 2005, *Ley n°1687 de educación ambiental*, 28 avril.

L'ESTRANGE Y., 2006, « Cartoneros en Buenos Aires », *Clarín*, 30 avril

LEVY J., LUSSAULT M. (dir.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1033 p.

MAC CARNEY P. L., STREN R. (eds.), 1996, *Cities and governance: new direction in Latin America, Asia and Africa*, Toronto, Centre for Urban and Community Studies, XIV, 220 p.

LOPEZ A., 2004, La oferta de bienes y servicios ambientales por las PYMES en Argentina, CEPAL – serie medio ambiente y desarrollo, 89, 40 p.

LORRAIN D., 2001, « Portrait d'entreprise : le secteur des déchets aux Etats-Unis », in « 2001 réseaux en orbite », *Flux*, 43, 73-84.

LORRAIN D., 2002, « Gig@city, (l'essor des réseaux techniques dans la vie quotidienne), in « Le développement durable des réseaux techniques », *Flux*, 47, 7-19.

MANCEBO F., 2006, *Le développement durable*, Paris, Armand Colin, 269 p.

MATHIEU N., GUERMOND Y. (éd.), 2005, *La ville durable, du politique au scientifique*, Paris, CEMAGREF, CIRAD, IFREMER, Indisciplines, 285 p.

MEDINA M., 2002, *Scavengers cooperatives in Asia and America Latina*, Colegio de México, 42 p.

MELOSI M., 2000, *The sanitary city: urban infrastructure in America from colonial times to the present*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 578 p.

MELOSI M. V., 2005, *Garbage in the cities. Refuse, reform, and the Environment*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 302 p.

MERLINSKY G., 2006, "Vulnerabilidad social y riesgo ambiental: ¿Un plano invisible para las políticas públicas?", *Mundo Urbano*, 28 [1], 16 p.

MIOSSEC A., ARNOULD P., VEYRET Y. (coord.), 2004, « Vers une géographie du développement durable », *Historiens et Géographes*, 387, 81-259

MITCHELL D., 2003, *The right to the city – social justice and the fight for public space*, New-York, The Guilford Press, 370 p.

MONNET J. (dir.), 1999, *Ville et pouvoir en Amérique. Les formes de l'autorité*, Paris, L'Harmattan, 189 p.

MONTOYA A., TOBON F., 2002, « From Waste Collectors to entrepreneurs with ISO 9000 », *Management systems*, 1, 42-44

MUSSO P., 2003, *Critique des réseaux*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. La Politique Eclatée, 374 p.

NAVEZ-BOUCHANINE F. (dir.), 2003, *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale?*, Paris, L'Harmattan, coll. Villes et Entreprises, 411 p.

N'KOUNKOU U., 2000, *Gestion territoriale des ordures ménagères franciliennes*, Le Mans, Thèse de géographie, 355 p.

NOVICK A., CARIDE H., 2001, « La construction de la banlieue à Buenos Aires (1925-1947) », in RIVIERE d'ARC H. (dir.) *Nommer les nouveaux territoires urbains*, Paris, UNESCO/Sciences de l'Homme, Coll. Les Mots de la Ville, 279 p.

NUNEZ J.P., 2007, *Proyecto : programa piloto de recolección diferenciada de residuos sólidos urbanos (RSU) en la Ciudad de Buenos Aires*, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, fac. de Ciencias Económicas, 36 p.

ODRIOZOLA V., 2004, *Plan de Basura Cero para Buenos Aires*, Buenos Aires, GreenPeace, 24 p.

ORCOSUPPA RIVERA J., 2002, *Relación entre la producción per capita de residuos sólidos domésticos y factores socioeconómicos, Provincia de Santiago de Chile*, Santiago du Chili, Universidad de Chile, 128 p.

PAIVA V., 2006, "El Cirujeo, un camino informal de recuperación de residuos, Buenos Aires, 2002-2003", *Estudios Demográficos y Urbanos*, vol. 21, 001, México, 189-210

PAIVA V., 2006, « De los huecos al relleno sanitario. Breve historia de la gestión de residuos en Buenos Aires », *Revista Científica de UCES*, vol.X, 1, 23 p.

PALACIO J. M., SOLDANO D., "Sobre cartoneros y marginalidad urbana", *La Nación*

PAVON H., 2001, "Que dice la basura. Dime que tiras y te diré quien eres", *Clarín*, 14 janvier.

PERRIN N., 2003, *Vers la mise en évidence d'une différenciation spatiale des secteurs de collecte des déchets ménagers. Application à la ville de Grenoble*, sixième rencontre de ThéoQuant, Grenoble, février 2003, 18 p.

PESCUMA A. (dir.), 2002, "Calidad y gestión de los residuos sólidos ciudad de Buenos Aires", *XXVIII Congreso Interamericano de Ingeniería sanitaria y Ambiental*, Cancún, Mexique, 27 -31 octobre 2002, 9 p.

POTET F., "Dans la peau d'un éboueur", *Le Monde* 2, 197, 24-30

PREVÔT-SCHAPIRA M.-F., 2000, « l'Amérique Latine, la décentralisation imparfaite », in « Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Pérou : un bilan de quinze ans de décentralisation », *Problèmes d'Amérique Latine*, 37, 3-7

PREVÔT-SCHAPIRA M.-F., 2003, « Argentine : une débâcle fédérale », *Critique Internationale*, 18, 10 p.

PREVÔT-SCHAPIRA M.-F., 2005, « Buenos Aires, la métropole divisée. Gouvernance urbaine et défi métropolitain dans les années 1990 », *L'ordinaire latino-américain*, 200-201, 99-108.

PREVÔT-SCHAPIRA M.-F., SIGAL S., SCHVARZER J., ARMORY V., KESSLER G., 2004, « Argentine, après la tourmente », *Problèmes d'Amérique Latine*, 51

PREVÔT-SCHAPIRA M.-F., 2005, « Buenos Aires, métropolisation et nouvel ordre politique », *Hérodote*, 122-152

PREVÔT-SCHAPIRA M.-F. (dir.), 2006, « Amérique Latine : une nouvelle géopolitique », *Hérodote*, 123

PRIGNANO A., 1998, *Crónica de la basura porteña: del fogón indígena al cinturón ecológico*, Buenos Aires, Junta de Estudios Historicos de San José de Flores, 337 p.

RAFFESTIN C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, LITEC, Coll. Géographie Economique et Sociale, 250 p.

RAPOPORT M., 2005, *Historia económica, política y social de la Argentina (1880-2003)*, Buenos Aires, Emecé, 1032 p.

REYNALS C., 2002, "De cartoneros a recuperadores urbanos", *Seminario "respuesta de la sociedad civil a la emergencia social: Brasil y Argentina comparten experiencias"*, Sao Paulo, Brésil, 4 novembre 2002, 37 p.

ROUQUIE A., 1984, *L'Argentine*, Paris, Presses Universitaire de France,

SABATINI F., WORMALD G., 2004, "La guerra de la basura de Santiago: desde el derecho a la vivienda al derecho a la ciudad", *EURE (Santiago)*, vol.30, 91, 67-86

SAMPAIO DAGNINO R. De, 2004, *Um olhar geográfico sobre a questão dos materiais recicláveis em Porto Alegre: sistemas de fluxos e a (in)formalidade, da colecta á comercialização*, Porto Alegre, Trabalho de Graduação II, Universidade federal do rio grande do Sul, 133 p.

SANTISO J., 1999, « l'Argentine face à la crise brésilienne » in « La crise financière brésilienne et son impact sur les économies sud-américaines », *Problèmes d'Amérique Latine*, 33, 61-77

SASSEN S., 2001, *The global city*, Princeton, Princeton University Press, 447 p.

SCHAMBER P. J., SUAREZ F. M., 2007, *Recicloscopio: Miradas sobre recuperadores urbanos de residuos de America Latina*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General

Sarmiento, Universidad Nacional de Lanús/Prometeo Libros, 324 p.

SCHNEIER MADANES G., 2001, « La construction des catégories du service public dans un pays émergent : les conflits de la concession de l'eau à Buenos Aires », « Dérégulation, état des lieux », *Flux*, 44/45, 46-64

SCHNEIER MADANES G., DE GOUELLO B., 2003, *Eaux et réseaux : les défis de la mondialisation*, IHEAL-CREDAL, coll. Travaux et mémoires de l'IHEAL, 346 p.

SCHVARZER J., 2004, « L'effondrement du Plan de Convertibilité et ses conséquences », numéro spécial « Après la débâcle » *Problèmes d'Amérique Latine*, 51, 57-81

SCOBIE James, 1977, *Buenos Aires: del centro a los barrios 1870-1910*, Buenos Aires, Ediciones Solar, 368 p.

Secretaria de Prensa y Comunicacion Social, 2007, "Comenzó un plan de separación de residuos en origen y ya se redujo en un 50% del volumen de basura diario", *Boletín Informativo n°280*, 9 mai

SIGAL S., DE RIZ L., TORRE J. C., SIDICARO R., PALERMO V., SCHVARZER J., 1996, « L'Argentine de Menem à Menem : les nouveaux défis économiques et politiques », *Problèmes d'Amérique Latine*, 20,

SOLANAS F., 2005, *Memoria del saqueo Argentine le hold-up du siècle*, Blaq out, 2h10mn

TABEAUD M., HAMEZ G., 2000, *Les métamorphoses du déchet*, Paris, Publications de la Sorbonne, 160 p.

TARR J., DUPUY G. (éd.), 1988, *Technology and the rise of the Networked City in Europe and America*, Philadelphia, Temple University Press, 338 p.

VARELA E., 2007, « Una cooperativa de cartoneros porteños exporte chatarra a una acería española. Cartoneros for export », *Página /12*, 11 mai

VELUT S., 2002, *L'Argentine, des provinces à la nation*, Paris, Presses Universitaires de France, 296 p.

VEYRET Y. (dir.), 2005, *Le développement durable : approches plurielles*, Paris, Hatier, coll. Initial, 288 p.

VIDELA E., 2006, « Cartoneros con un sueño cumplido », *Página/12*, 28 avril.

YOUNG G., 2007, "Radiografía de la basura : un estudio de la UBA que refleja hábitos de consumo", *Clarín*, 06 mai.

ZENEIDI HENRY D., 2002, *Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre*, Paris, Bréal, Coll. D'autre Part, 288 p.

Ville Autonome de Buenos Aires : www.buenosaires.gov.ar

Quotidien *Clarín* : www.clarin.com

Quotidien *La Nación* : www.lanacion.com

Coordination Écologique du área metropolitano Sociedad del Estado: www.ceamse.gov.ar

Quotidien *Página/12*: www.pagina12.com

Fundación Metropolitana : www.metropolitana.org.ar

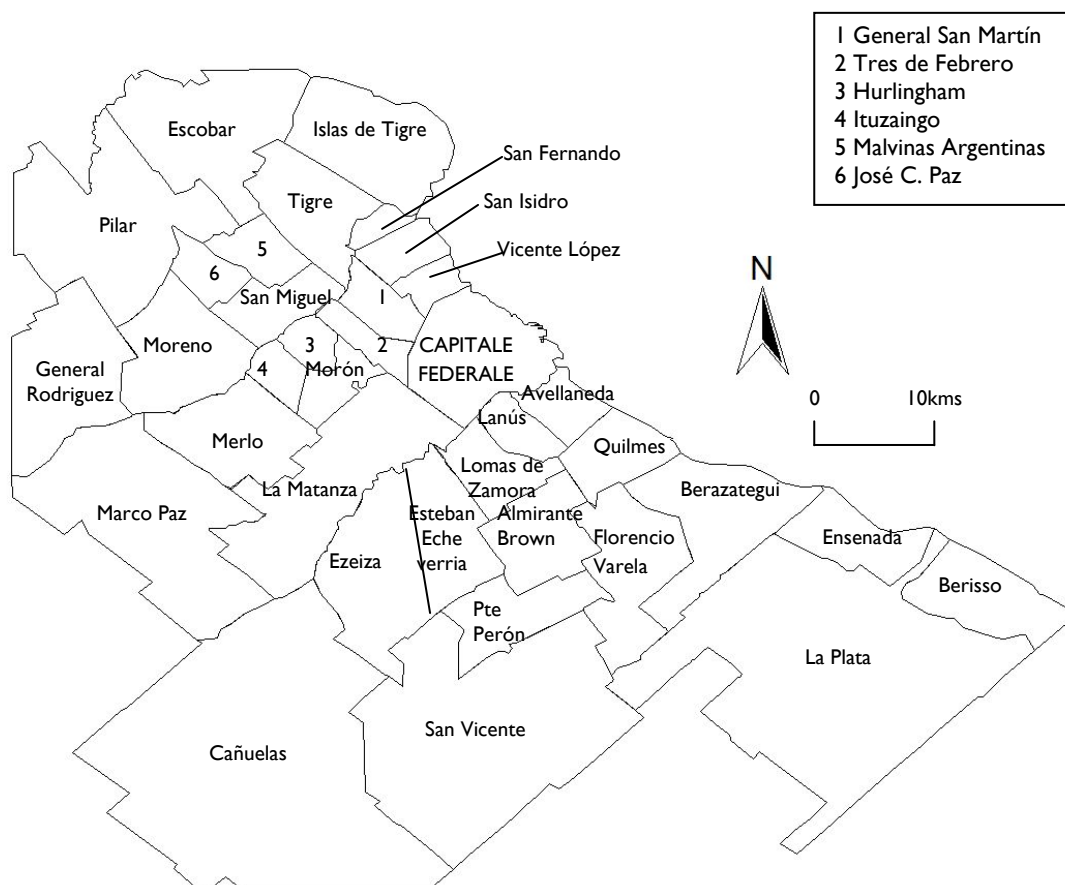
Atlas Ambiental de Buenos Aires : www.aamba.gov.ar

Instituto Nacional De Estadísticas y Censos: www.indec.mecon.ar

Institut Géographique Militaire : www.igm.gov.ar

ANNEXES

Annexe 1 - La métropole de Buenos Aires : la capitale fédérale et les municipios du conurbano (Province de Buenos Aires)



Annexe 2 - Les 56 quartiers de la Ville Autonome de Buenos Aires (CABA)

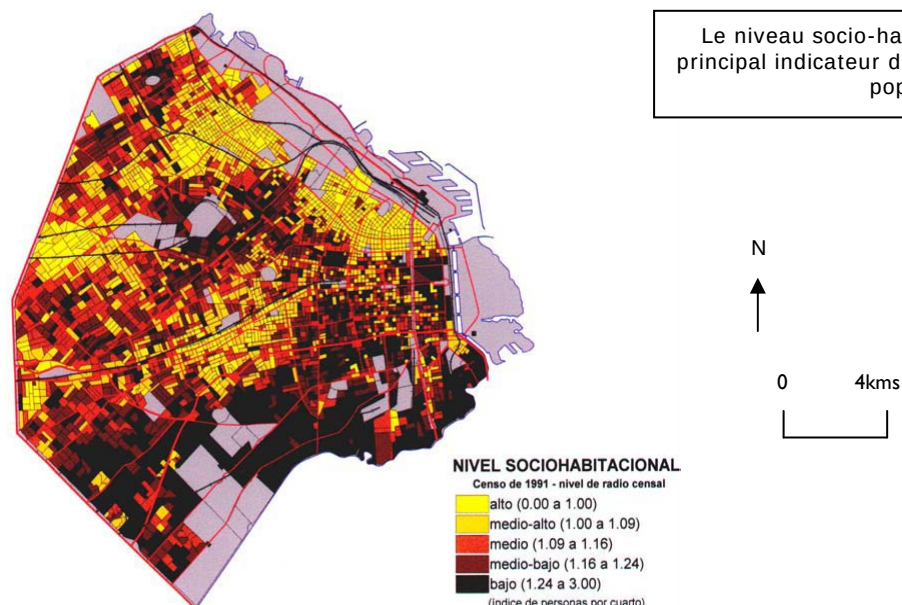


Le modèle du centre vert

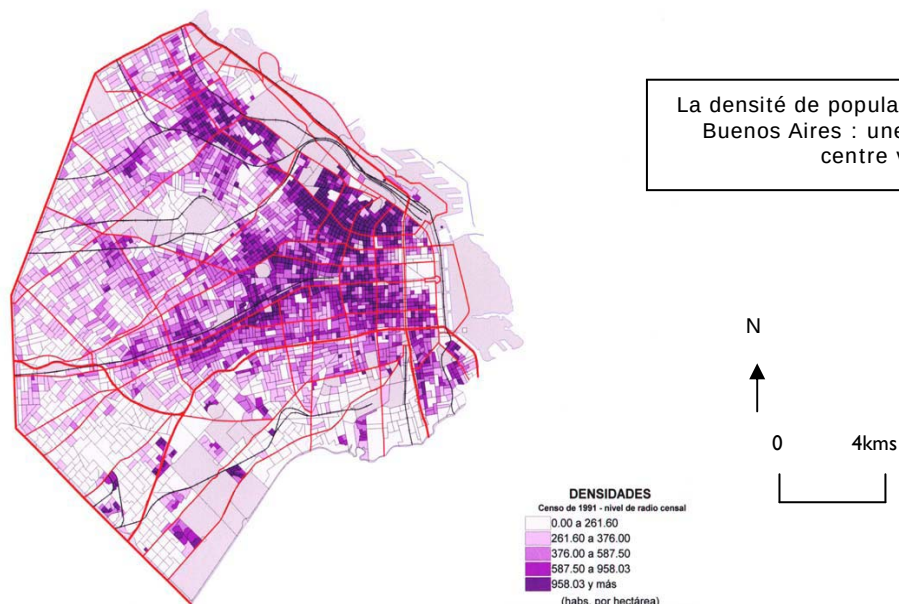


- 85

ANNEXE 4 : les disparités socio-économiques et la répartition de la population dans la Ville de Buenos Aires : une forte inégalité entre un Nord aisé et densément peuplé et un Sud pauvre

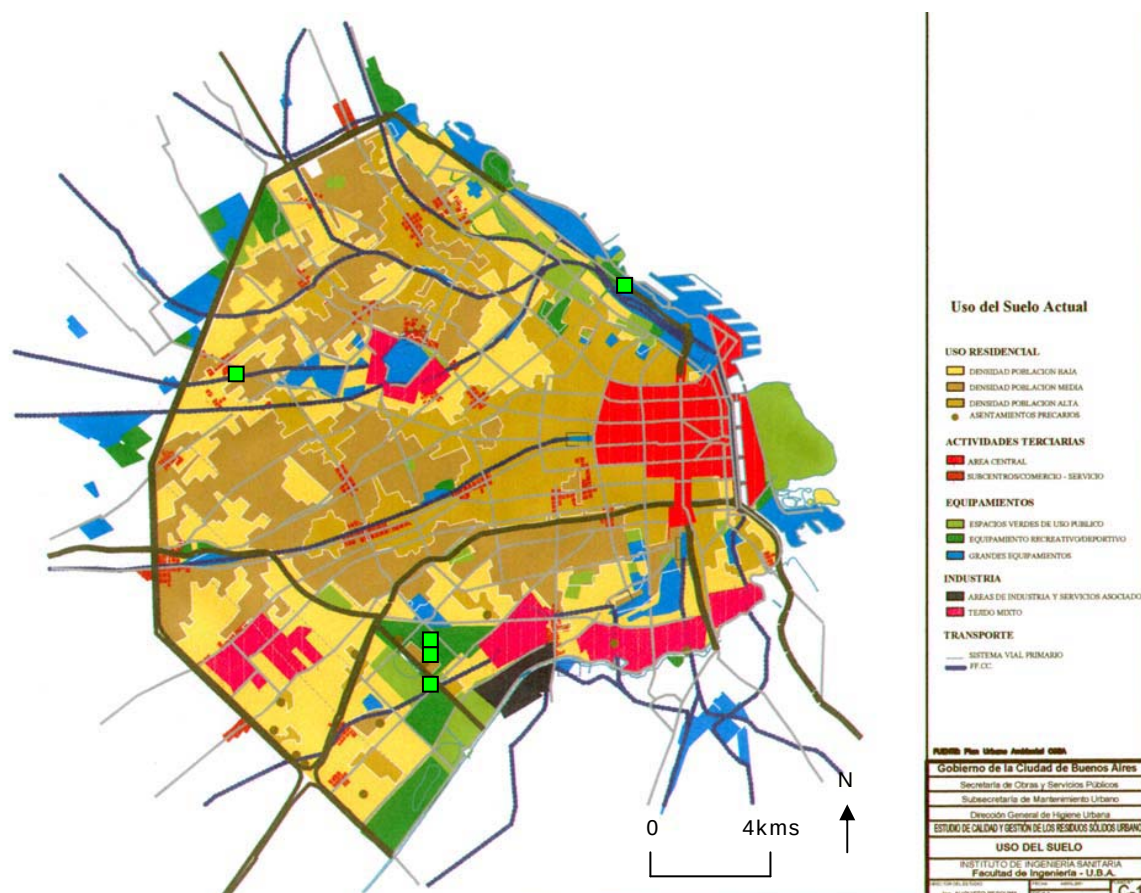


¹La légende renvoie à cinq catégories de Niveaux Socio-Economiques (NSE) : élevé, moyen/élevé, moyen, moyen/faible, faible (celui-ci tient compte des villas). Le critère choisi par la Commission du Plan Urbano Ambiental est celui du nombre de personnes par pièce d'un logement.



Source: Plan urbano ambiental GCBA, FIUBA/CEAMSE, 2006, Estudio de Calidad de los residuos urbanos Resumen ejecutivo, 88 p., p.29-30

Annexe 5 - Le plan d'occupation des sols de la Ville de Buenos Aires
Les centres verts dans les espaces récréatifs ou les zones résidentielles



Source : Plan urbano ambiental GCBA, FIUBA/CEAMSE, 2006, Estudio de Calidad de los residuos urbanos Resumen ejecutivo, 88 p., p.29-30

- Traduction de la légende**
Occupation des sols actuelle (2006)
Occupation résidentielle
 Densité de population faible
 Densité de population moyenne
 Densité de population forte
 Habitat précaire (Villas)
Activités tertiaires
 Centre-ville (microcentro)
 Centres commerciaux, services
Equipements
 Espaces verts publics
 Equipements récréatifs, sportifs
 Grands équipements : gares, port
Industrie
 Zones industrielles - services
 Tissu urbain mixte
Transports
 Réseau routier et ferroviaire

Separemos para reciclar



Gobierno de la Ciudad de Buenos Aires



Yo reciclo

- Reciclar 2 botellas de vidrio **ahorra energía necesaria** para hervir 1 litro de agua.
- Reciclar una lata de aluminio **ahorra suficiente energía** como para mantener un TV encendido durante 3 horas.
- Reciclar el diario del domingo durante un año **evita la tala de 4 árboles**.



Buenos Aires Recicla
www.buenosaires.gov.ar

Gobierno de la Ciudad de Buenos Aires








¿Por qué separar para reciclar?

En Buenos Aires, como en las grandes ciudades, generamos muchos residuos. Aprender a reciclar una parte de ellos es un compromiso que debemos tomar con nosotros mismos. Es importante que comprendamos que medio ambiente, es nuestro entorno de todos los días.

Si separamos para reciclar:

Reducimos la cantidad de basura que hay que trasladar y enterrar. Una vez enterrada, la basura sólo puede esperar que la naturaleza la reincorpore a la vida, es decir, que la "biodegrade". Pero:

- El **plástico** tarda hasta 600 años.
- El **aluminio** no se corroe.
- El **vidrio** se mantiene intacto miles de años.
- Los **metales** resisten entre 10 y 500 años.

Protegemos los recursos naturales renovables y no renovables del planeta

- Petróleo** para producción de plásticos.
- Árboles** para pasta de papel.
- Metales** para envases y conservas.
- Fibras naturales** para confección de textiles.
- Minerales** para confección de vidrios.

Ahorramos mucha de la energía y del agua que se necesita para producirlos.

Yo reciclo

Si reciclamos:	Podemos fabricar:
Plásticos: - Botellas de plástico. - Bolsas. - Sachets.	Buzos polar, almohadas, colchas, alfombras, macetas, juguetes, tuberías.
Papel: - Diarios. - Cartón. - Papel.	Papel, embalajes especiales.
Tetabrik: - Envases. - Leche. - Jugos. - Conservas.	Madera ecológica para placares, mesas, sillas.
Vidrio: Vidrio.	Vidrio.
Metal: Latas.	Ruedas y cuadros de bicicletas.

Cómo separar para reciclar

Muchos de los materiales que hoy tiramos se pueden reciclar.

Es muy fácil. En casa, sólo hay que separar lo que es reciclable y dejarlo aparte de lo que va al tacho de la basura. Ya en la calle, arrojar lo que se separó en el contenedor de tapa naranja que dice "Reciclables". Lo demás ¡al contenedor de la basura!

Arrojo aquí:



Reciclables

Y acá:



Basura

Papel y cartón:

- Diarios.
- Revistas.
- Papeles, folletos y otros impresos.
- Cajas.
- Envases de papel y cartón de alimentos y bebidas.
- Tetabrik.

Vidrio:

- Botellas de bebidas.
- Otros frascos y envases de alimentos.

Metales:

- Latas de bebidas y conservas.

Plásticos:

- Botellas de bebidas.
- Envases de alimentos.
- Vajilla descartable.
- Sillas.
- Macetas.

- Restos de comida.
- Pañales descartables.
- Envases y papeles con restos de comida.
- Servilletas, vasos y otros descartables sucios.
- Celofán.
- Envoltorios de golosinas plastificados.
- Lamparitas, espejos, botellas o vasos rotos.
- Vajilla y macetas de cerámica o barro.
- Trapos sucios.

¡Todos los materiales reciclables deben estar limpios, secos y sin restos de comida!



Buenos Aires Recicla
www.buenosaires.gov.ar

Gobierno de la Ciudad de Buenos Aires

Annexe 5 Un document de sensibilisation au tri à la source Les entreprises de collecte des déchets distribuent ce document dans les zones qu'elles conteneurisent. Le programme *Buenos Aires Recicla* mené par le gouvernement de la CABA sème la confusion entre le recyclage, non pris en charge par la CABA, et le tri à la source ; l'identification des conteneurs par leur couvercle ; la prépondérance scripturale du document.

Annexe 6
Travail de terrain
- février - mars - avril 2008-
Entretiens et visites

- **Gouvernement de la ville de Buenos Aires**

Esteban LIZAZO, responsable de la Dirección General de Reciclado – 19 mars 2008

Alberto TERMINE, responsable de la Dirección General de Limpieza – 27 mars 2008

Rúben PARDO, Felix CARIBONI, Antonella RISSO de la Cellule Recherche de la dirección General de Limpieza (DeGeLim) – 9 avril 2008

CGP 13

Ricardo BOFFI LISSIN, directeur socioculturel, 7 mars 2008

CGP14

Ester COCAÑA, directrice socioculturelle, 16 avril 2008

- **Organisations non-gouvernementales**

Antonio BRAILOVSKY, membre de la FARN (Fundación Ambiente y Recursos Naturales), ex-médiateur pour l'Environnement – 13 février 2008

Roberto FELISETTI, fondation Ambiente y Sociedad, ancien membre de la cellule recyclage urbain au gouvernement de la ville de Buenos Aires – 15 mars 2008

Romina MC GIBBON, Green Peace, responsable des déchets – 6 mars 2008

Carina QUISPE, coordinatrice du projet Código Ambiental demandé par le gouvernement de la ville de Buenos Aires à la FARN – 28 février 2008

Gonzalo ROQUE, fondation AVINA – 19 mars 2008

Marcelo VENSENTINI, directeur de la fondation Ambiente y Sociedad, ex-ministre de l'environnement au gouvernement de la Ville Autonome de Buenos Aires (CABA) – 13 mars 2008

- **Parti politique**

Juan Manuel VELASCO, directeur du parti Iniciativa Verde, ancien député et ministre de l'Environnement au gouvernement de la ville de Buenos Aires – 11 mars 2008

- **Institut national des Technologies et de l'Industrie (INTI)**

Héctor GONZÁLEZ, responsable du Programa de Extensión de Reciclado de Residuos Sólidos Urbanos, et son équipe – 17 avril 2008

- **Coopératives de récupérateurs urbains**

COOPERATIVA ECOLOGICA DE RECUPERADORES DEL BAJO FLORES (CERBAF)

Francisco MONZÓN, coordinateur de la coopérative

Visite du centre de recyclage géré par la coopérative dans le Bajo Flores – 5 mars 2008

EL CEIBO

Cristina LESCANO, coordinatrice de la coopérative – 22 avril 2008

Observation participante dans les rues de Palermo avec les récupératrices María Julia et Teresa – 15 et 17 mars 2008

Visite du Centre Vert et de l'entrepôt temporaire de la coopérative – 22 mars 2008

EL ALAMO

Observation participante avec le récupérateur Alfredo – 20 mars 2008

MOCAR (Movimiento Cartonero), la Matanza – 14 mars 2008

Oscar MONTIEL, président du MOCAR

Violeta BEMPOSTA, membre du MOCAR, titulaire de la Licencia de Géologie, spécialiste en gestion environnementale.

Alberto A. VERA, cartonero, président de la coopérative *Q hacemos*, membre du MOCAR.

RECICLANDO SUEÑOS- COOPERATIVA DEL OESTE

Valentin HERRERA, coordinateur de la coopérative Reciclando Sueños, **Jorge**

OLMEDO, coordinateur de la Coopérative del Oeste – 18 mars 2008

Observation participante au centre vert de Villa Soldati – 1 avril 2008

MOCAR (Movimiento Cartonero), la Matanza – 14 mars 2008

Oscar MONTIEL, président du MOCAR

Violeta BEMPOSTA, membre du MOCAR, titulaire de la Licencia de Géologie, spécialiste en gestion environnementale.

Alberto A. VERA, cartonero, président de la coopérative *Q hacemos*, membre du MOCAR.

- **Coordinación Ecológica del Area Metropolitana, Sociedad de Estado (CEAMSE)**

Adolfo KOUTOUDJIAN, chargé de l'aménagement à long terme des projets du CEAMSE, professeur à l'Université de Buenos Aires en géopolitique et en géographie économique – 27 février 2008

Marcelo ROSSO, ingénieur, chargé de la gestion des opérations – 19 février 2008

- **Entreprises de collecte des déchets, sous contrat de gestion avec le gouvernement de la Ville Autonome de Buenos Aires**

AESA

Larisa LESCANO, responsable des Relations Publiques de l'entreprise – 17 avril 2008

CLIBA

Gabriela ANANIA, responsable des Relations Publiques de l'entreprise – 10 avril 2008

INTEGRA

Gisela THORNTON, responsable des Relations Publiques de l'entreprise – 11 avril 2008

URBASUR

Santiago AMERI, gérant de l'entreprise – 26 mars 2008

- **Universités**

Máximo LANZETTA, professeur et directeur de l'agence pour les politiques environnementales du municipio d'Adrogué (province de Buenos Aires), professeur à l'Université de Lanús – 13 février 2008

Jorge LULO, secrétaire académique de la Faculté de Sciences Sociales de l'Université de Buenos Aires (UBA), ex-membre du Programme pour les Récupérateurs Urbains au gouvernement de la Ville Autonome de Buenos Aires (CABA) –

Alexandre ROIG, université del General San Martín, Buenos Aires

Pablo SCHAMBER, professeur à l'Université Nationale du General Sarmiento et membre du ministère de l'Environnement de la Nation – 5 février 2008

Cinthia SHAMMA et **Gabriela MERLINSKY**, enseignantes-chercheuses à l'Institut Gino Germani, faculté de Sciences Sociales de l'Université de Buenos Aires (UBA)

Juan Manuel VAZQUEZ BLANCO, professeur à la Faculté de Sciences Economiques de l'Université de Buenos Aires (UBA), ex-Ente de Higiene Urbana – 6 mars 2008

- **Réunions et visites**

Visite *du relleno sanitario* (décharge contrôlée) de Norte III dans le *municipio* de José León Suárez ; visite de la station de transfert du quartier de Colegiales – 19 février 2008

Visite des décharges sauvages du *conurbano* avec l'Agence pour les Politiques Environnementales du *municipio* d'Adrogué (Máximo LANZETTA, Ariel) – 3 avril 2008

Visite avec J. P. NUNEZ de l'usine de recyclage de plastique (PET) du *municipio* d'Escobar, créée par en partenariat avec l'association des descendants de Trente (Italie) – 26 mars 2008

Visite au *comedor popular* (soupe populaire) du parc de Barrancas de Belgrano, destiné aux *cartoneros* et tenu par Carlos DURAÑONA et son équipe de bénévoles – 20 mars 2008

Commission d'Hygiène Publique du CGP 14 – 21 avril 2008

Commission d'Hygiène Publique du CGP 1 – 24 avril 2008

Réunion de travail de l'Agence pour la Protection de l'Environnement – 22 avril 2008

Réunion avec les mastérants de l'Institut de Sciences Sociales « Gino Germani » de l'Université de Buenos Aires – 26 février 2008

Travail en partenariat avec **Victoria E. HARRIS**, mastérante à l'Université du Salvador. Auteur d'enquêtes auprès des habitants et des commerces de Palermo participant au programme de collecte sélective de la coopérative El Ceibo.

TABLE DES FIGURES ET DES CARTES

FIGURE 1 - LES CENTRES VERTS, MODELES DU DEVELOPPEMENT DURABLE A BUENOS AIRES?	19
FIGURE 2 - UNE GESTION INTEGRALE AUX TERRITOIRES INCOMPLETS	21
CARTE 1 - LE MODELE METROPOLITAIN DE LA GESTION DES DECHETS A BUENOS AIRES	23
CARTE 2 - LES CENTRES VERTS AUX MARGES SOCIALES, SPATIALES ET ECONOMIQUES DE LA VILLE	25
FIGURE 3 - LE CENTRE VERT DE LA COOPERATIVE EL ALAMO A VILLA PUEYRREDON	29
FIGURE 4 - LA PREPONDERANCE DES DECHETS PORTEGNES DANS LES DECHARGES METROPOLITAINES	36
CARTE 3 - LA PRODUCTION DE DECHETS EN POIDS PAR PERSONNE ET PAR JOUR, INDICATEUR DES INEGALITES SOCIO- ECONOMIQUES	38
CARTE 4- LA FORTE PREPONDERANCE DU MICROCENTRO DANS LA PRODUCTION DE DECHETS RECYCLABLES	38
CARTE 5 - LES CARTONEROS, CONTREPOINTS GEOGRAPHIQUES A LA RICHESSE URBAINE.....	40
FIGURE 5 - CONTENEURS DE DECHETS DANS LE QUARTIER RESIDENTIEL DE SAAVEDRA	42
CARTE 6 - DES RESEAUX DE COLLECTE SELECTIVE ENTRE EFFICACITE, PARTICIPATION ET IMAGE DE MARQUE.....	45
FIGURE 6 - UNE CAMPAGNE D'INFORMATION PUBLIQUE ELLIPTIQUE	47
FIGURE 7 - DE LA COLLECTE A PALERMO AU TRI AU BORD DE L'AUTOROUTE	56
CARTE 7- EL CEIBO UN TRAVAIL DANS LE QUARTIER POUR UNE RENOMMEE MONDIALE.....	57
FIGURE 8- UN CENTRE VERT DU SUD (1), ADOSSE A VILLA FATIMA (3), SPECIALISE DANS L'EXPORT DE FERRAILLE (2)	59
CARTE 8 - RECICLANDO SUENOS/COOP.DEL OESTE UN MODELE EXPORTATEUR ET SPECIALISE.....	60
CARTE 9 - LA FORTERESSE DU SUD - LE MODELE ENCLAVE DE LA CERBAF	62

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	5
INTRODUCTION GENERALE.....	7
I.	
LES CENTRES VERTS,.....	
OU LES NOUVELLES GRAVITATIONS URBAINES DES DECHETS.....	15
A. LE POLE D'EXCELLENCE D'UN MARKETING TERRITORIAL URBAIN.....	17
1. Un centre vert pour trois principes durables.....	18
2. La synapse d'un commerce informel à l'échelle métropolitaine.....	19
B. LE PERIPLE INCERTAIN DES DECHETS RECYCLABLES DANS LA VILLE.....	22
1. La crise d'un modèle « que la recojan y arrojen fuera de la ciudad »	22
2. Quelles politiques d'aménagement pour le centre vert ?	23
3. La localisation des centres verts reproduit-elle les inégalités urbaines?	24
C. CHRONIQUES CONFLICTUELLES D'UN CENTRE VERT DANS LE QUARTIER	28
1. I-Le rejet d'un équipement collectif au symbolisme négatif	28
2. les dysfonctionnements du centre vert.....	29
3. Un accompagnement insuffisant des pouvoirs publics ?	30
II.	
RESEAUX DE COLLECTE SELECTIVE ET RIVALITES TERRITORIALES.....	33
A. L'EXCEPTION RUOLOGIQUE DE LA VILLE-CENTRE.....	35
1. « la poubelle, miroir social » - les quantités de la poubelle portègne:.....	35
2. « Dime qué tiras y te diré quien eres » qualités de la poubelle portègne:	37
3. Les cartoneros, les déchets recyclables et la crise économique.....	39
B. LES ENTREMELEMENTS RETICULAIRES DE LA COLLECTE SELECTIVE	41
1. L'industrialisation de la collecte sélective des déchets.....	41
2. La collecte artisanale au porte-à-porte des récupérateurs urbains.....	42
3. La dérangement interception cartonera.....	43
C. FAIRE TRIER LES DECHETS – L'INFORMATION ET LA PARTICIPATION DANS LA VILLE	46
1. Le constat d'un approvisionnement différencié	46
2. Les défaillances d'un service urbain industrialisé	46
3. Le réseau artisanal, ou la collecte et l'information sur mesure.....	48
III.	
CONCORDANCES TERRITORIALES.....	
COOPERATIVES ET SYSTEMES DE SELECTION DES DECHETS A BUENOS AIRES	51
A. - « DE L'EXCLUSION A L'INTEGRATION » A PALERMO POUR EL CEIBO.....	54
1. Un service compact dans un quartier aisé	55
2. Les « cartoneros VIP » de Palermo	55
3. La coopérative El Ceibo, présente dans tous les débats d'acteurs.....	56
B. RECICLANDO SUEÑOS- ANCRAGE AU SUD, CAP SUR L'EUROPE.....	58
1. Les éparpillements du système dans le Sud	58
2. Une professionnalisation et une intégration dans le monde du fer.....	58
3. Trois échelles d'acteurs pour un système exportateur et spécialisé	59
C. LE CENTRE DE TRI-FORTERESSE DE LA CERBAF AU SUD.....	61
1. Un système territorial incomplet et fragmenté	61
2. Forteresse du Sud, forteresse du tri ?.....	61
3. Un réseau d'acteurs quasi-inexistant.....	61
CONCLUSION GENERALE.....	65
BIBLIOGRAPHIE GENERALE.....	70
ANNEXES.....	79
TABLE DES FIGURES ET DES CARTES.....	95
TABLE DES MATIERES.....	97
RESUMES	100

RESUMES

Dans les débats contemporains sur la fragmentation des métropoles, l'accès au service urbain représente un indicateur de la cohésion sociale. Mais qu'en est-il lorsque c'est le service lui-même qui doit être intégré à la ville ? A Buenos Aires, la crise économique argentine (1998-2003) engendre une redistribution des cartes de la gestion des déchets destinée à valoriser les matériaux recyclables. Pratiquée informellement, dans la rue, par les *cartoneros*, la sélection des déchets est récupérée et encadrée par les pouvoirs municipaux dans une perspective sociale. Elle devient aussi le pivot d'une politique publique durable destinée à résoudre les conflits métropolitains d'enfouissement des ordures de la ville-centre. L'intégration des coopératives de récupérateurs urbains au nouveau système ouvre le débat sur leur capacité à être partie prenante des débats sur la gestion des déchets. Elle interroge les recompositions territoriales d'un service urbain recentré dans la ville et fondé sur la participation locale des habitants au tri à la source.

MOTS-CLE : Buenos Aires, sélection des déchets, service urbain, récupérateurs urbains, gouvernance

Current debates on the spatial-social mismatch in large cities use access to town services as an indicator of social cohesion. Can this indicator still be taken into account when one of those basic services – waste collection – actually still needs to be integrated into the local amenities? Waste management in Buenos Aires underwent radical changes after the Argentinian economic crisis (1998-2003), focusing on recyclable waste. An unofficial form of waste sorting service had been set up by people living in the streets, who came to be known as *cartoneros*. Local authorities took over that service and added a social aspect to it. This was also an occasion to solve long-standing problems caused by the city's landfill sites. The integration of scavengers' cooperatives into an official system gives them a role in the decision-making process and calls for a debate on the territorial transformations of a town service relying on the inhabitants actually sorting out their household waste.

KEY WORDS: City of Buenos Aires, waste selection, urban service, scavengers, governance

Los debates contemporaneos sobre la fragmentación de las metropolises enfocan sobre el acceso al servicio urbano como indicador de la cohesión social. Pero que ocurre cuando hay que integrar el servicio mismo en la ciudad ? En Buenos Aires, la crisis económica argentina (1998-2003) genera un cambio que promueve la valorización de los materiales reciclables en la gestión de los residuos urbanos. El gobierno municipal recupera y enmarca la selección informal de los residuos realizada por los *cartoneros* en la calle, en una perspectiva social. Esta recuperación se convierte en el pilar de una política pública sustentable concebida también para resolver los conflictos metropolitanos de disposición final de los residuos porteños. La integración de las cooperativas de recuperadores urbanos en el sistema pone en tela de juicio su capacidad a participar en debates sobre la gestión de la basura. Abre la reflexión sobre las transformaciones territoriales de un servicio urbano centrado en la ciudad y cuyo éxito depende de la participación vecinal con la selección en origen.

PALABRAS CLAVES : Buenos Aires (CABA), servicio urbano, selección de los residuos, recuperadores urbanos, gobernanza